

# SENAT

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS SESSION ORDINAIRE 1952-1953.

### A

**Adam**, sénateur provincial du Luxembourg.

*Doc.* — N° 60. Rapport : Budget des pensions pour l'exercice 1953.

N° 154. Proposition de loi relative à la taxation des assurances-vie.

*Ann.* — Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 146 (27 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Examine le régime des différentes catégories de pensions, les modifications qu'il y a lieu d'y apporter et les abus qui doivent être supprimés, déclare que les droits acquis doivent être respectés, pp. 231 à 232 (10 décembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réduction de certains crédits et l'augmentation de la participation de l'agriculture au fonds Marshall, la lutte contre les maladies, l'enseignement post-scolaire agricole, horicole et ménager, les stations de recherches libres, les films, les fermes démonstratives, l'alimentation des fermes en eau potable, le prix de revient et le prix de vente, le marché international, la politique laitière et les prix de direction, la fraude à la frontière hollando-belge, les sous-produits laitiers, la coopération agricole, pp. 504 à 506 (29 janvier 1953).

Proposition de loi relative à la taxation des assurances-vie. — Dépose la proposition, p. 585 (5 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition, pp. 1971 à 1972 (16 juillet 1953).

Insiste, par motion d'ordre, pour qu'on hâte la liquidation des indemnités de dommages de guerre, p. 759 (25 février 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1852 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1855 à 1857 (9 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Fait des observations au sujet de l'article 3, quatrième alinéa, p. 1949 (15 juillet 1953).

**Allard**, sénateur de l'arrondissement de Liège.

*Doc.* — Nos 121, 184 et 363. Rapports : Demandes de naturalisation.

N° 384. Rapport : Projet de loi relatif aux taxes communales sur « les maisons de logement » ou « taxes de séjour ».

N° 434. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

*Ann.* — Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 349 (18 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'autonomie communale, les finances communales, le fonds des communes, le fonds d'assistance publique, le reclassement des communes, le fonds des provinces, la simplification administrative et la décentralisation, le problème des intercommunales, les traitements des bourgmestres-fonctionnaires, pp. 417 à 421 (21 janvier 1953).

Proposition de loi revisant la législation sur la pêche fluviale. — Retire la proposition, p. 585 (5 février 1953).

Projet de loi autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'aspect moral de la question et propose au Sénat de renvoyer la proposition à la commission des finances, p. 875. — Renvoi en commission. Fait des observations, p. 876. — Discussion de l'article unique. — Dépose un amendement à l'article unique qui est rejeté, p. 876 (11 mars 1953).

SÉNAT. — TABLE DES ORATEURS ET AUTEURS. — 1952-1953.

### Allard (suite)

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 9, p. 1229 (19 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1232 (19 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1425. — Dépose un amendement à l'article 18 qui est adopté et intervient dans la discussion de cet article, p. 1429. — Intervient dans la discussion de l'article 41, p. 1436 (9 juin 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ». — Dépose le rapport, p. 1596 (23 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'une part, et la République tchécoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchécoslovaquie, et le protocole annexe, signés à Bruxelles le 30 septembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Demande si la Belgique ne pourrait obtenir satisfaction en ce qui concerne les intérêts belges dans d'autres pays, notamment en Roumanie, p. 1704 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la sous-estimation des besoins des communes en 1948 et l'imposition de nouvelles tâches aux administrations communales, la suppression des additionnels et des quotes-parts au profit des provinces et des communes, le pouvoir fiscal des communes et le plafond de la taxation, la modification du critère de répartition du fonds, pp. 1772 à 1774 (7 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant les origines et la portée du projet de loi, le bilinguisme dans l'agglomération bruxelloise, les localités situées le long de la frontière linguistique, la communication au Sénat des résultats des recensements de 1930 et de 1947, pp. 1874 à 1875 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1931 à 1932 et 1939; de l'article 2, p. 1955 (15 juillet 1953) et p. 1976 (16 juillet 1953); de l'article 4, pp. 1979 et 1981. — Dépose un amendement aux §§ 2 et 3 de cet article, qui sont rejetés, p. 1981. — Dépose des amendements tendant à l'insertion d'un § 3bis et d'un § 3ter à cet article, qui sont rejetés, p. 1982. — Intervient dans la discussion du § 4 de l'article 6 et dépose un amendement qui est rejeté, p. 1984. — Intervient dans la discussion du § 5 de l'article 6 et dépose un sous-amendement à l'amendement du gouvernement, qui est rejeté, p. 1987. — Dépose des amendements aux §§ 2, 4 et 6 de l'article 9, qui sont rejetés, p. 1989. — Retire son amendement au § 7, p. 1990. — Dépose un amendement au § 8, qui est rejeté, p. 1990. — Retire son amendement à l'article 10, p. 1990. — Intervient dans la discussion de l'article 13 et dépose un amendement aux §§ 4 et 6 de cet article, qui sont rejetés, p. 1991 (16 juillet 1953).

**Allewaert**, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt

- Doc.** — N° 280. Proposition de loi tendant à revoir certains articles de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.
- N° 295. Rapport : Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéficiaires affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise.
- N° 468. Rapport : Projet de loi fixant la limite assignée à l'émission de monnaies divisionnaires.
- Ann.** — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. Discussion générale. — Discours : Concernant : la simplification des méthodes fiscales, les économies, la décentralisation des services administratifs, les finances communales, les pensions et les allocations familiales, le chômage, l'industrie linière, pp. 271 à 273 (16 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la décentralisation, la simplification administrative, le paiement des indemnités de milice, le Fonds des communes, le reclassement des communes, p. 424 (22 janvier 1953).
- Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Article 105. — Amendement de MM. Missiaen et consorts. — S'abstient au vote, p. 673 (18 février 1953).
- Proposition de loi tendant à revoir certains articles de la loi du 24 décembre 1948 sur les finances provinciales et communales. — Dépose la proposition, p. 1212 (7 mai 1953).
- Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéficiaires affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — Dépose le rapport, p. 1257 (20 mai 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : le canal Roulers-Lys et le pont d'Ingelmunster, l'approbation des travaux communaux et les subsides en la matière, la route Roulers-Harelbeke, p. 1598 (24 juin 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — S'abstient au vote de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1867 (9 juillet 1953). — S'abstient au vote, p. 1870 (9 juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi fixant la limite assignée à l'émission des monnaies divisionnaires. — Dépose le rapport, p. 1955 (15 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1970 (16 juillet 1953).

**Ancot**, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

- Doc.** — N° 38. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises.
- N° 113. Amendements : Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
- N° 228. Rapport : Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen en vue d'intenter les poursuites judiciaires du chef d'infraction du règlement de police en matière de roulage.
- N° 312. Rapport : Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953.
- N° 313. Rapport : Projet de loi relatif à certains contrats à long terme.
- N° 347. Rapport : Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques.
- N° 359. Rapport : Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal.
- Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 69 (19 novembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Estime que c'est une erreur de ne pas accorder aux propriétaires une juste rémunération, pp. 295 à 296 (17 décembre 1952). — Discussion des articles. — Propose un amendement à l'article 2, qui est adopté, p. 301. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 303. — Retire son amendement à l'article 9, p. 305 (17 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il vaudrait peut-être mieux renoncer aux amendements présentés par M. Rolin, p. 363 (23 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — S'abstient au vote, p. 377 (23 décembre 1952).
- Projets de loi conférant la naturalisation. — S'abstient au vote, p. 641 (12 février 1953).

**Ancot (suite)**

- Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et des téléphones à émettre en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de un milliard et demi de francs belges. — S'abstient au vote, p. 780 (26 février 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre 1<sup>er</sup>). — S'abstient au vote, p. 896 (17 mars 1953).
- Projet de loi relatif aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1012 (26 mars 1953).
- Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'ordre des médecins. — S'abstient au vote, p. 1012 (26 mars 1953).
- Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — S'abstient au vote, p. 1013 (26 mars 1953).
- Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen. — Souligne le principe de l'immunité parlementaire; déclare que cette immunité ne constitue pas un privilège mais une garantie nationale en vue d'assurer le fonctionnement des institutions parlementaires; fait des observations, en ce qui concerne l'immunité parlementaire, sur l'absence de jurisprudence établie en matière d'infractions, pp. 1026 à 1027 (21 avril 1953).
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1367 (28 mai 1953).
- Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques. — S'abstient au vote, p. 1375 (2 juin 1953).
- Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1376 (2 juin 1953).
- Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques. — Dépose le rapport, p. 1534 (17 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1799 à 1800, et de l'article 4, pp. 1800 à 1801 (8 juillet 1953).
- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder en certains cas remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat, du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Dépose le rapport, p. 1534 (17 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet; souligne les différences existant entre le présent projet et la proposition initiale; fait état des travaux de la commission, pp. 1776 à 1777 (7 juillet 1953). — Ajournement : demande de rejeter la proposition d'ajournement, pp. 1860 à 1861 (9 juillet 1953).
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 29 du tableau, p. 1698 (30 juin 1953).
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. Discours : Précise certains points du projet, pp. 1725 à 1726 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les chapitres I<sup>er</sup> et III du titre V du livre I<sup>er</sup> du Code civil. — S'abstient au vote, p. 1748 (2 juillet 1953).
- Projet de loi relatif à certains contrats à long terme. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1797 (8 juillet 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 5. — Fait des observations, p. 1865 (9 juillet 1953).

## B

**Baers (Mille)**, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

- Doc.** — N° 248. Amendements : Proposition de loi tendant à remplace la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.
- Ann.** — Réélu secrétaire, p. 5 (11 novembre 1952).
- Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'établissement et le premier paiement de la pension des agents de l'Etat ayant atteint la limite d'âge et des veuves des agents de l'Etat, p. 244 (11 décembre 1952).

**Baers (Mlle) (suite)**

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 305 (17 décembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 516 à 517 (3 février 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la distribution d'eau, les mesures en vue de combattre la pollution des eaux, les hôpitaux, la construction d'habitations et le problème du logement, la politique de l'alimentation et la formation ménagère, pp. 600 à 602 (10 février 1953). — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 21, p. 653. — Discussion des articles du projet de loi. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 656 (12 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Etude les dispositions légales relatives à la pension des veuves et souligne la question de la pension de la veuve remariée, pp. 794 à 795 (3 mars 1953).

Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins. — Discussion générale. — Discours : Concernant la révision du statut légal de l'Ordre des médecins actuellement à l'étude, p. 998 (26 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion, suite à la demande de l'appel nominal de M. Cornez, sur l'amendement qu'il a déposé à l'article 3, p. 1000. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Cornez, p. 1001 (26 mars 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 1252 (20 mai 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1174. — Dépose des amendements à l'article 10, qui sont adoptés et intervient dans la discussion de cet article, pp. 1180, 1181 et 1182 (6 mai 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1532 (17 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suisse en matière d'assurances sociales et du protocole général, signés à Berne, le 17 juin 1952. — Discussion générale. — Discours : Appuie les observations du rapporteur, p. 2001 (17 juillet 1953).

**Baert, sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

*Doc.* — N° 231. Rapport. Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée.

N° 342. Rapport. Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953.

*Ann.* — Projet de loi établissant le statut de la résistance armée. — Dépose le rapport, p. 982 (25 mars 1953). — Proposition de renvoi en commission. — S'oppose au renvoi en commission, p. 1183 (6 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1201 (7 mai 1953). — Fait des observations, p. 1220. — S'oppose au renvoi en commission du projet, pp. 1221 à 1222. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1224; de l'article 5, pp. 1225 à 1227 (19 mai 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet des dépenses militaires, le recrutement de femmes à l'armée, l'épuration, la commission linguistique, l'accès des Flamands aux cadres supérieurs, p. 1536 (18 juin 1953).

**Baur, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

*Ann.* — Déclare, par motion d'ordre, que la grève qui a éclaté parmi les étudiants de l'Université de Gand est due au retard apporté à la construction de l'hôpital universitaire. — Demande au premier ministre et au ministre de l'instruction publique une déclaration concernant la solution rapide et raisonnable de cette question, p. 262 (16 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — S'abstient au vote, p. 377 (23 décembre 1952).

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 378 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion et vote sur les ordres du jour présents. — Fait des observations, pp. 503 à 504 (29 janvier 1953).

**Baur (suite)**

Projets de loi conférant la naturalisation. — S'abstient au vote, p. 641 (12 février 1953).

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote, p. 643 (12 février 1953).

Projet de loi autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Projet de loi modifiant en faveur des enfants des chefs et des membres du personnel diplomatique, des consuls de carrière étrangers et des membres étrangers du personnel non diplomatique : 1° la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, et 2° les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Intervient dans la discussion de l'article 28, p. 946 (19 mars 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'inspection linguistique de l'enseignement technique, les traitements des archivistes et bibliothécaires des universités de l'Etat, p. 1084 (23 avril 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1174 (6 mai 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signée à Paris le 19 janvier 1951. — Vote. — S'abstient au vote, p. 1201 (7 mai 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et Israël, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, et annexe, signés à Hakiryra le 30 juin 1952. — Vote. — S'abstient au vote, p. 1202 (7 mai 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du § 5 de l'article 6, p. 1987, et de l'article 15, p. 1992 (16 juillet 1953).

**Beaucarne, sénateur des arrondissements de Courtrai et d'Ypres.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Béhogne, ministre des travaux publics et de la reconstruction.**

*Ann.* — Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Précise la portée du statut, p. 571 (5 février 1953). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 572; de l'article 6, pp. 572 et 573; de l'article 12, p. 574; d'un nouvel article 12bis, p. 575 (5 février 1953); du nouvel article 12, p. 593, et 12bis, p. 593 (10 février 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière ». — Discussion. — Discours : Déclare que les transferts d'attributions prévus rentrent dans le cadre d'une réforme plus large destinée à mettre plus de logique dans les attributions des différents départements et souligne les avantages qui résulteront sur le plan national et international du rattachement de ces organismes au département des communications, répond aux remarques qui ont été formulées, pp. 857 à 858 (10 mars 1953).

**Behogne (suite)**

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le caractère interprétatif du projet, les points sur lesquels porteront les révisions, les camps douteux, les pouvoirs des commissions d'agrément, p. 1485 (11 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 1487 à 1488; de l'article 5, pp. 1488 à 1490; de l'article 10, p. 1491; de l'article 14, p. 1492, et de l'article 17, pp. 1493 à 1494 (11 juin 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 22, p. 1497; de l'article 23, pp. 1498 à 1499. — Intervient dans la discussion de l'amendement de MM. Cornez et Lacroix tendant à l'insertion d'un article 27bis (nouveau), pp. 1500 à 1501. — Intervient dans la discussion de l'amendement de MM. Cornez et Lacroix tendant à l'insertion d'un article 27ter, pp. 1501 à 1502. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 1504 à 1505 (16 juin 1953). — Demande de renvoi en commission. — Discours : Demande au Sénat de ne pas renvoyer le projet à la commission, p. 1862 (9 juillet 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1865 (9 juillet 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Fait des observations, p. 1585 (23 juin 1953). — Concernant : l'élaboration d'un plan de cinq ans, l'importance économique et sociale des investissements publics, les emprunts spécialisés, la répartition géographique des travaux, répond aux observations formulées en ce qui concerne les voies navigables, les routes, le bâtiment et l'urbanisme, pp. 1607 à 1612. — Répond aux questions qui lui ont été posées, p. 1625 (24 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 484, p. 1628 (24 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Fait des observations, pp. 1629 à 1630 (24 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 1692 à 1694 (30 juin 1953). — Discussion des articles du budget. — Intervient dans la discussion de l'article 324, p. 1695 (30 juin 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 2018 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Demande d'ajournement. — Discours : Demande de ne pas suivre la proposition d'ajournement, p. 2025 (17 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions posées par MM. De Boodt et Godin, p. 2025 (17 juillet 1953). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 2027 (17 juillet 1953).

**Beulers, sénateur provincial de Liège.**

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Examine la question des pensions des mineurs, pp. 792 à 793 (3 mars 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Binot, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.**

**Ann.** — Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1934 (15 juillet 1953).

**Bouilly, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies, secrétaire du Sénat.**

**Doc.** — N° 133. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

N° 151. Sous-amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

N° 162. Amendement : Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles.

N° 383. Proposition de loi complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

**Ann.** — Réélu secrétaire, p. 5 (11 novembre 1952).

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 85 (20 novembre 1952).

Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament. — Prise en considération : Observations, p. 190 (9 décembre 1952).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le fardeau du réarmement nous contraint à renoncer aux dépenses dites civiles les plus indispensables et demande si nos dépenses militaires assurent notre sécurité nationale, concernant les frais de mise en train du marché commun du charbon et de l'acier, le plafond de la Banque Nationale, le service militaire de vingt-quatre mois, le retournement possible de la conjoncture, la fiscalité écrasante, la simplification fiscale, les crédits supplémentaires, la réforme de la sécurité sociale, l'adaptation des pensions aux conditions de vie actuelles, la taxation des profits extraordinaires, l'enseignement privé, les abus en matière d'allocations familiales, les lenteurs apportées à la liquidation des dossiers de sinistres, l'octroi aux inciviques de primes pour la construction de maisons à bon marché, l'équipement de l'hôpital universitaire de Gand, pp. 324 à 326. — Concernant : le réarmement et notre sécurité nationale, la réduction du service militaire, la Caisse autonome des dommages de guerre, pp. 342 à 343 (18 décembre 1952). — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 367 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la diminution des crédits, le rôle de la recherche scientifique et les progrès qu'elle a permis de réaliser, la rentabilité des exploitations par la rationalisation des méthodes de production et les expériences faites dans ce domaine, l'importation de crème de lait, l'Office du lait, les importations de blé, le remembrement des terres, les fournitures de viandes indigènes à l'armée, le marché de la viande, les waterings, les engrais, la coopération agricole, la pension de vieillesse aux cultivateurs, le fonctionnement du service de la comptabilité agricole, l'achat des terres, la culture fruitière, la culture et l'industrie du tabac, la pêche, la lutte contre les maladies, les réalisations de Benelux, la fermeture des frontières, l'Union économique européenne, pp. 492 à 496 (29 janvier 1953). — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 20 et retire l'amendement qu'il a déposé, pp. 454 et 547 (4 février 1953). — Demande, par motion d'ordre, que des moyens de transport soient mis à la disposition des membres du Sénat désireux d'accompagner les membres de la commission des travaux publics dans la visite des régions sinistrées par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953, pp. 536 à 537 (4 février 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles. — Discussion des articles. — Retire son amendement à l'article 1<sup>er</sup>, p. 646 (12 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation économique dans le Borinage, l'industrie charbonnière, le rééquipement des charbonnages, le Conseil national de la coopération, les industries de la chaussure, du verre, des produits réfractaires, le renouvellement de l'accord international du blé, la taxe à l'exportation, le nouveau statut de l'électricité, le problème du gaz, pp. 733 à 736 (24 février 1953).

Interpellation à M. le ministre des travaux publics et M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière ». — Demande, p. 744 (24 février 1953).

Incident : appuie la demande formulée par M. Harmegnies, p. 825 (4 mars 1953).

**Bouilly (suite)**

- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1188 (6 mai 1953).
- Demande, par motion, au ministre des affaires économiques et des classes moyennes, une mise au point en ce qui concerne le chômage qui sévit dans l'industrie charbonnière, chômage que d'aucuns imputent au plan Schuman, p. 1191 (6 mai 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'injustice dont sont l'objet les magistrats du Hainaut sous prétexte de bilinguisme, p. 1302 (27 mai 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1573 (23 juin 1953). — S'abstient au vote de la proposition, p. 1699 (30 juin 1953).
- Proposition de loi complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Dépose la proposition, p. 1595 (23 juin 1953).
- Projet de loi relatif à la taxe de résidence applicable à certains étrangers. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet est insuffisant mais qu'il constitue un pas vers la réciprocité, p. 1701 (30 juin 1953).
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Demande de rappel à l'ordre faite par M. De Boodt : Fait des observations, pp. 1719 à 1724 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord portant révision et renouvellement de l'accord international du blé, signé à Washington le 13 avril 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le vote du groupe socialiste, le prix du froment de la prochaine récolte, p. 1931 (15 juillet 1953).

**Boulangier, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

**Doc.** — N° 28. Amendement. Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N° 291. Amendements. Projet de loi sur la pêche fluviale.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 75 (19 novembre 1952).

Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Discussion générale. — Discours : Motive le vote négatif du groupe communiste, p. 113 (25 novembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — S'abstient au vote, p. 377 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le prix du froment, les baux à ferme, l'horticulture, la pêche à la ligne, la diminution des crédits, la F. A. O., la formation professionnelle, la propagande en faveur de la consommation du lait et la distribution du lait, les salaires, le problème Benelux, le Plan vert, le prix des betteraves et le prix du sucre, le remboursement, les mesures fiscales, pp. 537 à 539 (4 février 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la mortalité infantile et la protection de l'enfance, la distribution d'eau potable, le problème de la construction et celui des taudis, la propagande antialcoolique, la lutte contre le cancer et la tuberculose, la sécurité civile, l'assistance publique, pp. 620 à 621 (11 février 1953).

Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — S'abstient au vote, p. 641 (12 février 1953).

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote, p. 643 (12 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la régression de la consommation, les exportations, les classes moyennes, la mécanisation, la construction d'habitations ouvrières, les dépenses de réarmement, le prix normal du pain, le problème Benelux, le plan Schuman, la question des voies d'eau, les adjudications, la création de nouvelles industries, le chômage, l'industrie charbonnière, pp. 692 à 695 (19 février 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion générale. — Motive l'abstention du groupe communiste, p. 1186 (6 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

**Boulangier (suite)**

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Fischer, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la modification de certaines restrictions en matière d'affermage et de circulation des vélos, le permis de pêche et l'application de peines pour infraction après avertissement, la nomination de suppléants pour les délégués effectifs aux conseils provinciaux, pp. 1277 à 1278 (21 mai 1953). — Discussion des articles. — Retire ses amendements à l'article 10, p. 1427. — Intervient dans la discussion de l'article 15 et voit son amendement rejeté, p. 1428. — Intervient dans la discussion de l'article 40 et voit son amendement adopté, p. 1435. — Intervient dans la discussion de l'article 41 et voit son amendement adopté, p. 1436 (9 juin 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'exploitation des indigènes, la politique scolaire et le retard dans la construction d'internats, pp. 1403 à 1405 (4 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la subvention pour les frais de l'école pour pilotes, la ligne Bruxelles-New-York, la S. N. C. F. B., le refus d'admission dans les cadres effectifs d'un ancien combattant, la suppression du chef-garde sur les trains de marchandises, la cogestion, les mesures prises contre les cheminots et contre les préposés à la vente des journaux et des revues dans les aubettes, l'électrification des lignes, l'augmentation des tarifs, les pensions, l'établissement de régies pour l'électricité, pp. 1656 à 1657 (25 juin 1953).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les classes moyennes doivent concentrer leur pouvoir d'achat, pp. 1552 à 1553 (18 juin 1953). — S'abstient au vote de la proposition, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — S'abstient au vote, p. 1950 (15 juillet 1953).

Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — S'abstient au vote, p. 1951 (15 juillet 1953).

Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende. — S'abstient au vote, p. 2038 (17 juillet 1953).

Projet de loi augmentant le nombre des échevins de la ville de Liège. — S'abstient au vote, p. 2038 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Bouweraerts, sénateur provincial du Brabant.**

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Prend la parole au sujet d'un fait personnel concernant l'existence de certains abus dans l'enseignement, p. 200 (9 décembre 1952).

**Briot, sénateur provincial du Brabant.**

**Doc.** — N° 484. Amendements : Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat.

**Ann.** — Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'insuffisance du budget des pensions pour 1953, les pensionnés des services publics et la suppression des abus en ce qui concerne les pensionnés prématurés, la péréquation définitive des pensions de retraite et de survie, le financement des réformes en matière de pensions, pp. 237 à 238 (11 décembre 1952).

**Briot (suite)**

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Discours : Concernant le critère de base imposé par l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et les commissions de révision, pp. 1205 à 1206 (7 mai 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant la S. N. C. B. le contrôle des dépenses, la situation financière, l'adaptation des pensions aux barèmes, la rationalisation dans l'exploitation du réseau, le régime des pensions des cheminots, la majoration de l'indemnité statutaire allouée aux agents blessés en service, la révision des pensions conférées aux chefs-gardes principaux, la convention de mai 1945 pour les pensions « contrat », les pensionnés ex-Nord-Belge, les relations des pensionnés avec la S. N. C. B., le service social, le mess et la suppression de certains avantages, pp. 1668 à 1670 (25 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Souligne la lacune que présente le projet, pp. 2008 à 2009 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, et dépose des amendements dont deux sont rejetés et deux retirés, pp. 2018 à 2020. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 4 qui est rejeté et intervient dans sa discussion, p. 2020 (17 juillet 1953).

**Broekx, sénateur coopté.**

**Ann.** — Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Article 105. — Amendement de MM. Missiaen et consorts. — S'abstient au vote, p. 673 (18 février 1953).

Donne sa démission de sénateur, p. 1267 (21 mai 1953).

**Buisseret, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

**Doc.** — N° 34. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises.

N° 77. Amendement : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

N° 84. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

N° 223. Proposition de loi de protection contre l'alcoolisme.

N° 253. Amendements : Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

N° 256. Amendements : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée.

N° 291. Amendements : Projet de loi sur la pêche fluviale.

N° 320. Sous-amendements : Projet de loi sur la pêche fluviale.

N° 395. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.

N° 486. Amendement : Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif aux titres belges et étrangers. — Proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres.

N° 487. Proposition de loi permettant aux travailleurs indépendants de se constituer un fonds de pension réservé.

**Ann.** — Interpellation au gouvernement « sur les conclusions à tirer des élections du 12 octobre et la nécessité de dissoudre les Chambres législatives ». Demande, p. 11 (11 novembre 1952). — Discussion. — Discours : Développe son interpellation, reproche au gouvernement sa politique en matière de répression, estime que le gouvernement n'est plus investi de l'autorité morale nécessaire et déclare que les élections communales peuvent avoir des effets de politique générale, pp. 15 à 18 (12 novembre 1952). — Dépose un ordre du jour désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952).

Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 82; de l'article 7, pp. 84 à 88 (20 novembre 1952).

**Buisseret (suite)**

Rapport de la commission des finances concernant le projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse d'Épargne. — Dépôt. — Fait des observations, p. 128 (26 novembre 1952).

Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Déclare que la proposition Trochet lui paraît une bonne base, mais provisoire, p. 133 (26 novembre 1952).

Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet ne constitue qu'une demi-mesure et est faussé par le fait qu'il se fonde encore sur le partage actuel entre les économiquement faibles et les économiquement forts en classant les petits rentiers parmi ces derniers et que l'Etat devrait garantir aux petits épargnants qu'il leur remboursera la même valeur que ce qu'il ont déposé, pp. 157, 158 et 163. — Demande pourquoi les socialistes veulent assimiler les petits rentiers de la Caisse générale de Retraite aux assurés libres, p. 163. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, qui est rejeté, p. 165. — Dépose un amendement à l'article 2, qui est rejeté, p. 165 (2 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 216 (10 décembre 1952).

Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 226 (10 décembre 1952).

Proposition de loi portant péréquation des pensions annuelles acquises antérieurement au 25 octobre 1926 auprès de la Caisse générale de Retraite. — Retire sa proposition, p. 308 (18 décembre 1952).

Proposition de loi modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfiques et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Retire sa proposition, p. 308 (18 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : Souligne la responsabilité du gouvernement et demande qu'il fasse une déclaration donnant satisfaction aux milieux patriotiques, p. 479 (28 janvier 1953). — Appuie la demande d'ajournement du vote sur les ordres du jour, p. 500 (29 janvier 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 26 et retire son amendement, p. 549 (4 février 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Discours : Déclare qu'une coordination rationnelle est nécessaire, mais qu'elle ne peut être confondue avec la gestion, analyse la situation des transports en Belgique, pp. 854 à 856 (10 mars 1953).

Projet de loi contenant le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le recrutement et le manque d'effectifs, les mutations, l'avancement, les traitements, les allocations et indemnités, le statut, pp. 882 à 883 (11 mars 1953).

Interpellation à M. le ministre des colonies « sur le maintien de l'ordre et de la sécurité dans les territoires belges d'outre-mer ». — Discussion. — Discours : Développe son interpellation et traite de la situation dans l'Uganda, zone voisine de notre colonie, de l'insécurité régnant aux alentours d'Usumbura, de la politique indigène dans l'Urundi et des préoccupations auxquelles elle donne lieu, pp. 903 à 904 (17 mars 1953).

Interpellation de MM. Coulonvaux, Chot et Meunier à M. le ministre de l'intérieur. — Discussion. — Discours : Déclare que la nomination faite par le ministre est arbitraire et constitue un abus d'autorité, p. 927 (18 mars 1953).

Proposition de loi de protection contre l'alcoolisme. — Dépose la proposition, p. 956 (19 mars 1953).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — S'abstient au vote, p. 1013 (26 mars 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — S'abstient au vote, p. 1014 (26 mars 1953).

Interpellation au gouvernement « sur son inertie en présence de l'activité déployée en Belgique par des organisations subversives néo-nazies ». — Demande, p. 1025 (21 avril 1953).

## Buisseret (suite)

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le monopole des professeurs ordinaires, la déconcentration, les nominations de professeurs, l'autonomie, pp. 1046 à 1047. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 1049 à 1050. — Dépose un amendement à l'article 6, p. 1051. — Demande le vote par appel nominal sur son amendement, p. 1051. — Dépose un amendement à l'article 8, qui est retiré, p. 1051. — Intervient dans la discussion de l'article 63, pp. 1060 à 1062. — Dépose un amendement à cet article, qui est retiré, p. 1062 (22 avril 1953). — S'abstient au vote, p. 1076 (24 avril 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Discours : Examine les problèmes relatifs à la reconnaissance des groupements, la composition des commissions, le titre de résistant, l'organisation des recours en général et le recours au Conseil d'Etat, le Conseil national de la résistance et rend hommage au président de ce Conseil, pp. 1199 à 1200. — Précise certains aspects du problème, pp. 1207 à 1210 (7 mai 1953). — Concernant : les décisions partisans qui auraient été prises par le Conseil national de la résistance et les dissensions qui s'y seraient manifestées, l'existence légale de ce Conseil, les scissions qui se sont produites parmi les groupements de résistance, la composition du Conseil national de la résistance, les petits groupements de résistance, pp. 1217 à 1218 (19 mai 1953). Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 2, qui est rejeté, p. 1223. — Dépose un amendement à l'article 4, qui est rejeté, p. 1225. — Son amendement à l'article 5 tombe, p. 1225. — Retire son amendement à l'article 6, p. 1227. — Propose la suppression de l'article 9, p. 1229. — Retire son amendement à l'article 10, p. 1229 (19 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Justifie son vote, p. 1268 (21 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les arrêtés d'exécution, la nécessité de traiter l'ensemble du problème de l'eau par une seule administration, les affermages et les licences, les pêches privées, les barrages, la pollution des eaux, le braconnage, les catégories de pêcheurs, l'intérêt économique, touristique et social de la pêche fluviale, pp. 1275 à 1277 (21 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> et retire son amendement, p. 1422. — De l'article 3 et voit son amendement rejeté, p. 1423. — De l'article 4 et voit son amendement rejeté, p. 1424. — De l'article 5 et retire son amendement, p. 1425. — De l'article 6, p. 1425. — De l'article 8 et retire son amendement, p. 1426. — Retire ses amendements à l'article 10, p. 1427. — Retire son amendement à l'article 16, p. 1428. — Intervient dans la discussion de l'article 24 et retire son amendement, p. 1430. — Retire son amendement à l'article 31, p. 1431. — Intervient dans la discussion de l'article 32 et voit son amendement rejeté, p. 1432. — Retire son amendement à l'article 33, p. 1432. — Retire son amendement à l'article 34, p. 1432. — Intervient dans la discussion de l'article 38 et voit la seconde partie de son amendement rejetée, p. 1434. — Intervient dans la discussion de l'article 40 et voit son premier amendement rejeté, tandis qu'il retire le second, p. 1435. — Intervient dans la discussion de l'article 41 et voit son amendement rejeté, p. 1436. — Retire son amendement à l'article 38, p. 1436 (9 juin 1953). — Justifie son vote sur le projet, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : la réaction psychologique de la masse noire en présence des mesures prises par l'autorité, l'enseignement technique destiné aux noirs, la recherche scientifique en Afrique, le développement excessif des services administratifs, le problème de la décentralisation et de la simplification administrative, le respect de la Charte coloniale, les libertés constitutionnelles refusées aux Belges dans la colonie, la censure indirecte de la presse, le favoritisme s'exerçant au profit de certaines institutions privées, l'indépendance des magistrats, la politique indigène au Congo : la situation des cités indigènes, la création de paysanats, l'accès à la propriété individuelle, le développement du commerce, le développement d'une

## Buisseret (suite)

classe moyenne noire, l'accroissement de la population, le développement de l'économie privée et la concurrence des missions, la politique du logement, le problème des transports au Kivu et au Ruanda-Urundi, pp. 1387 à 1393 (3 juin 1953). — Fait des observations, p. 1407 (4 juin 1953).

Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéfices affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — Discussion générale : Fait des observations, p. 1417 (4 juin 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet ne tient pas compte des services patriotiques des instituteurs, pp. 1439 à 1440 (9 juin 1953).

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 23, pp. 1498 à 1499 (16 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la politique des investissements publics, les fonds des routes, la création d'un fonds spécial et temporaire des voies navigables, l'établissement d'un programme d'ensemble pour l'alimentation en eau du pays, les barrages, le manque d'ingénieurs des ponts et chaussées, la résorption du chômage, pp. 1623 à 1624 (24 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement à l'article 29, dont le vote est réservé, p. 1675 (25 juin 1953). — Demande l'appel nominal sur son amendement à l'article 29 du tableau, qui est rejeté, p. 1698 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant la publication des résultats du recensement de 1947 et de l'avis de la commission de contrôle linguistique, pp. 1908 à 1909 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1979 à 1981 (16 juillet 1953).

Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite », en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de cette loi. — Justifie son vote, p. 1949 (15 juillet 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant les agents temporaires recrutés en dehors du territoire national, p. 2010 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers. — Discussion des articles. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article *bis*, p. 2003 (17 juillet 1953).

Proposition de loi permettant aux travailleurs indépendants de se constituer un fonds de pension de réserve. — Dépose la proposition, p. 2041 (17 juillet 1953).

## C

Catteau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, troisième vice-président du Sénat.

Ann. — Réélu troisième vice-président, p. 5 (11 novembre 1952).

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 17, p. 93; de l'article 26, p. 96 (20 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement privé, dans lesquels le ministre de l'instruction publique n'a aucune part de responsabilité, la base sur laquelle sont calculées les subventions à l'enseignement privé, l'absence d'identité de régime entre les deux enseignements, notamment en matière d'inspection et de diplômes requis, la création d'écoles libres non subsidiées, la politique d'apaisement basée sur le monopole pour chacun des enseignements de nommer les éléments formés par lui, pp. 200 à 203 (9 décembre 1952).

**Catteau (suite)**

Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Discussion générale. — Demande des précisions, p. 227 (10 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article *Aquinquies*, p. 366 (23 décembre 1952).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 28, p. 945. — Demande l'ajournement du vote sur son amendement, p. 948 (19 mars 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la liberté constitutionnelle en matière de l'emploi des langues, la frontière linguistique et les résultats du recensement de 1947, pp. 1906 à 1907 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1938 (15 juillet 1953). — Fait des observations au sujet du § 7 de l'article 9, p. 1990 (16 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Chot, sénateur coopté.**

**Doc.** — N° 161. Rapport : Projet de loi modifiant en faveur des enfants des chefs et des membres du personnel diplomatique, des consuls de carrière étrangers et des membres étrangers du personnel non diplomatique : 1° la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, et 2° les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Concernant : un retour plus rapide au droit commun, le dépôt tardif du projet, qui fausse le fonctionnement du régime parlementaire, critique le projet du point de vue principe, technique et rédaction, déclare que la loi ne protège pas suffisamment les loyers modestes et que sa complexité est de nature à multiplier les procès, pp. 287 à 289 (17 décembre 1952). — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation en qualité de bourgmestre de la commune de Senzeille d'un membre de la minorité du conseil communal, malgré la volonté écrite de la majorité ». Demande, p. 810 (3 mars 1953). — Discussion. — Discours : Souligne la nécessité de respecter le verdict des électeurs dans le choix des bourgmestres et expose les faits, pp. 922 à 924 et 927 à 928 (18 mars 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la politique des ministres sociaux-chrétiens en ce qui concerne l'administration de la justice en général et l'ordre judiciaire en particulier a mené à l'aviilissement de la magistrature belge par le nombre, par la qualité, par la sélection politique et par la rétribution des magistrats, fait des observations au sujet de la répression des crimes et délits, pp. 1287 à 1291 (26 mai 1953). — Concernant la répression des délits commis à l'égard des animaux, pp. 1312 à 1313 (27 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Demande d'ajournement. — Vote : S'abstient au vote, p. 2025 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur l'article 2, p. 2028 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Ciselet (Mme), sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

**Ann.** — Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : Déclare que lors de la discussion du budget de la justice en novembre 1950, elle a traité la question des exécutions capitales; que certains passages de ce discours ont été reproduits, isolés de leur contexte, dans la presse, confirme et précise son point de vue, estime que les condamnés pour incivisme ne peuvent être exclus du bénéfice de la loi Lejeune sur la libération conditionnelle, mais que l'esprit de la loi doit être respecté, déclare que donner à la libération conditionnelle une forme d'automatisme équivaut à enlever à l'institution sa valeur morale, reproche au gouvernement d'avoir accumulé une série de mesures en faveur des inciviques, et ce selon des règles incompréhensibles, déclare qu'il est nécessaire d'arrêter dans ce domaine des règles précises et de les suivre rigoureusement, pp. 458 à 459 (27 janvier 1953). — Dépose un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'extension de l'inspection médicale scolaire, la création de centres de santé, l'Œuvre nationale de l'enfance, la mortalité élevée parmi les enfants illégitimes, les œuvres médico-sociales, pp. 591 à 592 et 595 à 596 (10 février 1953). — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 21 et retire son amendement, p. 654 (12 février 1953).

Nommée secrétaire du Sénat, en remplacement de M. Massonet, démissionnaire, p. 759 (25 février 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale : Discours : Concernant le régime de la probation et les expériences faites dans ce domaine, les officiers et agents judiciaires féminins près des parquets, la profession d'avocat et les juridictions de discipline d'appel, les lacunes de notre législation pénale, notamment en ce qui concerne l'abandon de famille, la réforme de notre droit civil, le paiement de la pension alimentaire, la saisie conservatoire et la conclusion de conventions internationales en cette matière, pp. 1285 à 1287 (26 mai 1953).

**Clays, sénateur des arrondissements de Courtrai et d'Ypres.**

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Remarque qu'une distinction doit être faite entre les différentes catégories de propriétaires, souligne la pénurie d'habitations et l'existence de taudis, fait certaines remarques sur la politique générale suivie en matière de constructions et le paiement des primes à la construction, pp. 294 à 295 (17 décembre 1952). — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'opinion flamande au sujet du projet de loi en discussion, les mesures à prendre en faveur de ceux qui, au moment de leur condamnation, n'avaient pas encore atteint la majorité et de ceux qui, par nécessité, ont été obligés à travailler volontairement en Allemagne ou à se livrer à la fraude, pp. 1788 à 1789 (7 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Clynmans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

**Doc.** — N° 113. Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 125. Proposition de loi relative à la concurrence déloyale.

N° 126. Proposition de loi tendant à réglementer les ventes de soldes et les liquidations dans le commerce de détail.

N° 127. Proposition de loi portant réorganisation des commissions fiscales.

N° 148. Proposition de loi établissant une taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations de commerce de détail à rayons multiples ou succursales.

N° 155. Proposition de loi portant certaines dispositions exceptionnelles, en matière fiscale, en faveur des victimes des inondations.



## Clynmans (suite)

- N° 166. Rapport : Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953.
- N° 202. Proposition de loi portant protection des prix imposés à la vente au détail.
- N° 214. Rapport : Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur des personnes qui ont été éprouvées par les inondations de février 1953.
- N° 260. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 82-1, 17°, du Code des droits de timbre, concernant l'incorporation des plus-values de réévaluation au capital des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés de personnes à responsabilité limitée.
- N° 283. Rapport : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.
- N° 416. Rapport : 1° Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes; 2° Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes.
- N° 509. Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1941 et 1942.
- Ann.** — Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Se déclare d'accord avec la demande d'ajournement, p. 129 (26 novembre 1952).
- Projet de loi créant un Institut des réviseurs comptables. — S'abstient au vote, p. 238 (11 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, dépose un amendement, qui est rejeté, p. 304 (17 décembre 1952).
- Proposition de loi sur la concurrence déloyale. — Dépose la proposition, p. 398 (20 janvier 1953).
- Proposition de loi portant réglementation de la vente de soldes dans le commerce de détail. — Dépose la proposition, p. 398 (20 janvier 1953).
- Proposition de loi portant révision des commissions fiscales. — Dépose la proposition, p. 398 (20 janvier 1953).
- Proposition de loi tendant à établir une taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations commerciales de détail à rayons multiples. — Dépose la proposition, p. 530 (3 février 1953).
- Proposition de loi portant des mesures fiscales exceptionnelles en faveur des victimes du raz de marée. — Dépose la proposition, p. 585 (5 février 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Dépose le rapport, p. 631 (12 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Donne des précisions au sujet du rapport et du projet de loi, pp. 631 à 632 (12 février 1953).
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les classes moyennes, les petits artisans, l'industrie de la dentelle, la vannerie, les brasseries et minoteries, l'industrie diamantaire, le commerce de détail et les grands magasins, la concentration des capitaux, pp. 679 à 681 (18 février 1953).
- Proposition de loi portant protection des prix imposées à la vente de détail. — Dépose la proposition, p. 861 (10 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices, chapitre 1<sup>er</sup>. — Discussion et vote des articles. — Fait des observations au sujet de l'article 2, pp. 872 et 873 (11 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).
- Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et temporaires en faveur des personnes qui ont été éprouvées par les inondations de février 1953. — Dépose le rapport, p. 906 (17 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Souligne les modifications apportées par le présent projet à certaines dispositions essentielles du Code civil, p. 930 (19 mars 1953).

## Clynmans (suite)

- Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953. — Discussion générale. — Discours : Observations concernant la compétence accordée à titre exceptionnel aux agents de l'administration de l'enregistrement et des domaines en matière de prêts et d'ouverture de crédits, p. 932 (19 mars 1953).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : les abus en matière de crédits supplémentaires et la nécessité du contrôle de la Cour des comptes, pp. 1326 à 1327 (28 mai 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il ne s'oppose pas aux méthodes distributives des grands magasins, mais à la concentration exagérée de capitaux qu'ils pratiquent. — Souligne l'importance sociale et économique des classes moyennes et la nécessité de voter la loi d'établissement. — Expose la portée de sa proposition, pp. 1548 à 1550 (18 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1570 à 1571; de l'article 7, p. 1573, et de l'article 8, p. 1574 (23 juin 1953). — S'abstient au vote de la proposition, p. 1699 (30 juin 1953).
- Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Dépose le rapport, p. 1727 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1959 (16 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1962 à 1964; de l'article 4, p. 1965 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions, fait des observations au sujet des perquisitions, de l'organisation d'un contrôle éducatif et du calcul de l'impôt forfaitaire, pp. 1888 à 1889 (14 juillet 1953).
- Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet est en contradiction avec le droit de défense du contribuable, pp. 1914 à 1915 (15 juillet 1953).
- Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi du 31 mai 1881 et des articles 22 et 23 du Code pénal, concernant l'interdiction légale. — S'abstient au vote, p. 1952 (15 juillet 1953).
- Cornez**, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.
- Doc.** — N° 254. Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, à lever la forclusion et à permettre la liquidation des arriérés.
- N° 257. Amendements : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.
- N° 265. Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des miliciens punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952, les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.
- N° 287. Amendements : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.
- N° 294. Sous-amendement : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée.
- N° 338. Amendements : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.
- N° 345. Sous-amendement : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.
- N° 372. Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952 relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.

## Cornez (suite)

N° 389. Amendement au tableau et amendement au projet : Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953.

N° 440. Sous-amendement : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifié par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

N° 488. Proposition de loi tendant à régulariser, en matière d'application des lois d'assurance sociale, la situation des personnes reconnues bénéficiaires du statut des prisonniers politiques, du statut des prisonniers de guerre, du statut des déportés pour le travail obligatoire et du statut des résistants civils et des réfractaires pour faits se rapportant à la guerre de 1940-1945.

**Ann.** — Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les pensions de réparation et les pensions militaires, les promesses du gouvernement actuel à ce sujet et l'incidence budgétaire des projets, le rattachement des pensions à l'indice du coût de la vie, la suppression de la dernière révision quinquennale à laquelle sont soumis les invalides de 1940-1945, la mise sur pied d'égalité des diverses pensions d'invalidité accordées aux invalides des deux guerres, la loi De Gryse, pp. 241 à 243 (11 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : Analyse la politique générale de mansuétude et de faveur au profit des traités et ses répercussions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, rappelle les massacres accomplis sous l'occupation, pp. 475 à 479 (28 janvier 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Déclare que nonobstant certaines améliorations, le projet, dans son ensemble, est insuffisant, demande le rattachement du taux des pensions à l'index du coût de la vie, fait des observations au sujet de l'introduction des demandes en révision pour aggravation, de la rétroactivité, du remboursement des salaires retenus par l'Allemagne, pp. 969 à 972 (25 mars 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 976 à 977 (25 mars 1953). — Demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il a déposé à l'article 3 et intervient dans la discussion, p. 1000. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 1002 à 1003 (26 mars 1953). — Discussion sur la procédure. — Fait des observations, pp. 1240 à 1241 (20 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7 et dépose un amendement, qui est rejeté. — Dépose un amendement au § 3 de cet article, qui est adopté, p. 1248. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 1252 (20 mai 1953). — Justifie le vote du groupe socialiste, p. 1541 (18 juin 1953).

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, à lever la forclusion et à permettre la liquidation des arriérés. — Dépose la proposition, p. 1041 (21 avril 1953).

Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des militaires punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952 les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose la proposition, p. 1112 (28 avril 1953). — Discussion générale. — Discours : Apporte une rectification au rapport verbal du rapporteur en ce qui concerne la question des congés exceptionnels; rappelle les faits; déclare que les peines prononcées sont sévères et que sa proposition de loi ne vise que l'exemption du service militaire supplémentaire découlant des condamnations ou des peines subies à la suite des incidents de juillet 1952; cite le cas des militaires de Namur; souligne que seule une décision du législateur peut remédier à la situation; que la proposition s'appuie sur trois considérations : sociale, morale et politique, et que son vote ne portera aucune atteinte à la discipline militaire, pp. 1804 à 1807 (8 juillet 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet du système qui permet de procéder à la révision de certains dossiers et de corriger les erreurs commises, p. 1207 (7 mai 1953). — Appuie la proposition de renvoi en commission du projet faite par M. Coulonvaux, p. 1221. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2. — Demande la parole pour un fait personnel, p. 1223. — Intervient dans la discussion de l'article 5 et retire son amendement, pp. 1225 à 1227. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1229 (19 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

## Cornez (suite)

Fait personnel. — S'estime visé par une affirmation inexacte d'un membre de l'assemblée, p. 1223 (19 mai 1953).

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Ficher, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Interpellation à M. le ministre de la défense nationale « sur les mesures qu'il compte prendre à l'égard des miliciens condamnés à la suite des incidents survenus en 1952 au camp de Casteau ». — Discussion. — Développe son interpellation et demande au ministre d'user des prérogatives qui lui sont accordées par la loi du 15 juin 1951, pp. 1295 à 1298. — Demande au ministre de revoir le problème. — Fait des observations au sujet de l'interprétation des lois et de la réponse donnée par le ministre à la question qu'il lui avait posée, p. 1299 (26 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le maintien des pouvoirs attribués aux commissions d'agrégation, les révisions qu'entraînent les dispositions nouvelles, les camps à régime d'internement au sens légal du terme, la question des « otages choisis », l'octroi du bénéfice des avantages matériels et l'octroi du titre de prisonnier politique aux personnes arrêtées en Allemagne, les camps de concentration, les ayants droit des disparus, pp. 1473 à 1477 et 1482 à 1483. — Fait des observations, p. 1485 à 1486 (11 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2 et dépose un amendement, qui est rejeté, pp. 1487 à 1488. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1488. — De l'article 5 et dépose un amendement, p. 1490. — Intervient dans la discussion de l'article 17 et dépose un amendement, pp. 1493 à 1494 (11 juin 1953). — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 20bis (nouveau), qui est rejeté, p. 1497. — Intervient dans la discussion de l'article 23 et dépose un amendement, qui est rejeté, pp. 1498 à 1499. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 27bis (nouveau), qui est rejeté, et intervient dans la discussion de cet amendement, pp. 1500 à 1501. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 27ter, qui est rejeté, et intervient dans la discussion de cet amendement, pp. 1501 à 1502. — Intervient dans la discussion de l'article 5, son amendement est rejeté et il retire son sous-amendement à l'amendement subsidiaire de M. Kluyskens, p. 1503. — Son amendement à l'article 17 est rejeté, p. 1507 (16 juin 1953). — Demande de renvoi en commission. — Discours : Demande à son tour de renvoyer le projet à la commission, pp. 1862 à 1863 (9 juillet 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Sous-amende l'amendement de M. Kluyskens à l'article 5, qui est rejeté, p. 1866 (9 juillet 1953).

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952, relative à la procédure en matière de statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine. — Dépose la proposition, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Proteste contre les méthodes de travail imposées au Sénat, commente le rapport de M. Custers en ce qui concerne la réparation des dommages subis par les personnes du fait de la guerre, souligne le ralentissement dans le rythme du travail des commissions, met l'accent sur la fragilité des prévisions en ce qui concerne la liquidation des dommages de guerre, rend hommage aux commissions d'agrégation, souligne le retard apporté à l'examen de certains projets de loi, critique la non-application de la loi du 24 juillet 1952, le licenciement de certains commissaires d'Etat et la suppression du ministère de la reconstruction, justifie le vote négatif du groupe socialiste, pp. 1683 à 1687 (30 juin 1953). — Discussion des articles du budget (crédits relatifs à la reconstruction). — Intervient dans la discussion de l'article 324, et notamment pour un fait personnel relatif à une observation faite par le ministre des travaux publics et de la reconstruction, pp. 1695 et 1696 (30 juin 1953). — Discussion des articles du projet de loi. — Retire son amendement tendant à ajouter un article 4 (nouveau), p. 1697 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Cornez (suite)**

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Discours : Propose de remettre la discussion, afin de permettre aux membres d'examiner l'erratum, p. 1715. — Déclare que le présent projet maintient le principe de la restitution aux inciviques des pensions militaires et des pensions de réparation et qu'elle étend cette réintégration à d'autres pensions, rentes et allocations militaires et même aux pensions accordées aux victimes civiles de la guerre. Demande de rappel à l'ordre par M. De Boodt. — Fait des observations, pp. 1718 à 1719 et 1721 à 1723 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi relatif à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet du recouvrement des créances, pp. 1966 à 1967 (16 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à régulariser, en matière d'application des lois d'assurance sociale, la situation des personnes reconnues bénéficiaires du statut des prisonniers politiques, du statut des prisonniers de guerre, du statut des déportés pour le travail obligatoire et du statut des résistants civils et des réfractaires pour faits se rapportant à la guerre de 1940-1945. — Dépose la proposition, p. 2041 (17 juillet 1953).

**Cossée de Maulde (vicomte), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).

Interpellation de M. Cornez à M. le ministre de la défense nationale. — Discussion : Discours : Expose les motifs pour lesquels il ne peut approuver l'argumentation de M. Cornez, p. 1299 (26 mai 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1721 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

**Coulonvaux, sénateur provincial de Namur.**

*Doc.* — N° 33. Amendements : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N° 102. Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 281. Proposition de déclaration de révision de la Constitution.

N° 291. Amendements : Projet de loi sur la pêche fluviale.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif : Déclare que le groupe libéral s'abstiendra au vote pour l'élection du président, p. 5. — Marque l'accord du groupe libéral sur la proposition concernant le renouvellement de mandat des vice-présidents faite par M. Edg. De Bruyne, p. 5. — Déclare que le groupe libéral est d'accord sur la proposition de M. Edg. De Bruyne en ce qui concerne la réélection des secrétaires, p. 5. — Déclare que le groupe libéral se rallie à la proposition de M. Edg. De Bruyne concernant la réélection des questeurs, p. 5 (11 novembre 1952).

Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion : Dépose un ordre du jour désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952). — Examine les causes de dissolution possibles, déclare que le désaveu infligé au gouvernement par les élections communales constitue un motif de dissolution, critique la politique du gouvernement en matière de répression, pp. 30 à 34. — Se défend d'être sorti de l'objet des interpellations, p. 45 (13 novembre 1952).

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'un examen au sein des commissions réunies donnera un résultat plus pratique qu'un débat en séance publique, p. 61 (18 novembre 1952). — Demande l'ajournement de la discussion des articles et le renvoi de tous les amendements aux commissions réunies, p. 61 (18 novembre 1952). — Demande si la conclusion d'un réviseur comptable choisi par la direction de l'entreprise peut être opposée avec la même force probante aux conclusions du réviseur choisi par le conseil d'entreprise, souligne l'importance de la question du secret professionnel, pp. 65 à 66. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 68; de l'article 3, pp. 70 et 71; de l'article 4, pp. 72, 73 et 74 (19 novembre 1952); de l'article 4, p. 81; de l'article 7, pp. 87 et 88; de l'article 16, p. 93; de l'article 24, p. 95 (20 novembre 1952); de l'article 31, pp. 103 et 104; de l'article 32, pp. 105, 106, 107 et 108; de l'article 34, pp. 108 et 109 (25 novembre 1952).

Motion d'ordre de M. Doutrepoint : Demande une suspension de séance, p. 140 (27 novembre 1952).

**Coulonvaux (suite)**

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Examine les considérations développées par le rapporteur, se déclare partisan de l'école dite nationale, déclare que le projet n'apporte pas la paix scolaire et qu'il tend à accorder de gros avantages à l'enseignement libre, pp. 206 à 208 (9 décembre 1952).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Examine les méthodes de simplification fiscale tant en ce qui concerne la déclaration que la perception; suggère une solution sur le plan forfaitaire et sur le plan de la simplification de la base fiscale, pp. 273 à 274 (16 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Rend le gouvernement responsable du dépôt tardif du projet; déclare qu'il faut dissocier les deux questions de la crise du logement et de la réglementation du taux des loyers; demande que soit donnée la justification de la thèse qui tend à faire supporter par le seul petit propriétaire l'incidence d'une insuffisance de salaire ou de traitement chez les petits et moyens locataires; demande de préciser la notion du loyer normal; souligne l'incidence regrettable de la demande de prorogation de la loi sur les loyers; défend la petite et la moyenne propriété comme étant l'expression de l'épargne et de la prévoyance; remarque que l'impôt foncier est, dans notre pays, le plus lourd de tous les impôts et qu'il constitue la cause majeure de la régression de la construction; remarque que l'on ne peut dissocier le problème foncier du problème du crédit foncier, pp. 291 à 294 (17 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 301. — De l'article 7, dépose un amendement, qui est rejeté, retire son amendement subsidiaire, pp. 302, 303 et 304 (17 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet de la désignation des bourgmestres, pp. 416 à 417 (21 janvier 1953).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Dépose une motion d'ordre invitant le gouvernement à répondre clairement aux questions posées avant qu'il soit passé à la discussion et au vote sur les ordres du jour déposés, pp. 481 à 482 (28 janvier 1953). — Discussion. — Dépose un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement, p. 487. — Discours : Demande l'ajournement du vote des ordres du jour, pp. 487 à 488. — Retire sa demande d'ajournement et demande le vote par appel nominal sur les ordres du jour, p. 489 (28 janvier 1953). — Dit que la majorité refuse de déclarer devant la nation si elle approuve ou réprovoque la politique du gouvernement, p. 502 (29 janvier 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 20, pp. 545 à 548 (4 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réorganisation de la sécurité sociale; les frais d'administration; la simplification de l'organisation par voie de centralisation; le recouvrement des cotisations de l'O. N. S. S., pp. 763 à 765 (25 février 1953).

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation en qualité de bourgmestre de la commune de Senzeille d'un membre de la minorité du conseil communal, malgré la volonté écrite de la majorité ». — Discussion. — Discours : Fait des observations au sujet de la désignation des bourgmestres et des échevins en général et développe son interpellation, pp. 918 à 922. — Déclare que le ministre n'a pas répondu à son argument, p. 926 (18 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'insuffisance du projet gouvernemental; l'amélioration du sort des veuves; le caractère privilégié de la créance des veuves de guerre, pp. 973 à 974 (25 mars 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Ajournement. — Propose l'ajournement de la discussion, p. 997 (26 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : le danger que présentent les exagérations du projet sur le plan répressif, les commissions de contrôle et le critère qu'elles adoptent, pp. 1159 à 1161 (5 mai 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).

Proposition relative à la révision de la Constitution. — Dépose la proposition, p. 1198 (7 mai 1953).

**Coulonvaux (suite)**

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Demande que le projet soit renvoyé en commission, p. 1221. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 1225 à 1227 (19 mai 1953). — Justifie son vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Fischer, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Joanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — Discussion générale. — Discours : Approuve, au nom de son groupe, la mesure de gratitude que constitue l'octroi de ces pensions, p. 1262 (21 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 24 et voit son amendement adopté, p. 1431. — Demande la suppression du second alinéa de l'article 29, p. 1431 (9 juin 1953).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Demande l'ajournement de la discussion générale, p. 1546 (18 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'interférence de l'aspect social et économique du problème impose des solutions empiriques, dit qu'il y a moyen de protéger les petits commerçants et les petits artisans en allégeant les charges fiscales et sociales, leur assurant un maximum de liberté, soulève la question des nouvelles conditions de transport en ce qui concerne les achats et celle des concentrations commerciales dont l'Etat prend l'initiative, pp. 1566 à 1567. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1572; de l'article 6, p. 1573; de l'article 8, p. 1574 (23 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Examine le problème de l'urbanisme, demande une codification répondant aux normes de l'urbanisme, la reconnaissance du principe de l'indemnité et la décentralisation des services, pp. 1619 à 1620 (24 juin 1953).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Incident relatif à l'élaboration de l'ordre du jour. — Fait des observations, p. 1745 (2 juillet 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nature politique, l'origine et le processus du projet, la confiscation, la non-existence de commune mesure entre le préjudice résulté d'un crime de droit commun et le dommage résulté d'un crime de guerre, la responsabilité des exagérations qui ont pu être commises par la justice en matière d'établissement des dommages-intérêts à accorder à l'Etat, l'impossibilité de fixer une moyenne en matière de dommages-intérêts, les critères que certains désirent inclure dans la loi, l'atteinte portée au prestige de l'Etat par l'application éventuelle du projet, pp. 1820 à 1823. — Déclare que le ministre n'a pas répondu à tous ses arguments, p. 1830. — (8 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Demande d'ajournement. — Discours : Demande le vote par appel nominal, p. 2025 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — Demande le vote de l'article 2 par appel nominal, p. 2028 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 2040 (17 juillet 1953).

Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2041 (17 juillet 1953).

**Craeybeckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

**Doc.** — N° 69. Amendements : Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges.

N° 294. Sous-amendement : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée.

**Ann.** — Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 223 et 224; de l'article 3, p. 225; de l'article 5, p. 226 (10 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le dédommagement immédiat, p. 634 (12 février 1953).

**Craeybeckx (suite)**

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la grève du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes et la question des traitements, pp. 1035 à 1039 (21 avril 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Proposition de renvoi en commission : Propose de renvoyer le projet aux commissions réunies de la justice et de la défense nationale, afin d'en étudier les conséquences juridiques, p. 1183 (6 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet des révisions, pp. 1206 à 1207 (7 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1224. — Dépose un sous-amendement à l'amendement de M. Buisseret, qui est rejeté, p. 1225. — Intervient dans la discussion de l'article 8, p. 1228 (19 mai 1953).

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Crommen, sénateur de l'arrondissement Gand-Ecklo, secrétaire du Sénat.**

**Doc.** — N° 61. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans et de l'annexe, signés à Paris, le 27 juillet 1950.

N° 297. Rapport : Proposition de résolution tendant à instituer un conseil interparlementaire consultatif belgo-néerlandoluxembourgeois.

**Ann.** — Projet de loi portant approbation de l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans et de l'annexe, signés à Paris le 27 juillet 1950. — Dépose le rapport, p. 146 (27 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Demande que le département des affaires étrangères mette plus de promptitude à déposer sur le bureau de l'assemblée des conventions internationales qui ont été signées, pp. 167 à 168 (2 décembre 1952). — Déclare, par motion d'ordre, que tout membre du parlement a le droit de poser des questions écrites et que les ministres sont tenus d'y répondre endéans un certain laps de temps. — Regrette que le ministre de l'instruction publique ait répondu de façon incomplète aux questions qui lui ont été posées, il y a cinq mois, par le député Tielemans et qui avaient trait à l'enseignement moyen, propose l'ajournement du projet de loi sur l'enseignement jusqu'au moment où le ministre aura répondu à ces questions, p. 191 (9 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Concernant les commissions mixtes, les commissions temporaires, les divergences manifestées sur la plupart des points de l'agenda, pp. 195 à 197 (9 décembre 1952). — Fait personnel de Mme Lambotte relatif à l'ouverture d'une école moyenne à Merksem. — Intervient, p. 197 (9 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de MM. Rolland et Mazereel tendant à l'insertion d'un article 4bis nouveau, p. 218 (10 décembre 1952).

Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 226 (10 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Est nommé secrétaire du Sénat en remplacement de M. Van Eyndonck, p. 628 (12 février 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Proposition de résolution tendant à instituer un conseil interparlementaire consultatif belgo-néerlandoluxembourgeois. — Dépose le rapport, p. 1257 (20 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet est insuffisant, p. 1440 (9 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'écluse et le canal de Terneuzen, le port de Gand, pp. 1584 à 1585 (23 juin 1953).

**Crommen (suite)**

- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).  
 Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Custers, sénateur provincial du Limbourg.**

**Doc.** — N° 394. Rapport : Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits reconstruction).

N° 421. Amendement : Projet de loi concernant les fonds de sécurité d'existence.

N° 439. Amendement : Projet de loi concernant les fonds de sécurité d'existence (dispositions disjointes).

N° 450. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.

N° 451. Rapport : Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 et des articles 22 et 23 du Code pénal concernant l'interdiction légale.

**Ann.** — Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion générale. — Discours : fait état de la confusion existant en ce qui concerne l'origine et la portée des statuts en matière de dommages aux personnes, donne un aperçu du projet dans ses grandes lignes, examine la mise en application, donne un aperçu des droits et avantages accordés par le projet aux personnes considérées comme déportées et de la nouvelle différenciation qu'il inaugure, pp. 566 à 571 (5 février 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 573, de l'article 12, p. 574 (5 février 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits concernant la reconstruction).

— Dépose le rapport, p. 1630 (24 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la loi de 1947, le rythme actuel de la liquidation des dossiers et les moyens de l'accélérer, les observations de M. Cornez sur les prévisions contenues dans le rapport, le licenciement de certains commissaires d'Etat et la suppression du ministère de la reconstruction, p. 1687 (30 juin 1953).

Projet de loi concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2 et dépose un amendement, qui est réservé, pp. 1758 à 1760 (2 juillet 1953). — Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 2. — Son amendement est adopté, p. 1784 (7 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale. — Dépose le rapport, p. 1878 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 2002 (17 juillet 1953).

Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 et des articles 22 et 23 du Code pénal concernant l'interdiction légale. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet de loi, pp. 1922 à 1923 (15 juillet 1953).

**D****d'Aspremont Lynden (comte), sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.**

**Doc.** — N° 129. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

N° 263. Rapport : Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953.

N° 444. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, au sujet de la garantie d'investissements privés américains en Belgique, conclu par échange de lettres, datées à Washington les 7 et 12 mai 1952.

N° 520. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord de modification à l'Accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et l'annexe, signés à Bruxelles, le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, le 11 décembre et 5 mars 1953.

**Ann.** — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion. — Discours : Demande qu'à l'avenir, on prononce la clôture annuelle de la session, souligne le rôle de l'opposition, répond aux arguments soulevés dans cette discussion, demande au gouvernement d'assurer définitivement l'équilibre budgétaire et d'ajuster sa politique en matière d'armement, pp. 34 à 38 (13 novembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement à l'article 20, qui est adopté, p. 548. — Intervient dans la discussion de cet article, pp. 545 et 547 (4 février 1953).

Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale.

**d'Aspremont Lynden (baron) (suite)**

Discours : Estime que, étant donné la complexité de la législation en la matière, ce serait rendre un mauvais service aux sinistrés des inondations de les mettre sur le même pied que les victimes de la guerre, p. 635 (12 février 1953).

Projet de loi contenant le budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953.

— Dépose le rapport, p. 1094 (23 avril 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il n'existe pas d'autres restrictions pour le commerce avec la Russie et les pays

satellites que celles pouvant contribuer à armer ces pays, fait des observations au sujet de notre commerce extérieur, souligne la nécessité de réaliser l'intégration économique de l'Europe, déclare que le plan Marshall n'a pas pleinement réussi parce que son esprit initial, l'homogénéisation de l'économie européenne, n'a pas été respecté; examine le problème Benelux et demande si une autorité politique supranationale oserait prendre les mesures qui s'imposent, souligne les perfectionnements pouvant être apportés au plan Schuman et soulève la question de la capitale de la communauté charbon-acier, remarque que nos rapports commerciaux avec notre colonie se sont amplifiés, souligne les mérites de l'Office du commerce extérieur, déplore les difficultés que nous rencontrons pour accéder au marché américain, fait des observations au sujet de nos prix de revient, pp. 1106 à 1109 (28 avril 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la sauvegarde de la culture et de la personnalité des pays membres de la communauté européenne, la situation des pays coloniaux à l'égard de l'O. N. U., la Communauté européenne de défense, les arguments plaçant en faveur de la solution envisagée et ceux qui incitent à chercher une autre solution, le droit de sécession, la question allemande, le problème de la constitutionnalité et la révision préalable, pp. 1135 à 1138 (30 avril 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la garantie d'investissements privés américains en Belgique, conclu par échange de lettres, datées à Washington les 7 et 12 mai 1952. — Dépose le rapport, p. 1833 (8 juillet 1953).

**Debaïse, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.**

**Ann.** — Projet de loi autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'industrie charbonnière et le sort des mineurs, pp. 699 à 700 (19 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le sort des mineurs, pp. 788 à 789 (26 février 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1940 (15 juillet 1953).

**De Block, sénateur coopté.**

**Doc.** — N° 39. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'organisation de la profession, l'importance de ce projet dans le cadre des réformes de structure, l'abolition du terme « ordre » et le maintien du terme « réviseur d'entreprises », pp. 59 à 61 (18 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 67 et 68 (19 novembre 1952). — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 85 (20 novembre 1952). — Intervient dans la discussion de l'article 32, pp. 105 et 106 (25 novembre 1952). — Vote. — Justifie le vote du groupe socialiste, p. 238 (11 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Appuie les considérations faites par le rapporteur, p. 1810 (8 juillet 1953).

Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Discussion générale. — Discours : Examine les points principaux de la proposition et déclare que le groupe socialiste émettra un vote affirmatif, pp. 111 à 113 (25 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**De Block (suite)**

- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Dépose un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953).
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'absence de politique agricole, la politique de la propriété foncière, la diminution des terres arables, le morcellement des terres, les allocations familiales des agriculteurs, pp. 515 à 517. — Concernant : les prix agricoles, le problème Benelux, le retard technique de l'agriculture belge et l'intervention gouvernementale devant la concurrence hollandaise, les frais d'exploitation élevés de l'agriculture belge, la politique des prix en général, la propriété de la terre, les dégâts causés par les récentes inondations, pp. 519 à 521 (3 février 1953). — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 20, p. 548 (4 février 1953).
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 573 (5 février 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les droits des sinistrés, la répartition équitable des secours, pp. 635 à 636 (12 février 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le chômage, la politique de plein emploi, les bénéfices réalisés, l'organisation de nouvelles industries, la diminution des prix de revient, la politique en matière de crédits, les matières premières, le prix du charbon, la pénurie de dollars, le problème Benelux, pp. 684 à 688 (19 février 1953).
- Interpellation à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière, p. 744 (24 février 1953). — Discussion. — Discours : Critique les réformes envisagées, pp. 853 à 854 (10 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'introduction d'un règlement obligatoire en matière de fonctionnement des conseils d'entreprise, p. 981 (25 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1190 (6 mars 1953).
- Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Souligne les lacunes que présente le projet, p. 985. — Marque son étonnement au sujet de l'intervention de M. Schot, répond à ses arguments, pp. 988 à 989 (26 mars 1953).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote sur l'article 28, p. 1005 (26 mars 1953).
- Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'accroissement du chômage structurel, le crédit aux entreprises, le manque de coordination entre les entreprises, la recherche scientifique, pp. 1232 à 1233 (19 mai 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les relations entre la justice et la presse, pp. 1311 à 1312 (27 mai 1953).
- Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion générale. — Discours : Regrette que le projet n'apporte pas de solution nationale au problème des transports intercommunaux, analyse les méthodes d'exploitation de la société chargée des transports intercommunaux, pp. 1458 à 1561. — Fait des observations, p. 1466 (10 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 1468 (10 juin 1953). — Demande le vote par appel nominal sur l'amendement de M. Spreutel à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1477 (11 juin 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les grands magasins appliquent des méthodes distributives plus évoluées et plus efficaces, qu'il est nécessaire que les petits commerçants et les artisans s'organisent de façon telle qu'ils aient un chiffre de vente plus élevé et moins de frais généraux, déclare que la loi d'établissement est nécessaire, estime que le problème ne peut être résolu si le chômage n'est pas résorbé et de ce fait le pouvoir d'achat augmenté, pp. 1550 à 1552 (18 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1570 à 1571 (23 juin 1953). — S'abstient au vote de la proposition, p. 1699 (30 juin 1953).

**De Block (suite)**

- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la précipitation avec laquelle le budget est discuté, l'importance du transport dans l'économie politique et son influence sur les prix de revient, les conditions auxquelles les transports doivent répondre, la coordination des transports, la S. N. C. B. : le conseil d'administration, l'augmentation des tarifs, l'assainissement, la direction, le licenciement de personnel, la gestion commerciale, les bâtiments, la poste : l'impression des timbres, les bâtiments, la mécanisation, les chèques postaux, le bilan déficitaire; les imprimeries de l'Etat; la marine : la ligne Ostende-Douvres, les comptes des ateliers de la marine, l'engagement du personnel nécessaire, pp. 1646 à 1650 et 1654 à 1656 (25 juin 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1852 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1857 (9 juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).
- De Boey, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**
- Doc.* — N° 232. Rapport : Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins.
- Ann.* — Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).
- De Boodt, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.**
- Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles, le 12 novembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard apporté à l'indemnisation des expropriés, notre participation financière, p. 844 à 845 (10 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Canada relative au passage et au séjour en Belgique de forces canadiennes, signée à Bruxelles le 30 mars 1953. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1438 (9 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1715. — Fait appel à l'article 23 du règlement et demande le rappel à l'ordre de M. Cornez, fait des observations, p. 1719 et 1723 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 2013. — Concernant : les abattements, l'octroi d'obligations, l'évaluation des dommages de guerre aux arbres, bois et vergers, pp. 2022 à 2023. — Fait des observations, p. 2025 (17 juillet 1953).
- De Bruyne, Edg., sénateur coopté.**
- Doc.* — N° 57. Rapport : Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.
- Ann.* — Nomination du bureau définitif. — Propose la candidature de M. Struye comme président du Sénat, p. 5. — Propose de renouveler les mandats des trois vice-présidents, tels qu'ils avaient été conférés lors de la session précédente, p. 5. — Renouvelle, pour l'élection des secrétaires, la proposition qu'il

**De Bruyne, Edg. (suite)**

- a formulée pour la nomination des vice-présidents, p. 5. — Renouvelé, pour l'élection des questeurs, la proposition qu'il a formulée pour l'élection des vice-présidents, p. 5 (11 novembre 1952).
- Interpellations jointes de MM. Buisseret et Rolin au gouvernement. — Discussion. — Dépose un ordre du jour exprimant la confiance au gouvernement, p. 27 (12 novembre 1952). — Justifie l'ordre du jour de la majorité, dit pourquoi celle-ci continuera à appuyer le gouvernement, résume les arguments du gouvernement, souligne la divergence de vues existant parmi les membres de tous les partis à l'égard de la peine de mort et de son application, pp. 39 à 40 (13 novembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Dépose le rapport, p. 146 (27 novembre 1952).
- Motion d'ordre de M. Crommen. — Propose de continuer la discussion du projet de loi sur l'enseignement moyen, p. 191 (9 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours. — Demande que, de part et d'autre, un effort soit fait pour mettre fin aux malentendus au sujet de l'existence de deux réseaux scolaires, souligne les principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui se trouvent à la base du projet de loi, souligne le pouvoir d'appréciation et la responsabilité du ministre en ce qui concerne l'avis des commissions, pp. 197 à 200 (9 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 216 (10 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Renvoi en commission. — Marque son accord, p. 363 (23 décembre 1952).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Dépose un ordre du jour exprimant la confiance au gouvernement et demande de passer à l'ordre du jour, p. 487. — Demande d'ajournement du vote des ordres du jour. — Discours. — Demande quelle est la portée de la réouverture du débat demandée par M. Coulonvaux, critique la non-observation de l'article 22 du règlement, pp. 488 à 489 (28 janvier 1953). — Déclare qu'un ordre du jour ne peut être modifié sans l'assentiment des cosignataires, estime que les déclarations du ministre étaient claires et nuancées, qu'il n'existe donc aucune raison de modifier le texte qu'il a déposé et pour lequel il demande la priorité, pp. 497 à 498 et 501. — Déclare qu'une distinction doit être faite entre une division de texte et une adjonction, pp. 498 à 499 (29 janvier 1953). — Demande par motion d'ordre d'ajourner les votes prévus à l'ordre du jour, p. 504 (29 janvier 1953).
- Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Demande l'appel nominal pour le vote de l'amendement déposé par M. Missiaen et consorts à l'article 105, p. 673 (18 février 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion sur la procédure. — Fait des observations, pp. 1240 à 1241 (20 mai 1953).

**De Bruyne, V., sénateur provincial d'Anvers.**

- Ann. — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le personnel communal, les finances communales, pp. 412 à 414 (21 janvier 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les causes de la situation financière des communes, les besoins nouveaux en matière sociale et en matière de voies de communications, le relèvement des barèmes et la non-application par l'administration de la loi sur les finances communales, les conséquences de la majoration de l'impôt professionnel en période de basse conjoncture, la création de nouveaux impôts communaux et la perception de centimes additionnels sur la taxe professionnelle à verser au Fonds des communes, la création d'un Fonds distinct pour les quatre grandes villes, le groupement des petites communes, pp. 1768 à 1770 (7 juillet 1953).

**De Bruyne, V. (suite)**

- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- De Coene, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**
- Ann. — Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion des articles du budget. — Fait personnel de M. Cornez. — Fait des observations, pp. 1695 à 1696 (30 juin 1953).
- de Dorlodot (baron), sénateur provincial du Hainaut.**
- Doc. — N° 58. Amendements : Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.
- N° 113. Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
- N° 294. Amendement : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée.
- N° 303. Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil.
- N° 422. Proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil.
- Ann. — Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours. — Concernant l'égalité des Belges en matière d'enseignement, l'entrée en vigueur de la loi, non pas en 1954, mais à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1953, pp. 212 à 213 (10 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 222, et de l'article 17, p. 223 (10 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet de loi frappe les petits épargnants qui ont consacré leurs économies à l'achat ou à la construction d'une maison, p. 291 (17 décembre 1952). — Discussion des articles. — Propose un amendement tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, qui n'est pas régulièrement appuyé, p. 301. — A l'article 7, s'abstient au vote de l'amendement de M. Coulonvaux, p. 304 (17 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 306 (17 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 355 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours. — Fait des observations, p. 421 (21 janvier 1953).
- Proposition de loi relative au calcul des frais de ménage pour les impôts extraordinaires. — Retire la proposition, p. 423 (22 janvier 1953).
- Proposition de loi modifiant l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948 portant coordination des lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus. — Retire la proposition, p. 423 (22 janvier 1953).
- Proposition de loi relative au droit de timbre sur les fournitures de papier destiné aux journaux. — Retire la proposition, p. 423 (22 janvier 1953).
- Proposition de loi tendant à limiter le nombre de pages des journaux quotidiens. — Retire la proposition, p. 448 (27 janvier 1953).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion et vote sur les ordres du jour. — Fait des observations, p. 497 (29 janvier 1953).
- Proposition de loi interprétant et modifiant les articles 8 et 34 de la loi organisant le statut des prisonniers politiques et leurs ayants droit. — Retire la proposition de loi, p. 510 (29 janvier 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Examine l'aspect militaire et politique du projet de loi, pp. 843 à 844. — Fait des observations, pp. 845 à 846 (10 mars 1953). — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).
- Interpellation de MM. Coulonvaux, Chot et Meunier à M. le ministre de l'intérieur. — Discussion. — Observations, p. 928 (18 mars 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Justifie son vote, rappelle la question qu'il a posée au ministre des affaires étrangères au sujet d'articles parus dans la presse étrangère et relatifs au Chef de l'Etat belge, demande quelle est la suite qui y a été donnée, pp. 1149 à 1150 (30 avril 1953).

**de Dorlodot (baron) (suite)**

- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1220 à 1221. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 8, dépose un amendement à l'article 8, qui n'est pas appuyé, p. 1228 (19 mai 1953). — Justifie son vote, p. 1269 (21 mai 1953).
- Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Justifie son vote, p. 1268 (21 mai 1953).
- Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil. — Dépose la proposition, p. 1281 (21 mai 1953).
- Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1376 (2 juin 1953).
- Projet de loi portant approbation et réglementation de l'exécution de la convention entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Washington le 28 octobre 1948, et de la convention complémentaire, signée à Washington le 9 septembre 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1419 à 1420 (4 juin 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Canada relative au passage et au séjour en Belgique de forces canadiennes, signée à Bruxelles le 30 mars 1953. — S'abstient au vote, p. 1480 (11 juin 1953).
- Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — S'abstient au vote, p. 1482 (11 juin 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'une part, et la République tchécoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchécoslovaquie, et le protocole annexe, signés à Bruxelles le 30 septembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Demande à quel titre le gouvernement se fait le représentant de ces biens privés, p. 1704 (30 juin 1953).
- Proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil. — Dépose la proposition. — Demande qu'exceptionnellement la proposition soit immédiatement renvoyée à la commission de la justice, p. 1731 (2 juillet 1953).
- Proposition de loi accordant des avances et prêts aux sinistrés. — Discussion générale. — Discours : Concernant la liquidation des dommages de guerre, l'expertise de la demande faite par le sinistré, p. 1808 (8 juillet 1953).
- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Justifie son abstention au vote, p. 1824 (8 juillet 1953). — Ajournement. — Estime que le projet doit être mis au point. — Appuie la demande d'ajournement, p. 1861 (9 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la garantie d'investissements privés américains en Belgique, conclu par échange de lettres, datées à Washington les 7 et 12 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1997 (16 juillet 1953). — Vote. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 2036 (17 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne des Paiements et des annexes A et B, du protocole additionnel n° 1, signés à Paris le 19 septembre 1950 et du protocole additionnel n° 2, signé à Paris le 4 août 1951, et du protocole additionnel n° 3, signé à Paris le 11 juillet 1952. — S'abstient au vote et justifie son vote, p. 2036 (17 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'arrangement concernant les colis postaux, du protocole final du règlement d'exécution et des annexes, signés à Bruxelles, le 11 juillet 1952. — S'abstient au vote et justifie son vote, pp. 2036 et 2037 (17 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suisse en matière d'assurances sociales, et du protocole général signés à Berne le 17 juin 1952. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).
- Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).
- Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire par la société anonyme Crédit communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).
- Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).
- Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville de Liège. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).

**de Dorlodot (baron) (suite)**

- Proje de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers. — Justifie son vote, p. 2036. — S'abstient au vote, p. 2039 (17 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).
- De Greef (colonel), ministre de la défense nationale.**
- Ann. —** Projet de loi sur la gendarmerie. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).
- Projet de loi portant statut du personnel subalterne de la gendarmerie. — Dépose le projet, p. 101 (25 novembre 1952).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base militaire britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — Dépose le projet, p. 208 (9 décembre 1952).
- Projet de loi sur les commissions aux grades des officiers des forces armées. — Dépose le projet, p. 354 (23 décembre 1952).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions posées, pp. 577 à 578 (5 février 1953).
- Projet de loi contenant le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Répond aux questions soulevées au cours du débat, pp. 883 à 884 (11 mars 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Discours : Rend hommage à la résistance armée et au président du Conseil national de la Résistance, fait des observations au sujet du Conseil national de la Résistance, la commission supérieure de la résistance armée, les commissions de revision et le délai d'appel, pp. 1210 à 1211 (7 mai 1953). — Répond aux observations formulées au cours du débat, pp. 1218 à 1220. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1223; de l'article 5, pp. 1225 à 1227; de l'article 8, p. 1228; de l'article 10, p. 1229 (19 mai 1953).
- Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvre. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 3 et 4, p. 1231 (19 mai 1953).
- Interpellation de M. Cornez à M. le ministre de la défense nationale « sur les mesures qu'il compte prendre à l'égard des militaires condamnés à la suite des incidents survenus en 1952 au camp de Casteau ». — Discussion. — Discours : Déclare : que le dépôt d'une proposition de loi en cette matière ne peut dispenser le gouvernement d'appliquer les dispositions légales existantes, que l'article 72 de la loi sur la milice relatif au congé exceptionnel n'est applicable qu'aux militaires de bonne conduite, pp. 1298 à 1299 (26 mai 1953).
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations qui lui ont été formulées en ce qui concerne les questions d'organisation et l'administration et les questions financières, pp. 1536 à 1541. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 22, pp. 1542 à 1543; de l'article 24, pp. 1543 à 1544 (18 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les crédits ordinaires et extraordinaires de la défense nationale et les mesures prises en vue d'adapter les dépenses de la défense aux possibilités financières et économiques du pays, les conséquences de l'étalement des dépenses, les réalisations opérées à l'aide de ces crédits, l'infrastructure de l'O. T. A. N. et la constitution d'unités allemandes, pp. 1617 à 1619 (24 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 405bis, pp. 1625 à 1627 (24 juin 1953).
- Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infractions, modifiant certaines dispositions du titre II du Code de procédure pénale militaire et donnant au gouverneur général du Congo belge le droit de réquisitionner les troupes et les moyens des bases. — Discussion générale. — Discours : Se rallie à la proposition du rapporteur, p. 1706 (30 juin 1953).



**De Greef (colonel) (suite)**

- Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des miliciens punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952 les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations faites par MM. Cornez et Machtens, p. 1807 (8 juillet 1953).
- Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat. — Dépose le projet, p. 1877 (9 juillet 1953).
- Projet de loi sur l'avancement des officiers d'active ayant combattu en territoire étranger, au service de l'Organisation des Nations unies. — Dépose le projet, p. 1955 (15 juillet 1953).
- Projet de loi autorisant l'agrégation d'une Société d'Habitations et Logements pour militaires. — Dépose le projet, p. 1955 (15 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière et proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. — Discussion générale jointe. — Discours : Répond aux observations de M. Machtens, p. 1925 (15 juillet 1953). — Discussion des articles du projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1926 (15 juillet 1953).

**De Gröote, P., sénateur coputé.**

- Ann.* — Adresse sa démission de ses fonctions de sénateur, p. 9 (11 novembre 1952).

**De Haeck, sénateur des arrondissements d'Audenarde et d'Alost.**

- Ann.* — Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant la S. N. C. B. : l'assainissement de la situation financière, le personnel, l'exploitation et la modernisation du réseau, les lignes Bruxelles-Alost et Bruxelles-Zottegem, le remplacement des trains par des autobus, la fermeture de certaines gares de marchandises, les tarifs, pp. 1641 à 1642 (25 juin 1953).

**Dehousse, sénateur coopté.**

- Doc.* — N° 299. Rapport. Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 98) concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session.

N° 519. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

- Convention internationale (n° 82) concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session;
- Convention internationale (n° 84) concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session;
- Convention internationale (n° 85) concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session.

- Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le ministre des affaires étrangères. — Discussion. — Discours : Appuie l'argumentation de M. Rolin, remarque que l'avis de la commission de juristes ignore, en ce qui concerne les fonctionnaires internationaux, certains principes consacrés par les traités et la pratique, demande de donner à la délégation belge les instructions qui s'imposent, pp. 389 à 390 (20 janvier 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'organisation des Nations unies, le problème des territoires d'outre-mer, la révision de la charte en 1955, notre politique coloniale internationale, l'assistance aux pays insuffisamment développés, la Société financière internationale, la création d'un fonds spécial par le Conseil économique et social, le problème de l'Asie, le revirement russe, l'organisation atlantique et l'organisation européenne et la position soviétique à l'égard du problème de l'unification allemande, les problèmes européens : le plan Schuman et le siège de la communauté charbon-acier, la Communauté européenne de défense, la réintroduction de la règle de l'unanimité en ce qui concerne le conseil des ministres nationaux, le vote du budget de la communauté politique, la responsabilité politique du Commissariat de la communauté de défense, le projet de l'Assemblée ad hoc en ce qui concerne le Sénat paritaire, l'intégration économique, le droit de retrait, l'exécutif, la constitutionnalité du projet de l'Assemblée ad hoc, pp. 1124 à 1131 (29 avril 1953). —

SÉNAT. — TABLE DES ORATEURS ET AUTEURS. — 1952-1953.

**Dehousse (suite)**

Déclare que le ministre des affaires étrangères n'a pas répondu à certaines questions qu'il a posées, fait des observations au sujet de l'inconstitutionnalité de la communauté politique européenne, p. 1152 (30 avril 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 98) concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session. — Dépose le rapport, p. 1257 (20 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations en ce qui concerne l'extension de la convention aux territoires non métropolitains, p. 1418 (4 juin 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la thèse belge en matière de territoires non autonomes et la discordance existant entre cette thèse et les conventions élaborées sous les auspices de l'O. I. T., l'évolution au sein de l'O. I. T., la politique social au Congo et au Ruanda-Urundi et les renseignements à fournir à la Conférence internationale du Travail au sujet de l'application des conventions internationales du travail), pp. 1371 à 1373 (2 juin 1953). — Concernant les arguments de l'administration des colonies quant aux réserves qu'elle apporte dans l'application de la législation internationale dans nos territoires d'Afrique, p. 1406 (4 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Est désigné comme représentant à cette assemblée, p. 1902 (14 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**de la Barre d'Erquelines (comte), sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies, questeur du Sénat.**

*Doc.* — N°s 121 et 184. Rapports : Demandes de naturalisation.

N° 230. Rapport : Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947.

N° 363. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 368. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.

N° 420. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

*Ann.* — Réélu questeur, p. 5 (11 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Emet des observations, p. 291 (17 décembre 1952).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 349 (18 décembre 1952). — Scrutin. — Fait des observations, pp. 517 à 518 (3 février 1953).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 790 (26 février 1953).

Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Dépose le rapport, p. 982 (25 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations de M. Schot, p. 988 (26 mars 1953).

**de la Barre d'Erquelines (baron) (suite)**

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient à la demande d'ajournement émanant de M. Jespers, pp. 1014 à 1015 (26 mars 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1247. — Fait des observations au sujet de la rédaction de cet article, p. 1248. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1250. — S'abstient au vote sur l'amendement de la commission à l'article 10, p. 1250 (20 mai 1953).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 1534 (17 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la coordination des transports, les difficultés financières de la S. N. C. B., le plan d'assainissement financier, la réduction progressive de la subvention de l'Etat, la réduction des dépenses, les réformes de structure, l'électrification, le paiement à la S. N. C. B. d'une indemnité pour les prestations gratuites ou insuffisamment rémunérées, le relèvement des tarifs, la question des pensions, l'alimentation du fonds de renouvellement et l'aggravation des charges financières consécutives aux emprunts de premier établissement, pp. 1632 à 1635 (25 juin 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1720 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1933 à 1934 et 1939. — Dépose un amendement à l'article 3, tendant à la suppression du nom de la ville d'Enghien, qui est adopté, p. 1940 (15 juillet 1953).

**de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Doc.** — N° 196. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention instituant le Centre international de calcul et de l'annexe, signées à Paris le 6 décembre 1951.

N° 197. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative au statut des réfugiés et des annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951.

**Ann.** — Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative au statut des réfugiés et des annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le statut des réfugiés, tel que la convention internationale l'organise, correspond au statut que la Belgique accorde toujours aux étrangers admis sur son territoire, que le ministre des affaires étrangères sera seul compétent pour reconnaître la qualité des réfugiés aux termes de la convention et que le ministre de la justice reste compétent lorsqu'il s'agit de personnes qui ne tombent pas sous l'application de la convention, pp. 864 à 865 (11 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention instituant le Centre international de calcul et de l'annexe, signées à Paris le 6 décembre 1951. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 866 (11 mars 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la modification de l'attitude russe, le problème constitutionnel que pose l'organisation de la défense européenne, le problème allemand, le N. A. T. O., l'O. E. C. E. et l'intégration économique européenne, la Communauté européenne, son organisation, sa compétence, pp. 1121 à 1124 (29 avril 1953).

Projet de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres. — S'abstient au vote, p. 1269 (21 mai 1953).

Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conditions nécessaires à la solution du problème des transports dans l'agglomération bruxelloise, le financement, la nomination des administrateurs, pp. 1456 à 1458 (10 juin 1953).

**Delmotte, sénateur de l'arrondissement Huy-Waremme.**

**Doc.** — N° 49. Rapport : Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite.

N° 296. Proposition de loi modifiant et complétant l'article 6 de la loi du 30 décembre 1950, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

**Ann.** — Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et

**Delmotte (suite)**

modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Souligne le caractère d'urgence de la proposition de M. Troclet, demande une suspension de séance, au cours de laquelle les différents groupes reverraient le problème, pp. 132 à 133 (26 novembre 1952).

Projet de loi autorisant la Caisse générale de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la puissance d'achat de la rente, l'aide accordée bénévolement, par la Caisse générale de Retraite, à ceux qui furent les plus prévoyants, la réparation des méfaits des différentes dévaluations de notre monnaie, pp. 156 et 157 (2 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Proposition de loi majorant certaines rentes acquises à la Caisse générale de Retraite. — Retire la proposition, p. 510 (29 janvier 1953).

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 30 décembre 1950 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — Dépose la proposition, p. 1257 (20 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'industrie du pavé et les importations dans ce domaine, pp. 700 à 702 (19 février 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements des instituteurs et les pensionnés de l'enseignement, pp. 1073 à 1074 (23 avril 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Delport, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**

**Doc.** — N° 173. Rapport : Projet de loi autorisant la Régie des télégraphes et des téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de un milliard et demi de francs belges.

N° 368. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.

**Ann.** — Projet de loi autorisant la Régie des télégraphes et des téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de un milliard et demi de francs belges. — Dépose le rapport, p. 681 (18 février 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation financière de la S. N. C. B. et le plan d'assainissement, certaines mesures prises à l'égard du personnel de la S. N. C. B., le comportement du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones à l'égard du public, l'élaboration des programmes de la télévision et de la T. S. F., pp. 1635 à 1636 (25 juin 1953).

**De Man, sénateur des arrondissements de Courtrai et d'Ypres, questeur du Sénat.**

**Doc.** — N° 82. Rapport : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953.

N° 380. Rapport : Projet de loi prorogeant l'existence du Centre de recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques des diverses régions du pays.

## De Man (suite)

N° 404. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales.

N° 434. Rapport : Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire par la société anonyme « Crédit communal de Belgique » aux communes à situation obérée.

N° 448. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

N° 456. Rapport : Projet de loi augmentant le nombre des échevins de la ville de Liège.

N° 462. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Ann. — Réélu questeur, p. 5 (11 novembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 191 (9 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Concernant : le statut du personnel communal, le reclassement des communes, les traitements des députés permanents, la décentralisation, la réforme de la police communale, la sécurité civile, pp. 404 à 406 (21 janvier 1953).

Projet de loi prorogeant l'existence du Centre de recherches pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques des diverses régions du pays. — Dépose le rapport, p. 1596 (23 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la rationalisation des méthodes de liquidation des dossiers, les commissions d'appel, le projet de loi prévoyant le paiement des dommages de guerre au moyen d'obligations et les conséquences d'une modification de la loi de 1947 pour les sinistrés, pp. 1691 à 1692 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire par la société anonyme « Crédit communal de Belgique » aux communes à situation obérée. — Dépose le rapport, p. 1793 (7 juillet 1953).

Projet de loi augmentant le nombre des échevins de la ville de Liège. — Dépose le rapport, p. 1878 (9 juillet 1953).

Projet complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 3 qui vient à tomber, p. 1941 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 2. — Ses amendements au § 1<sup>er</sup> de cet article viennent à tomber. — Son amendement tendant à supprimer à l'alinéa 2 du § 2 de cet article le nom de la commune de « Helchin » est rejeté, pp. 1977 à 1978. — Son amendement au § 4 de l'article 6 et relatif à la ville d'Enghien est adopté. — Son amendement au § 4 de l'article 6 et relatif aux communes de Bièvene et Marcq vient à tomber; celui relatif aux communes de la Voer est adopté, p. 1884 (16 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952, relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950, relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet de la réunion de la commission de la reconstruction, p. 2021 (17 juillet 1953).

Demarneffe, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maaseik.

Ann. — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 90 (20 novembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la désorganisation du marché fruitier, l'importation de fruits, nos exportations, la nécessité de conclure de nouveaux accords commerciaux, l'augmentation de la consommation et l'organisation de la publicité sur une plus grande échelle, l'assainissement de la culture fruitière et l'organisation de concours de vergers, la conservation des fruits, p. 507 (29 janvier 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Dequae, ministre des colonies.

Ann. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Dépose le projet de loi, p. 274 (16 décembre 1952).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Dépose le projet, p. 274 (16 décembre 1952).

## Dequae (suite)

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Dépose le projet, p. 421 (21 janvier 1953).

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Dépose le projet, p. 861 (10 mars 1953).

Interpellation de M. Buisseret à M. le ministre des colonies « sur le maintien de l'ordre et de la sécurité dans les territoires belges d'outre-mer ». — Discussion. — Discours : Déclare que l'ordre et la sécurité sont assurés à Usimbura, insiste sur l'existence d'un système féodal dans le Ruanda-Urundi et de luttes traditionnelles entre clans, déclare que la situation qui a été commentée par M. Buisseret n'existe que sur une infime partie du territoire du Congo belge, pp. 904 à 905 (17 mars 1953).

Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la question de M. Sledsens dépasse le cadre de ce projet et demande d'apporter éventuellement des améliorations par voie d'amendements, p. 998 (26 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion, suite à la demande d'appel nominal, de M. Cornez, sur l'amendement qu'il a déposé à l'article 3, p. 1000. — Intervient lors de la demande d'ajournement émanant de M. Jespers, pp. 1014 et 1015 (26 mars 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Répond aux questions posées au cours du débat et donne un exposé sur les réalisations et l'exécution du plan décennal, pp. 1393 à 1398 (3 juin 1953). Répond aux remarques formulées au cours de la discussion, pp. 1401 à 1403 et 1406 à 1407 (4 juin 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 98) concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, adoptée à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il convient de réserver la décision en attendant un examen plus approfondi de la situation, p. 1418 (4 juin 1953).

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1952. — Dépose le projet, p. 1998 (16 juillet 1953).

Derbaix, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.

Doc. — N° 41. Rapport : Proposition de loi instaurant le casier civil et organisant la publicité de l'incapacité de disposer.

N° 101. Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

N° 213. Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947.

N° 307. Rapport : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

N° 407. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

N° 419. Rapport complémentaire : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

**Derbaix (suite)**

**Ann.** — Proposition de loi instaurant le casier civil et organisant la publicité de l'incapacité de disposer. — Dépose le rapport, p. 97 (20 novembre 1952).

Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Se rallie à la demande de renvoi en commission, pp. 122 et 123 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Déclare que la crise de logement, bien qu'atténuée, subsiste encore dans certaines régions urbaines et industrielles du pays, remarque que le projet actuel réduit le champ d'application des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, maintient la limitation actuelle du taux de loyer et consacre un retour au droit commun pour les locations d'immeubles auxquels la protection de la loi n'est plus nécessaire; expose le double avantage de la loi qui assouplit les dispositions des lois coordonnées et prépare le retour complet du droit commun, p. 286 à 287. — Remarque que la solution du problème dépend de l'existence et de la non-existence de la crise du logement; fait certaines observations quant à l'intervention des juges de paix, p. 299 (17 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement du baron de Dorlodot tendant à l'insertion d'un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, p. 301. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 302; de l'article 7, p. 304 (17 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conditions dans lesquelles se présente le problème qui reste à trancher par le Sénat et au sujet duquel un désaccord a surgi entre les deux assemblées parlementaires, la date à partir de laquelle un locataire dont le bien loué va échapper à la protection de la loi devra et pourra payer un « loyer normal » pour s'assurer la prorogation de son occupation jusqu'à la date de 1954 correspondant à celle de l'entrée en jouissance, rappelle que le retour au droit commun n'est pas automatique, suggère une atténuation au texte proposé par la Chambre, constate que le projet de loi reste muet sur un point important, notamment en ce qui concerne le moment auquel le locataire doit se prononcer et notifier à son bailleur qu'il offre tel loyer qu'il considère comme un loyer normal ou qu'il renonce à son bail, pp. 360, 361 et 362. — Expose la portée des modifications apportées, p. 372 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Dépose un ordre du jour exprimant la confiance au gouvernement et demande de passer à l'ordre du jour, p. 487 (28 janvier 1953).

Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947. — Dépose la proposition, p. 906 (17 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : expose la portée sociale de la proposition, déclare qu'il est nécessaire de faire une distinction absolue entre les successions en ligne directe et celles en ligne indirecte et entre étrangers et justifie la tarification, pp. 1733 à 1734 (2 juillet 1953).

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétée par la loi du 22 décembre 1949. — Dépose le rapport, p. 1300 (26 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : examine le double régime que le projet prévoit en faveur des intéressés, estime que le projet facilitera la tâche des commissions d'agrément et accélérera la liquidation de ce secteur de la réparation des dommages aux personnes, pp. 1472 à 1473 et 1476 (11 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 1488 à 1490; de l'article 7, p. 1490; de l'article 10, p. 1491; de l'article 14, p. 1492 (11 juin 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 23, pp. 1498 à 1499; de l'article 5, pp. 1503 à 1504 (16 juin 1953). — Dépose le nouveau rapport, p. 1727 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Demande de renvoi en commission. — Discours : demande le renvoi du projet à la commission de la reconstruction, p. 1862. — Retire sa proposition, p. 1862 (9 juillet 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 1863 à 1865 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : souligne deux modifications importantes apportées par le projet à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative : l'instauration d'un régime linguistique stable et définitif pour chacune des deux régions du pays et le régime linguistique des communes comprises dans l'agglomération bruxelloise, pp. 1830 à 1831 (8 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1935 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1976 (16 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion

**Derbaix (suite)**

générale. — Discours : demande pourquoi la Caisse nationale de Crédit professionnel a été écartée, pp. 1959 à 1960 (16 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1965 (16 juillet 1953).

**Descampe**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

**Ann.** — Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Desmedt, R.**, sénateur de l'arrondissement Roulers-Thielt.

**Doc.** — N° 156. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour l'établissement de l'Organisation européenne pour la protection des plantes, et des annexes, signées à Paris le 18 avril 1951.

N° 469. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord portant révision et renouvellement de l'accord international du blé, signé à Washington le 13 avril 1953.

**Ann.** — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique agricole et les moyens nécessaires à sa réalisation; les primes; les coopératives; la pension des agriculteurs; la mécanisation; la propriété terrienne; l'abandon de la terre; l'assainissement des terres; la culture de la chicorée; les attachés agricoles, pp. 539 à 541 (4 février 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour l'établissement de l'Organisation européenne pour la protection des plantes, et des annexes, signées à Paris le 18 avril 1951. — Dépose le rapport, p. 585 (5 février 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — S'abstient au vote, p. 1545 (18 juin 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1721 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord portant révision et renouvellement de l'accord international du blé, signé à Washington le 13 avril 1953. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet de loi, pp. 1929 à 1930 (15 juillet 1953).

**Desmet, L.**, sénateur provincial du Hainaut.

**Doc.** — N° 346. Amendements : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953.

N° 395. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conséquences de la constitution de ce corps, la création d'un institut ou d'un ordre, l'âge d'admission, l'admission de non-universitaires, le programme des cours préparatoires et de l'examen de fin de stage, la période transitoire, les liens qui unissent le projet de loi actuel à la loi sur les conseils d'entreprises de 1948, pp. 55 à 56 (18 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 67 et 68 (19 novembre 1952); de l'article 32, p. 106 (25 novembre 1952).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'industrie de la faïencerie, les ventes à tempérament, la réforme du registre du commerce, les ventes sans taxes, l'accès à la profession, le Conseil national de la coopération, les classes moyennes, la commission des prix, le problème de la distribution, la crise de consommation, l'échéance de l'accord international du blé, le prix normal du pain, la planification, pp. 695 à 699 (19 février 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 22 et retire son amendement tendant à la suppression du point 2 de cet article, pp. 1542 à 1543 (18 juin 1953).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les avantages que présente le petit commerce et les difficultés qu'il rencontre, les avantages du système de distribution des grands magasins, l'accès à la profession, la concurrence déloyale et la vente à tempérament, l'organisation des classes moyennes, pp. 1564 à 1566 (23 juin 1953). — S'abstient au vote de la proposition, p. 1699 (30 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement de l'article 22 dont le vote est réservé, p. 1673 (25 juin 1953). — Retire son amendement à l'article 22 du tableau, p. 1697 (30 juin 1953).

**Desmet (L.) (suite)**

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**De Smet, P., sénateur provincial du Brabant.**

**Doc.** — N° 89. Rapport : Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953.

N° 415. Rapport : Commission spéciale de Coopération économique sur l'exécution et les résultats du plan Marshall.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 4, p. 90; 17, p. 94; 24, p. 95 (20 novembre 1952).

Rapport de la commission des finances concernant le projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'État une somme de cent millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse d'Épargne. — Dépôt : Fait des observations, p. 128 (26 novembre 1952).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 214 (10 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rapport entre les problèmes financiers et les troubles internationaux; la limitation de nos efforts par le maintien de positions saines aux points de vue financier, économique, monétaire et social; l'accroissement des recettes au cours des exercices 1951 et 1952 et les prévisions moins favorables pour le Trésor pour l'exercice 1953; l'accroissement des dépenses de l'État et les économies à réaliser; la fiscalité excessive; l'assainissement de la sécurité sociale; la politique des chemins de fer; la coordination de l'activité des différents services publics; le succès de l'emprunt intérieur et la consolidation de la dette flottante, pp. 267 à 269 (16 décembre 1952).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau : Intervient dans la discussion de l'article 405bis, pp. 1625 à 1627 (24 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau : Fait des observations, pp. 1629 à 1630 (24 juin 1953).

Rapport de la commission spéciale de coopération économique sur l'exécution et les résultats du plan Marshall. — Dépose le rapport, p. 1630 (24 juin 1953).

Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Est désigné comme représentant à cette assemblée, p. 1902 (14 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1964 (16 juillet 1953).

**De Stobbeleur, sénateur coopté.**

**Doc.** — N° 71. Amendements. Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'État une somme de cent millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. N° 149. Amendements : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

**Ann.** — Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 accordant amnistie pour certaines infractions. — Retire sa proposition, p. 9 (11 novembre 1952).

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 7, qui est rejeté, p. 88 (20 novembre 1952).

Projet de loi autorisant la Caisse générale de Retraite à mettre à la disposition de l'État une somme de cent millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Discussion générale. — Discours : Rend hommage à la compréhension sociale dont a fait preuve la Caisse générale de Retraite, analyse les modifications qui devraient être apportées au présent projet, pp. 158 à 159 (2 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 164. — Son amendement est rejeté, p. 165. — Intervient dans la discussion de l'article 2. — Son amendement est rejeté, p. 165 (2 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Concernant les bâtiments scolaires, p. 212 (10 décembre 1952).

Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les irrégularités et les abus en matière de pension, spécialement en ce qui concerne les pensionnés du ministère des communications, la réforme du système des pensions, la péréquation automatique en cas de modification des barèmes et du chiffre de l'index; la pension accordée à la veuve d'un agent déjà pensionné à la date du mariage, les pensions des invalides militaires en temps de paix; pp. 236 à 237 (11 décembre 1952).

**De Stobbeleur (suite)**

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les finances communales, le barème du personnel communal, les charges résultant de la circulation automobile, du corps de police, la signalisation routière et l'éclairage public, pp. 424 à 425 (22 janvier 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'amélioration de la stabulation, l'enseignement agricole, la culture des fleurs à couper, p. 508 (29 janvier 1953). — Discussion des articles du projet de loi. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un nouvel article 5, qui n'est pas adopté, et intervient dans la discussion, pp. 550 à 551 (4 février 1953).

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le statut doit être basé sur la reconnaissance du mérite et qu'une distinction doit être faite entre travailleurs volontaires et travailleurs obligatoires, pp. 565 à 566 (5 février 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et retire son amendement, p. 573. — Propose l'insertion d'un nouvel article 12bis et intervient dans la discussion, p. 575 (5 février 1953). — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 12bis et intervient dans la discussion, p. 593 (10 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la crise dans les industries de la confection, du cuir, de la chaussure et des couvertures dans le cadre de Benelux, pp. 741 à 742 (24 février 1953).

Interpellation d'urgence à M. le ministre de l'agriculture « sur l'empoisonnement des porcs ou la peste porcine dans la région de Wetteren et de Lokeren ». Demande p. 1192 (6 mai 1953). — Discussion. — Développe son interpellation et examine des causes du mal, pp. 1279 à 1280 (21 mai 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussion générales jointes. — Discours : Concernant les pensions coloniales, p. 1405 (4 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème de la rémunération des concessionnaires de services d'autobus; la non-reconnaissance des syndicats libéraux par la S. N. C. F. B.; l'exploitation de la ligne d'autobus Wavre-Ottignies-Nivelles-Manage; les intérêts des transporteurs par route, pp. 1670 à 1672 (25 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 2028 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**De Taeye, ministre de la santé publique et de la famille.**

**Ann.** — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème du logement et des taudis et la politique gouvernementale en la matière, la politique du logement, la lutte contre la poliomyélite, le cancer et la tuberculose; le problème des associations sans but lucratif, l'Œuvre nationale de l'enfance, la médecine préventive, les centres de santé et l'inspection médicale scolaire, la distribution d'eau, la politique familiale, le problème démographique, la représentation familiale, pp. 613 à 619 (11 février 1953). — Concernant : les dommages aux personnes, l'augmentation du nombre de commissions, la sécurité civile, le contrôle sur la préparation et la vente des denrées alimentaires, l'alimentation, la répression, les pensions aux victimes civiles de la guerre, les jetons de présence pour les magistrats, l'incinération des immondices, les maisons pour vieillards, le logement des orphelins, la mortalité élevée parmi les enfants illégitimes, la lutte contre l'alcoolisme, les distributions d'eau, pp. 650 à 652 (12 février 1953). — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 21, pp. 653 et 654; de l'article 28, pp. 655 à 656 (12 février 1953).

**De Taeye (suite)**

Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins. — Dépose le projet, p. 906 (17 mars 1953).

Projet de la modifiant la loi du 25 juillet 1938 créant l'Ordre des médecins. — Dépose le projet, p. 906 (17 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953. — Discussion générale. — Discours : Donne des précisions quant à l'aide substantielle accordée aux sinistrés, fait des observations au sujet de l'indemnisation intégrale, pp. 933 à 934 (19 mars 1953).

Projet de la tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 1245 à 1247; de l'article 10, 1249 (20 mai 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1507 (16 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'enregistrement, au contrôle et au commerce des spécialités pharmaceutiques. — Dépose le projet p. 1762 (2 juillet 1953).

**Devriendt, sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

*Ann.* — Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le crédit accordé par le gouvernement est insuffisant et espère qu'il sera augmenté, p. 632 (12 février 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**De Winter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N° 93. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord aérien entre la Belgique et l'Espagne et des annexes signés à Madrid le 10 mars 1952.

N° 108. Rapport : Projet de loi régularisant le système de péréquation de certains frais, instauré dans l'industrie et le commerce du charbon.

N° 169. Rapport : Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953.

N° 239. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et Israël, relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, et annexe, signés à Hakiryra, le 30 juin 1952.

N° 317. Rapport : Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail.

N° 341. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée, et annexe, signées à Genève, le 10 janvier 1952; b) Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée, et annexe, signées à Genève, le 10 janvier 1952.

N° 445. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de Paiements et des annexes A et B, du protocole additionnel n° 1, signés à Paris, le 19 septembre 1950, du protocole additionnel n° 2, signé à Paris, le 4 août 1951 et du protocole additionnel n° 3, signé à Paris, le 11 juillet 1952.

N° 477. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'arrangement concernant les colis postaux, du protocole final, du règlement d'exécution et des annexes, signés à Bruxelles, le 11 juillet 1952.

*\*Ann.* — Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition et demande de suivre l'avis négatif de la commission, pp. 109 à 110 (25 novembre 1952).

Projet de loi régularisant le système de péréquation de certains frais, instauré dans l'industrie et le commerce du charbon. — Dépose le rapport, p. 349 (18 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Examine la portée du projet, p. 551 (4 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation de l'industrie belge devant la concurrence étrangère, la fiscalité excessive, le marché commun du charbon, du minerai et de la ferraille, le problème Benelux, le Conseil central de l'économie, les conseils d'entreprise et la pêche, pp. 674 à 676 (18 février 1953).

Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 992 et 993 (26 mars 1953).

**De Winter (suite)**

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée, et annexe, signées à Genève le 10 janvier 1952; b) convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée, et annexe, signées à Genève le 10 janvier 1952. — Dépose le rapport, p. 1470 (10 juin 1953).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à régler le commerce de détail. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de la question et expose la portée de la proposition, pp. 1546 à 1547 (18 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1570 à 1571; de l'article 2, p. 1572; de l'article 3, p. 1572; de l'article 6, p. 1573; de l'article 7, p. 1573 (23 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion des articles du budget. — Fait personnel de M. Cornez. — Fait des observations, p. 1695 à 1696 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1719 et 1721 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne des Paiements, et des annexes A et B, du protocole additionnel n° 1, signés à Paris le 19 septembre 1950, du protocole additionnel n° 2, signé à Paris le 4 août 1951, et du protocole additionnel n° 3, signé à Paris le 11 juillet 1952. — Dépose le rapport, p. 1833 (8 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1997 (16 juillet 1953).

Projet de loi portant approbation de l'arrangement concernant les colis postaux, du protocole final, du règlement d'exécution et des annexes, signés à Bruxelles le 11 juillet 1952. — Dépose le rapport, p. 1997 (16 juillet 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des agents de la seconde catégorie au ministère des finances et celle des agents du ravitaillement ayant été transférés dans d'autres départements, pp. 2009 à 2010 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952, relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950, relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Demande d'ajournement. — Fait des observations, p. 2025 (17 juillet 1953).

**Dhondt, sénateur de l'arrondissement Roulers-Tielt.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952, relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950, relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Dierckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N° 42. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

*Ann.* — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 71; de l'article 4, p. 74 (19 novembre 1952), pp. 80 et 81; de l'article 7, pp. 85 et 88 (20 novembre 1952). — Intitulé du projet. — Intervention, p. 109 (25 novembre 1952).

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la discussion est anticipée, étant donné que le nouveau budget des non-valeurs et remboursements n'a pas encore été distribué. — Critique l'expérience fiscale en cours et souligne son caractère politique et illégal, pp. 144, 145, 150, 151 et 152 (27 novembre 1952).

## Dierckx (suite)

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 303 (17 décembre 1952).

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre des finances « sur la politique financière du gouvernement », jointe au budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la déclaration des recettes et celle des non-valeurs et remboursements, la hausse anormale des trois derniers budgets et son rapport avec les dépenses militaires et les dépenses dans d'autres secteurs, le rapport entre les prévisions budgétaires à l'extraordinaire et les engagements militaires, d'une part, et les recettes extraordinaires possibles en 1953, d'autre part, le décalage entre le rythme des engagements et celui des liquidations, les impôts arriérés, ordinaires et extraordinaires, pp. 263 à 267 (16 décembre 1952). — Déclare que le discours du premier ministre ne répond pas aux graves questions qu'il a soulevées, relève les critiques que le premier ministre lui a adressées, pp. 338 à 341 (18 décembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).

Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — S'abstient au vote, p. 1013 (26 mars 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 22, p. 1542 à 1543 (18 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : les difficultés de trésorerie et le financement du budget extraordinaire, les recettes réelles des derniers emprunts, les impôts complémentaires, les charges excessives qui pèsent sur nos prix de revient, et entravent l'exportation, pp. 1612 à 1613. — Déclare que le ministre des finances n'a pas répondu à toutes les questions qu'il lui a posées, demande si l'équilibre financier pourra être assuré par les ressources de trésorerie habituelles, pp. 1624 à 1625 (24 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 499 du tableau, p. 1652 (25 juin 1953).

Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1734 (2 juillet 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II du Code pénal. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la demande de M. Rolin tendant à reporter la discussion des articles à la prochaine séance, p. 1830 (8 juillet 1953).

Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Discussion générale. — Discours : Critique la sévérité excessive témoignée aux contribuables et les facilités accordées à l'administration, pp. 1915 à 1917 et 1918 (15 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1920 (15 juillet 1953).

**Doutrepont**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat.

**Doc.** — N<sup>o</sup> 8. Amendement : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 9. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 10. Amendement : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale, pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 11. Amendement : Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 12. Amendement : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 13. Amendement : Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 75. Amendements : Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 137. Amendement : Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

N<sup>o</sup> 379. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953.

## Doutrepont (suite)

**Ann.** — Réélu questeur, p. 5 (11 novembre 1952).

Validation des pouvoirs de M. Molter. — Donne lecture dans les deux langues nationales du rapport concluant à l'admission de M. Molter comme membre du Sénat, p. 100 (25 novembre 1952).

Déclare par motion d'ordre qu'il ne prendra la parole que si le gouvernement est représenté, p. 140 (27 novembre 1952).

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le système de comptabilisation des non-valeurs et remboursements en matière d'impôts que le gouvernement a introduit en 1951, le respect des prescriptions constitutionnelles et légales et des prérogatives parlementaires, pp. 143, 144, 148, 149, 150 et 151 (27 novembre 1952).

Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les projets en cours et leur répercussion sur le budget de 1953, l'absence de certaines charges prévisibles dans le projet actuel, la péréquation des pensions, la simplification des lois de pension, pp. 234 à 236 (11 décembre 1952).

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le service d'administration générale, la base organique des traitements, les amendements qu'il a déposés aux articles 2 et 3 et relatifs aux dérogations aux lois organiques et aux adjonctions budgétaires, les adjoints du cabinet, les cotisations de l'Etat-employeur, les dépenses du secrétariat permanent du recrutement, la commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat, la désignation de sous-secrétaires d'Etat, la simplification administrative, la simplification des règlements et des instructions et la coordination des lois, arrêtés, règlements et circulaires, la stabilité d'emploi, l'organisation des services de l'Etat, les organisations syndicales, l'ingérence politique, l'emprise de l'Etat sur certaines activités, la continuité dans le recrutement et le recrutement de hauts fonctionnaires, pp. 245 à 249 (11 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 253, et de l'article 3, p. 253 (11 décembre 1952). — Emet des observations, p. 368 (23 décembre 1952).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention du Sénat sur la résolution adoptée par la quarante et unième conférence interparlementaire, en ce qui concerne le contrôle parlementaire du budget, demande que des mesures draconiennes soient prises pour rentrer dans la légalité, examine la politique financière et la politique générale du gouvernement, déclare que le budget n'est pas en équilibre, étant donné que les recettes sont surévaluées et que certaines dépenses sont sous-évaluées et que d'autres ne sont même pas prévues au budget, insiste sur le dépistage de la fraude fiscale et une répression plus efficace, critique la mauvaise méthode des commissions de réforme, déclare qu'il y a moyen de réaliser de sérieuses économies dans l'administration et d'apurer l'arriéré, soulève le problème du contrôle des dépenses de réarmement et de défense nationale, condamne la pratique qui tend à considérer certaines recettes extraordinaires comme des recettes ordinaires, demande qu'on limite à cinq ans la réclamation des intérêts sur la réparation des dommages résultant de faits de guerre, pose des questions au sujet des frais d'occupation en Allemagne, de la convention récente avec la Banque Nationale, de l'inconstitutionnalité de la nouvelle méthode en matière de comptabilité budgétaire et ses répercussions, du recouvrement des sommes remboursées à ceux qui ont trafiqué avec l'ennemi pendant la guerre 1914-1918 et du recouvrement des dommages et intérêts dus par les condamnés pour actes d'incivisme, pp. 275 à 280 (17 décembre 1952). — Concernant : les prévisions budgétaires, la vérification des comptes, le revenu national, la convention avec la Banque Nationale, l'application de l'article 4 du budget des voies et moyens, pp. 341 à 342 (18 décembre 1952). — Discussion des articles. — Demande de réserver le vote sur les deux derniers alinéas de l'article 2, p. 344 (18 décembre 1952). — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 367 et 368 (23 décembre 1952).

Projet de loi fixant pour l'année 1953 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 312 (18 décembre 1952).

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les mesures permettant de voter les budgets avant la date de l'ouverture de l'exercice, la défense d'affecter des crédits provisoires à des dépenses nouvelles non autorisées antérieurement par la législature et les dérogations à ce principe pour certaines dépenses de la défense nationale, la présence aux réunions de commissions, le vote négatif du groupe socialiste, pp. 313 à 314 (18 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Emet des observations, p. 345 (18 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion des articles. — Demande la suppression de l'article 2, p. 429 (22 janvier 1953).

**Doutrepoint (suite)**

- Proposition de loi instaurant une mesure exceptionnelle en matière d'impôts directs. — Retire la proposition, p. 448 (27 janvier 1953).
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du projet de loi. — Demande la suppression de l'article 2, p. 550 (4 février 1953).
- Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les sommes encaissées indûment par les comptables du département des finances ou de celui des communications, remboursées aux ayants droit par les mêmes comptables, à charge du budget des non-valeurs et remboursements, sans recours au visa préalable de la Cour des comptes; insiste sur la nécessité du contrôle parlementaire, pp. 580 à 584 (5 février 1953). — Discussion des articles. — Demande le vote par appel nominal sur l'amendement présenté à l'article 1<sup>er</sup>, p. 595 (10 février 1953). — S'abstient au vote, p. 642 (12 février 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Demande de renoncer à déduire de la déclaration aux impôts directs les sommes versées au Fonds national de secours aux sinistrés, p. 634 (12 février 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 28, p. 656 (12 février 1953). — Discussion des articles du projet. — Demande la suppression de l'article 2, p. 656 (12 février 1953).
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Analyse la fonction du comptable public, estime que la Cour des comptes doit statuer sur tous les comptes de tous les comptables et sur l'entiereté de la gestion, analyse le système de contrôle des dépenses, les avances du Trésor, les crédits supplémentaires, le comité du budget, le barème des agents des services publics, l'inspection des finances, le régime des parastataux, pp. 661 à 664. — Fait des observations, pp. 665 et 666 (17 février 1953).
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion des articles. — Demande la suppression de l'article 2, p. 816 (4 mars 1953).
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1953 et budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Examine le budget pour ordre et soulève la question des nouveaux fonds, des organismes à personnalité juridique, de la présentation des budgets, de la comptabilité et de la reddition des comptes, des fonds destinés à la création et à l'installation du centre national de calcul mécanique, du Fonds spécial des prêts pour le ministère des finances, des impôts, recouvrés pour le compte des provinces, des sommes transférées du budget des voies et moyens au budget pour ordre, des frais de poursuites, du montant des dégrèvements, de l'Office commercial du ravitaillement. — Examine le budget de la dette publique, sa présentation, les emprunts et les exemptions en matière d'impôts, la gestion du gouvernement et les économies, pp. 820 à 823 (4 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre de produire, article par article, le relevé des réductions de crédits qu'il compte faire et ce préalablement à l'examen de son budget; déclare que les crédits budgétaires doivent serrer de près la réalité, pp. 1284 à 1285 (26 mai 1953). — Fait des observations au sujet de l'emploi des fonds spéciaux de la Sûreté, pp. 1306 à 1307 (27 mai 1953). — Discussion des articles du tableau. — L'article 1<sup>er</sup>. — Rappelle qu'il a proposé au Sénat d'inviter le ministre à produire, préalablement à l'examen du budget et article par article, un relevé des réductions de crédits envisagées, p. 1318 (27 mai 1953). — Intervient encore dans la discussion de cet article, p. 1323 (28 mai 1953).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'apurement des créances qui se forment en l'absence de contrôle de la Cour des comptes, les dépassements de crédits, la préparation des projets de budgets, l'appareil administratif de contrôle des finances et la commission des économies, les dérogations aux lois organiques, le relèvement de la prescription quinquennale, la complexité des régimes successifs de rémunération des agents de l'Etat, le caractère politique des crédits supplémentaires sollicités en faveur de la S. N. C. B. et le redressement financier de la société, la nouvelle comptabilité

**Doutrepoint (suite)**

- adoptée en matière de non-valeurs et de remboursements, l'octroi du franc symbolique destiné à régulariser l'absence d'un fonctionnaire en matière de calcul de pension, le crédit en faveur des sinistrés du 1<sup>er</sup> février, le crédit destiné à la Communauté du charbon et de l'acier, la situation financière et économique du pays, les difficultés dans le domaine Benelux et l'instauration des taxes compensatoires sans autorisation législative, pp. 1328 à 1333 (28 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'examen jumelé du budget de la défense nationale et du budget extraordinaire, le retard apporté à voter les budgets et le dépôt d'un projet de loi allouant des crédits provisoires, la communauté européenne de défense et la révision de la Constitution, la réduction des crédits dans le domaine du personnel et du matériel, le contrôle parlementaire et le dépôt des comptes en temps utile, les subventions et les publications, les allocations et indemnités pour le personnel volontaire de la garde territoriale aérienne, les spécialistes militaires, le contrôle exercé par la Belgique sur les dépenses d'infrastructure effectuées à l'étranger pour le compte de l'O. T. A. N., le recrutement des femmes à l'armée, pp. 1528 à 1533 (17 juin 1953).
- Projet de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéfices affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : le financement des dépenses prévues au budget ordinaire et extraordinaire, l'augmentation du prix de l'essence, la question du paiement exigé par l'armée pour les services qu'elle a rendus à une commune déterminée, le contrôle des subventions que nous payons aux organismes internationaux et le problème constitutionnel qui se pose à ce sujet, pp. 1616 à 1617 (24 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 405bis et dépose un amendement, p. 1627. — Intervient dans la discussion de l'article 484, p. 1628 (24 juin 1953). — Discussion des articles du projet. — Dépose un amendement à l'article 7, p. 1629 (24 juin 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés, demande, par motion d'ordre que l'on vote d'abord sur les articles de la loi budgétaire, son amendement tendant à la suppression de l'article 405bis du tableau tombe, p. 1651 (25 juin 1953). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 1700 (30 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Driessen (Mlle), sénateur coopté.**
- Ann.* — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les maternités, les infirmières et accoucheuses, l'aide aux familles, les consultations prénatales, l'Œuvre nationale de l'Enfance, l'inspection médicale scolaire, la politique familiale, pp. 622 à 623 (11 février 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- du Bus de Warnaffe (vicomte), ministre de la justice.**
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs, et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices. — Propose de renvoyer le projet en commission, p. 354 (23 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la situation ne permet pas encore de rentrer dans le droit commun, bien que le marché immobilier ait subi des modifications, expose l'économie du projet, estime qu'il constitue un pas sérieux dans la voie du retour à la liberté des conventions et répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 299 à 300 (17 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement proposé par le baron de Dorlodot, tendant à insérer un nouvel article avant l'article 1<sup>er</sup>, p. 301. — Intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 303 et 304 (17 décembre 1952). — Est d'accord avec le premier amendement de M. Rolin et estime que le second est discutable, p. 362. — Demande s'il ne serait pas possible de rencontrer la préoccupation de M. Rolin, tout en simplifiant les choses, p. 363 (23 décembre 1952).



**du Bus de Warnaffe (vicomte) (suite)**

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice sur la faiblesse et l'arbitraire dont le gouvernement a fait preuve dans la répression de l'incivisme et sur la politique qu'il compte suivre en la matière. — Discussion. — Discours : Répond aux critiques formulées par M. Rolin en ce qui concerne l'avis du comité consultatif, les recours en grâce, les exécutions capitales, les condamnations par contumace, les extraditions, les promesses faites au Comité d'appel au pays, les arrêtés motivés, le droit de grâce, déclare que la rigueur des premiers temps de la répression a évolué, explique le mécanisme des « cascades » à cet égard, souligne les principes qui régissent la grâce et la libération, la pratique qu'il a suivie et la politique qu'il se propose de suivre, insiste sur le problème de la réintégration, qui soulève éventuellement la question de la rééducation et du reclassement, pp. 462 à 467 (27 janvier 1953). — Répond aux observations qui ont été formulées, pp. 484 à 486 (28 janvier 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Ajournement. — Fait des observations, p. 997 (26 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1171 (5 mai 1953) et p. 1174 (6 mai 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1177; de l'article 10, p. 1181 (6 mai 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement s'est engagé à une réduction des dépenses qu'il justifiera en fin d'année, dit qu'un crédit voté ne doit pas nécessairement être dépensé, p. 1285. — Analyse les conditions nécessaires à l'exercice d'une justice bonne et rapide, la moins coûteuse possible, sur base d'une législation claire et répondant aux nécessités de l'heure, examine les projets à l'étude, pp. 1291 à 1294 (26 mai 1953). — Répond aux observations qui ont été formulées au cours du débat, pp. 1314 à 1318 (27 mai 1953). — Discussion des articles du tableau. — Article 1<sup>er</sup>. — Est d'accord pour documenter le Sénat d'une façon plus complète sans qu'il y ait toutefois reprise du débat, pp. 1318 à 1319 (27 mai 1953). — Donne des explications au sujet des diminutions prévues au budget actuel, pp. 1321 à 1323 (28 mai 1953).

Projet de loi modifiant les chapitres I<sup>er</sup> et III du titre V du livre 1<sup>er</sup> du Code civil. — Discussion générale. — Discours : Est d'accord avec l'interprétation de la commission, p. 1705 (30 juin 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de la question, déclare que, dans la législation actuelle, la sanction pécuniaire de la collaboration économique avec l'ennemi est triple : pénale, civile et fiscale, et qu'elle dépasse, dans la majorité des cas, la confiscation totale du patrimoine du condamné; expose la portée du projet qui tend à la remise partielle des dommages-intérêts dus à l'Etat après avis d'une commission spéciale; déclare que le projet est nécessaire et équitable, étant donné que la réparation due à l'Etat se fera et ce dans les limites pratiquement possibles et équitables; examine le problème de la composition de la commission spéciale et des critères dont elle devra s'inspirer, pp. 1778 à 1784 (7 juillet 1953). — Regrette les discours passionnés tenus au cours du débat, rappelle l'origine du projet, explique les divergences de jurisprudence en matière de dommages-intérêts, répond aux observations formulées par les différents orateurs, pp. 1827 à 1830 (8 juillet 1953).

Projet de loi modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Dépose le projet, p. 1793 (7 juillet 1953).

Projet de loi relatif à certains contrats à long terme. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1797 (8 juillet 1953).

Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1800 à 1801 (8 juillet 1953).

Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux. — Discussion générale. — Discours : Analyse les dispositions du projet, p. 1836 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 8, p. 1843; 13 et 16, p. 1847 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers. — Dépose le projet, p. 1909 (14 juillet 1953).

Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 et des articles 22 et 23 du Code pénal concernant l'interdiction légale. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1923 (15 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 2002 (17 juillet 1953).

**Duray, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.**

Ann. — Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947, et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Déclare que les crédits nécessaires à la majoration des pensions des assurés libres se trouveraient aisément en réduisant les dépenses d'ordre militaire, demande de discuter la proposition Troclet, p. 130 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — S'abstient au vote, p. 1376 (2 juin 1953).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — S'abstient au vote, p. 1376 (2 juin 1953).

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — S'abstient au vote, p. 1376 (2 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Justifie son vote négatif, p. 1993 (16 juillet 1953).

**Duterne, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.**

Ann. — Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la pension de vieillesse, p. 793 à 794 (3 mars 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est nécessaire d'apporter une solution urgente au problème financier des communes et déclare que la fiscalité a déjà été poussée au maximum, p. 1768 (7 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Duvieuxart, ministre des affaires économiques et des classes moyennes, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.**

Ann. — Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Dépose le projet, p. 12 (11 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Examine les innovations apportées par le projet — la garantie de l'Etat pour des opérations de crédit consenties en faveur d'industries nouvelles et d'entreprises artisanales, la réduction du taux d'intérêt pour certaines opérations de crédit; répond aux objections formulées au cours du débat, pp. 1234 à 1235 (19 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1236 (19 mai 1953).

Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'accueil réservé au projet, les amendements présentés et le renvoi en commission, p. 61 (18 novembre 1952). — Déclare que les réformes de structure ayant pour base la collaboration sociale dans le domaine économique postulent des bases de renseignements financiers et économiques certains et clairs, répond aux questions qui ont été posées, pp. 64 à 65 (19 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 67; de l'article 3, p. 70; de l'article 4, pp. 72, 73, 74 et 76 (19 novembre 1952); de l'article 8, pp. 82, 83 et 90; de l'article 7, pp. 83, 85, 86 et 88; de l'article 9, p. 91; de l'article 16, p. 93; de l'article 17, p. 94; de l'article 24, p. 95; de l'article 27, p. 96 (20 novembre 1952); de l'article 31, p. 104; de l'article 32, pp. 105, 106, 107 et 108 (25 novembre 1952). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient, p. 229 (10 décembre 1952).

**Duvieusart (suite)**

- Catastrophe minière de Zwartberg. — S'associe à l'hommage rendu par M. le président, p. 100 (25 novembre 1952).
- Projet de loi sur le registre du commerce. — Dépose le projet, p. 509 (29 janvier 1953).
- Projet de loi portant modification du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Dépose le projet, p. 509 (29 janvier 1953).
- Projet de loi portant modification du titre II du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872). — Dépose le projet, p. 509 (29 janvier 1953).
- Projet de loi régularisant le système de péréquation de certains frais instauré dans l'industrie et le commerce du charbon. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 551 (4 février 1953).
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'évolution des salaires et des bénéfices, le problème de l'emploi, les primes à la construction, le marché intérieur, les débouchés extérieurs, les prix de revient, le marché commun du charbon et de l'acier, l'équipement des charbonnages, le logement des mineurs, les maisons de repos et de soins pour les mineurs, la sécurité dans les mines, le statut général des exploitations électriques et les barèmes de l'électricité, le problème du crédit, le prix et la rémunération des capitaux, le développement des investissements et le maintien du taux de la consommation, les réalisations en ce qui concerne le gaz, le commerce extérieur, les problèmes de Benelux et des intégrations européennes, la politique générale d'expansion et du crédit à l'industrie, l'industrie du film, du textile, de la pétrochimie, les classes moyennes, les meuneries et le problème du pain, le registre du commerce, l'accès à la profession, la représentation des classes moyennes, le crédit aux classes moyennes, la formation professionnelle et l'apprentissage, les ateliers modèles, le problème de la sécurité sociale des travailleurs indépendants, les économats et les mess, le Conseil central de l'économie et les conseils professionnels, l'industrie du diamant, pp. 723 à 733 (24 février 1953). — Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 742 à 743 (24 février 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Ajournement. — Regrette que les amendements que M. Troclet avait l'intention de déposer n'aient pas été déposés plus tôt, p. 998 (26 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 1188, 1189 et 1190 (6 mai 1953).
- Interpellation de M. Flamme à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les nombreuses fermetures d'entreprises industrielles qui frappent le Tournaisis ». — Discussion. — Déclare que l'on se trouve devant un phénomène de rationalisation et de regroupement qui ne justifie pas d'intervention gouvernementale et que la région de Tournai n'est pas défavorisée eu égard à la situation existant dans d'autres régions du pays, fait des observations au sujet du prix de revient, pp. 1017 à 1018 (26 mars 1953).
- Motion de M. Bouilly demandant une mise au point en ce qui concerne le chômage qui sévit dans l'industrie charbonnière, chômage de d'aucuns imputent au plan Schuman. — Déclare que nous nous trouvons devant un problème ancien, exprime l'espoir que la communauté charbon-acier aidera à résoudre les problèmes avec plus de facilité, dit tout l'intérêt que porte le gouvernement à cette question, pp. 1191 à 1192 (6 mai 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière. — Dépose le projet, p. 1384 (2 juin 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'une des propositions de M. Clynmans est une loi de cadenas et estime qu'elle ne résout pas le fond du problème, p. 1553 (18 juin 1953). — Souligne la complexité du problème, expose les modifications apportées au régime existant et déclare que la proposition constitue un compromis en vue du respect des intérêts sociaux et économiques en présence, pp. 1567 à 1569 (23 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1572; de l'article 6, p. 1573; de l'article 7, p. 1573; de l'article 8, p. 1574 (23 juin 1953).
- Projet de loi relatif à la concessibilité des réserves charbonnières de la Campine. — Dépose le projet, p. 1595 (23 juin 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et fait des observations au sujet du rôle des commissaires-reviseurs, pp. 1853 à 1854 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1856 à 1857; de l'article 10, p. 1858, et de l'article 14, p. 1858 (9 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Fait des observations au sujet de l'article 3, alinéa 3, p. 1948, et alinéa 4, p. 1949 (15 juillet 1953).

**Duvieusart (suite)**

- Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État. — Dépose le projet, p. 1877 (9 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes, et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Discours : Demande pourquoi la Caisse nationale de Crédit professionnel a été écartée, pp. 1959 à 1960 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — S'abstient au vote et justifie son abstention, p. 1994 (16 juillet 1953).

**E**

**Estienne, sénateur provincial du Brabant.**

- Doc.* — N° 83. Rapport : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.
- N° 273. Rapport. Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951.
- N° 274. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.
- N° 275. Rapport. Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952.
- N° 276. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952.
- N° 277. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952.
- N° 306. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953.
- N° 314. Rapport : Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953.
- Ann.* — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 208 (9 décembre 1952).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1171 (5 mai 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1171 (5 mai 1953).
- Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Dépose le rapport, p. 1171 (5 mai 1953).
- Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1171 (5 mai 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1171 (5 mai 1953).
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Expose la portée des projets de lois, fait des observations au sujet du service territorial et de la création d'un service de secrétaires de territoire, pp. 1373 à 1375 et 1377 (2 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**F**

**Flamme, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

- Doc.* — N° 107. Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse nationale de crédit professionnel.
- N° 346. Amendements au tableau : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953.
- N° 364. Rapport : Projet de loi relatif aux exercices d'ensemble imposés au personnel non permanent de la garde territoriale antérieure au cours des années 1953 et 1954.

## Flamme (suite)

**Ann.** — **Projet de loi fixant pour l'année 1953 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.** — Discussion générale. — Discours : Condamne la politique du gouvernement dans le domaine de la défense nationale, soulève la question des dispenses et des sursis et parle du régime actuel des vingt et un mois qui ne sont pas nécessaires à l'accomplissement des tâches actuellement dévolues à l'armée belge, parle de l'enrôlement des femmes à l'armée, estime qu'il est déplacé d'astreindre le milicien à des tâches qui, du point de vue militaire, ne sont d'aucune utilité, pp. 308 à 309 (18 décembre 1952).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse nationale de crédit professionnel. — Dépose la proposition, p. 322 (18 décembre 1952).

**Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.** — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice.** — Discussion. — Discours : Condamne les mesures de faveur prises à l'égard de De Bodt et Van Coppenolle, pp. 472 à 473 (28 janvier 1953). — Dépose un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953).

**Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées.** — Discussion générale. — Discours : Demande des renseignements complémentaires, fait des observations concernant le nombre d'officiers et les comités d'armes, p. 576 (5 février 1953). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 644 (12 février 1953).

**Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant : la révision du problème Benelux, l'organisation de la production et de la distribution, p. 739 à 741 (24 février 1953).

**Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur le nombre des fermetures d'entreprises industrielles qui frappent le Tournaisis ».** Demande, p. 902 (17 mars 1952). — Discussion. — Développe son interpellation, analyse les causes du mal, fait des observations au sujet du plan gouvernemental visant la création de nouvelles entreprises et l'extension des industries situées dans les régions économiquement faibles, pp. 1015 à 1016. — Précise ses arguments, pp. 1018 à 1019 (26 mars 1953).

**Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Contresigne la motion d'ordre de M. Rolin, p. 1118 (29 avril 1953).

**Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953.** — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — **Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951.** — **Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.** — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours Concernant le problème de l'habitat indigène, pp. 1405 à 1406 (4 juin 1953).

**Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Demande de modifier le titre du ministre de la défense nationale et propose l'appellation ministre des forces armées; déclare qu'il est nécessaire de réduire nos dépenses militaires, de reconsidérer tout le problème des forces intérieures et demande si nos engagements ne sont pas dépassés; fait des observations au sujet de la réduction des crédits budgétaires, des bataillons de garde, des forces métropolitaines du Congo et de la base de Kamina, des services administratifs de l'armée et de l'intendance, de la responsabilité des chefs, de l'augmentation des subventions accordées aux officiers et sous-officiers de réserve, pp. 1510 à 1512 (16 juin 1953). — Discussion des articles du tableau. — Retire son amendement à l'article 22, tendant à la suppression du point 2 de cet article, p. 1543. — Intervient dans la discussion de l'article 24 et dépose des amendements qui sont modifiés et adoptés, pp. 1543 à 1544 (8 juin 1953).

**Projet de loi relatif aux exercices d'ensemble imposés au personnel non permanent de la garde territoriale antiaérienne au cours des années 1953 et 1954.** — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

**Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail.** — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

## Flamme (suite)

**Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint).** — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

**Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952.** — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

## Francen, sénateur provincial du Brabant.

**Ann.** — **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.** — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées.** — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

**Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.** — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

**Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail.** — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952.** — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

## G

## Gabriel, sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Doc.** — N° 310. Rapport : Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite » en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de ces lois.

**Ann.** — **Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant l'emploi dans l'administration publique d'aveugles, sourds et estropiés, p. 250 (11 décembre 1952).

**Projet de loi relatif à la pension de vieillesse.** — Discussion générale. — Discours : Donne un aperçu des améliorations apportées par le gouvernement actuel aux pensions sociales et envisage les mesures qui devront encore être prises, p. 319 (18 décembre 1952).

**Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant l'hôtel provincial à Gand, p. 426 (22 janvier 1953).

**Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème du logement, les pensionnés, pp. 625 à 626 (11 février 1953).

**Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant le Conseil national du Travail, le développement des mutuelles, la réforme de l'assurance maladie, les prestations supplémentaires, la décentralisation, p. 806 (3 mars 1953).

**Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.** — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des veuves de victimes civiles qui se sont remariées, p. 974 (25 mars 1953).

**Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite » en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de cette loi.** — Dépose le rapport, p. 1319 (27 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition, p. 1880 (14 juillet 1953).

**Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953.** — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le port de Gand, le canal Gand-Terneuzen et l'écluse de Terneuzen, p. 1605 (24 juin 1953).

**Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952.** — Discussion générale. — Discours : Demande si la nouvelle législation n'aura pas pour conséquence une augmentation exagérée du prix du loyer, p. 1848 (9 juillet 1953). — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.** — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions quant à l'application du projet, p. 1958 (16 juillet 1953).

**George**, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.

- Doc.** — N° 367. Amendements : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953.
- N° 337. Amendement : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.
- N° 358. Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.
- Ann.** — Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Reproche au projet d'être conçu selon l'idéal d'un seul parti et conteste la légitimité des subventions, oppose ses arguments à l'exposé du ministre de l'instruction publique, pp. 175 à 178 (3 décembre 1952).
- Interpellation à M. le ministre des communications « sur les conséquences regrettables de la suppression de la ligne 109 et la carence gouvernementale en ce domaine ». — Demande, p. 792 (3 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa, le 20 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème du Conseil supérieur de l'enseignement technique, le rôle de l'Etat dans l'organisation de l'enseignement technique, l'enseignement obligatoire de la seconde langue nationale, pp. 889 à 900 (17 mars 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 28, p. 945 (19 mars 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les subventions à l'enseignement libre, l'égalité des deux réseaux d'enseignement, la nomination dans l'enseignement officiel de professeurs sortis de l'enseignement libre et la création d'écoles techniques, pp. 1039 à 1040 (21 avril 1953).
- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les difficultés d'application de l'article 315 du Code civil, les actions répressives en matière de pension alimentaire, l'appel incident en matière répressive et l'appel en intervention en matière répressive, le palais de justice de Charleroi, pp. 1309 à 1310 (27 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1445 et 1446 (9 juin 1953). — Son amendement au § 4. de cet article est rejeté, p. 1452 (10 juin 1953).
- Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, relative à la taxe d'ouverture sur les débits de boissons. — Dépose la proposition, p. 1553 (18 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Souligne la nécessité, pour la région de Charleroi, de développer le canal de Charleroi à Bruxelles et d'améliorer la navigabilité de la Sambre, de Charleroi à Namur, afin de permettre aux industries de cette région d'affronter la concurrence étrangère sur pied d'égalité; demande l'inscription d'un crédit pour la construction d'un nouveau palais de justice à Charleroi, pp. 1580 à 1582 (23 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 498bis (nouveau), p. 1628 (24 juin 1953). — Vote sur les articles et amendements réservés. — Son amendement tendant à l'insertion d'un article 498bis (nouveau) au tableau est rejeté, p. 1651 (25 juin 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de la question et émet des observations au sujet des recensements, pp. 1904 à 1905 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1935 à 1936 et 1939 (15 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Gillis**, sénateur provincial du Brabant.

- Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Gillon**, sénateur coopté.

- Ann.** — Interpellations de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Demande qu'il ne soit pas fait application de l'article 33 du règlement et que le temps de parole ne soit pas limité, p. 11 (11 novembre 1952). — Discussion. — Discours : Souligne la position délicate dans laquelle se trouve le gouvernement tant du point de vue international que du point de vue national, pp. 20 à 22 (12 novembre 1952). — Dépose un ordre du jour désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952).
- Rend hommage à son concitoyen M. Van Overbergh et exprime ses regrets au sujet de sa démission, p. 20 (12 novembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Concernant la nécessité de créer un climat de compréhension et de trouver une solution nationale, l'opportunité du projet, pp. 210 à 211 (10 décembre 1952).
- Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 224 (10 décembre 1952).
- Projet de loi fixant pour l'année 1953 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 310 (18 décembre 1952).
- Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le groupe libéral ne peut voter le budget, p. 314 (18 décembre 1952).
- Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 378 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, pp. 416 et 417 (21 janvier 1953).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Rappel au règlement. — Discours : Déclare que la motion déposée par M. Coulonvaux est en tout cas une motion d'ajournement, estime qu'il est nécessaire que le gouvernement prenne position sur la question précise qui lui a été posée, critique le dépôt par la majorité d'un ordre du jour de confiance, avant même qu'elle sache si l'opposition désire clôturer le débat par le dépôt d'un ordre du jour, p. 482. — Dépose un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953). — Demande d'amender l'ordre du jour de M. De Bruyne et consorts, p. 497. — Justifie sa proposition, p. 497 (29 janvier 1953).
- Rappel au règlement par M. Rolin. — Fait des observations, p. 515 (3 février 1953).
- Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat. — Discussion des articles. — S'abstient au vote de l'amendement présenté à l'article 1<sup>er</sup>, p. 595 (10 février 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Se déclare partisan de la réparation totale des dommages. — Remarque que les victimes de l'inondation ne peuvent faire oublier les victimes de la guerre, p. 632 à 633 (12 février 1953).
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Justifie son vote, p. 643 (12 février 1953).
- Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 105, p. 672 (18 février 1953). — Demande, par motion d'ordre, des précisions quant au mode de financement de la remise en état des régions sinistrées et d'utilisation éventuelle des crédits destinés à la réparation des dommages de guerre, pp. 758 et 759 (25 février 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).

## Gillon (suite)

- Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 28, pp. 945 à 946 (19 mars 1953).
- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1093 (23 avril 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Analyse le développement de la politique étrangère; fait des observations au sujet de la Communauté européenne de Défense et de l'inconstitutionnalité de ce traité; demande de préparer une révision de la Constitution, pp. 1119 à 1121 (29 avril 1953). — Fait des observations au sujet de la constitutionnalité de la communauté politique et de la révision de la Constitution, p. 1151 (30 avril 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion sur la procédure. Fait des observations, pp. 1240 à 1241 (20 mai 1953).
- Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Spreutel à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1477, et s'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1482 (11 juin 1953).
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant les avis diffusés par haut-parleurs dans les gares, p. 1642 (25 juin 1953).
- Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (Crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la loi de 1947, la durée probable de la période encore nécessaire pour le dédommagement des sinistrés prioritaires et des sinistrés non-prioritaires, les mesures à envisager pour l'indemnisation des personnes qui seront payées les toutes dernières, la situation actuelle de la Caisse autonome des dommages de guerre, justifie le vote négatif du groupe libéral, pp. 1678 à 1679. — Discours : Concernant l'inégalité de traitement existant entre les sinistrés qui seront indemnisés les derniers et ceux qui l'ont été dès le début, pp. 1694 à 1695 (30 juin 1953).
- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Critique le projet, p. 1777 (7 juillet 1953). — Fait remarquer que c'est l'Etat qui a demandé les dommages-intérêts que les tribunaux n'ont pas accordés *ultra petita* et que le ministre, en défendant le projet, se fait l'avocat de ceux contre qui il s'était constitué partie civile; déclare qu'en Flandre, aussi bien qu'en Wallonie, une grande partie de la population est hostile au projet et qu'il constitue, en conséquence, un danger pour l'unité nationale, pp. 1826 à 1827 (8 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, § 2, p. 1978 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Demande la parole par motion d'ordre et propose d'ajourner le débat à la prochaine séance, p. 2011. — Déplore que le projet soit discuté en fin de session, déclare qu'il n'est pas possible d'examiner le présent projet en connaissance de cause et d'y déposer des amendements, pp. 2021 à 2022 (17 juillet 1953). — Demande d'ajournement. — Demande d'ajourner la discussion du projet, p. 2024 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2; son amendement tendant à la suppression de la fin de l'article est rejeté, p. 2028 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 2040 (17 juillet 1953).

Gillon, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 756 (25 février 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).

## Gillon (suite)

- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le redressement du réseau routier luxembourgeois et la reconstruction des ponts de cette province, p. 1592 (23 juin 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).
- Glineur, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.
- Doc. — N° 158. Amendements : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953.
- N° 257. — Amendement : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.
- Ann. — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion. — Discours : Déclare que la majorité du pays a désavoué la politique gouvernementale tant en matière sociale qu'en ce qui concerne le réarmement et la répression. — Réclame la dissolution des Chambres, pp. 38 à 39 (13 novembre 1952).
- Proposition de loi tendant à relever, à titre transitoire, la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-loi des 8 janvier et 25 février 1947, et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Déclare que le groupe communiste s'oppose à la motion d'ajournement, pp. 131 à 132 (26 novembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'augmentation de la cotisation et la suppression du plafond, le taux de pension, l'influence de l'augmentation de la cotisation sur les prix de revient et sur les frais généraux de l'industrie et la réduction des exportations, l'octroi de la pension à 60 ans, le minimum vital pour les pensionnés, le rattachement des pensions à l'indice du coût de la vie, la date d'entrée en vigueur de la loi, l'intervention de l'Etat en la matière, déclare que M. Troclet s'est inspiré de certains principes de la proposition communiste, pp. 344, 345 et 346. — Réitère les questions essentielles qu'il a posées et qu'il estime être restées sans réponse, p. 348 (18 décembre 1952). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> qui est rejeté et intervient dans la discussion, p. 356. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article *quater*, pp. 364 et 365. — Dépose un amendement à l'article 5 qui est rejeté, p. 366 (12 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 377 (23 décembre 1952).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — S'abstient au vote, p. 641 (12 février 1953).
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote, p. 643 (12 février 1953).
- Interpellation à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la politique du gouvernement à l'égard des chômeurs et chômeuses et en particulier sur l'application des instructions insérées au *Moniteur belge* du 5 décembre 1952 ». — Demande, p. 214 (10 décembre 1953). — Discussion : Développe son interpellation, analyse la notion de l'emploi convenable et les sanctions prévues, pp. 667 à 669 (17 février 1953).
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les accidents du travail et les estrophiés, la rééducation professionnelle, la Fédération nationale des invalides du travail et de la paix, les pensions de vieillesse, les ouvriers mineurs et les accidents de la mine, la lutte contre les poussières dans les mines, les allocations de chômage et les moyens de résorber le chômage, l'assurance maladie-invalidité, la sécurité sociale, pp. 765 à 772 (25 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Reproche au ministre de n'avoir pas répondu aux questions qu'il lui a posées et souligne le problème des frais d'hospitalisation, pp. 808 à 809 (3 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 21, p. 814; de l'article 28, et dépose un amendement qui est rejeté, p. 816 (4 mars 1953).
- Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les conséquences et les insuffisances de son arrêté du 14 février 1953 réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques ». — Demande, p. 810 (3 mars 1953).

**Glineur (suite)**

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance de la formation professionnelle, l'insuffisance du matériel didactique, les subventions, l'autonomie, les prestations du personnel enseignant, pp. 934 à 935 (19 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'insuffisance du projet, la mobilité du taux des pensions, l'incessibilité de la pension, pp. 972 à 973 (25 mars 1953). — Discussion des articles. — Retire son amendement à l'article 4. — L'amendement est reporté à l'article 10, p. 1001 (26 mars 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pensions du personnel enseignant et les traitements du personnel enseignant primaire et gardien, le développement de la politique culturelle, pp. 1087 à 1088. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1093 à 1094 (23 avril 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1249 (20 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Ficher, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

**Godin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**

**Doc.** — N° 32. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N° 200. Rapport complémentaire : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

N° 284. Second rapport complémentaire : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

N° 335. Troisième rapport complémentaire : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

N° 433. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 32, amendement adopté. — Intervient dans la discussion de cet article, pp. 107 et 108 (25 novembre 1952). — S'abstient au vote, p. 1870 (9 juillet 1953).

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion des articles. — Retire son amendement à l'article 6, p. 573 (5 février 1953).

Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 105, p. 672 (18 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les subventions en matière de prix, l'industrie charbonnière, le plan Schuman, pp. 691 à 692 (19 février 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet; déclare qu'il est logique que les victimes civiles de la guerre 1914-1918 bénéficient du même avantage que celui accordé aux militaires de la guerre 1914-1918, p. 967 (25 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 976 et 977 (25 mars 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1003 (26 mars 1953). — Discussion sur la procédure. — Fait des observations, pp. 1240 à 1241 (20 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 43, p. 1252 (20 mai 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1507 (16 juin 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Demande si les sacrifices consentis assurent notre défense, déclare qu'il est nécessaire de ratifier le traité de la C. E. D., examine l'argument de la constitutionnalité et de l'urgence, soulève la question des divisions allemandes, pp. 1527 à 1528 (17 juin 1953).

**Godin (suite)**

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (Crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'attitude de l'administration des dommages de guerre au cours des années passées, l'application de la loi du 6 février 1950 et de celle du 10 janvier 1950, la différence d'une direction provinciale à l'autre dans le nombre de dossiers restant à liquider, p. 1683 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant le respect de la volonté des citoyens et la volonté d'apaisement en matière linguistique, pp. 1907 à 1908 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1938 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion du § 4 de l'article 6 et dépose un amendement qui vient à tomber, pp. 1984 à 1985. — Intervient dans la discussion du § 5 de l'article 6 et dépose un sous-amendement à l'amendement du gouvernement, qui est rejeté, pp. 1985 à 1987 (16 juillet 1953). — Vote. — Justifie son vote négatif, p. 1993 (16 juillet 1953).

Projet de loi augmentant le nombre des échevins de la ville de Liège. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1996 (16 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Estime que toutes les catégories devraient être traitées sur le même pied, pp. 2012 à 2013 (17 juillet 1953). — Demande d'ajournement : Fait des observations, p. 2025 (17 juillet 1953).

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire par la société anonyme Crédit communal de Belgique aux communes à situation obérée. — S'abstient au vote, p. 2037 (17 juillet 1953).

**Goossens, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

**Doc.** — N° 53. Amendement : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.

N° 152. Proposition de loi tendant à appliquer la législation sur la réparation des dommages de guerre aux dégâts causés par la tempête du 1<sup>er</sup> février 1953.

**Ann.** — Proposition de loi tendant à appliquer la législation sur la réparation des dommages de guerre aux dégâts causés par la tempête du 1<sup>er</sup> février 1953. — Dépose la proposition, p. 553 (4 février 1953).

Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'insuffisance du subside gouvernemental, l'importance des dommages, p. 635 (12 février 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'industrie du textile et du cuir et l'étude des nouveaux débouchés, le prix de revient, la non-observance par nos partenaires des accords commerciaux conclus, la conclusion tardive d'accords avec des pays offrant encore des débouchés commerciaux, le problème Benelux, la lutte contre le chômage, pp. 719 à 721 (24 février 1953).

Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le dédommagement intégral des dégâts, pp. 931 et 932 (19 mars 1953).

Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3 et dépose un amendement, pp. 1235 et 1236 (19 mai 1953). — Amendement adopté, p. 1240 (20 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, pp. 1426 à 1427 (9 juin 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget des rectettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'exécution de travaux communaux en vue de la résorption du chômage, le

**Goossens (suite)**

boulevard de ceinture à Termonde, l'ensablement de la Durme, les dégâts causés par le raz de marée du 1<sup>er</sup> février dernier, l'entretien des digues et l'insuffisance des travaux de dragage, la construction de l'école moyenne de Wetteren, p. 1602 (24 juin 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Gribomont**, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la présente loi est limitée à certaines catégories et est insuffisante, critique la hâte excessive apportée à l'examen du projet, pp. 2014 à 2015 (17 juillet 1953). — Demande d'ajournement. — Vote : S'abstient au vote, p. 2025 (17 juillet 1953).

**H**

**Hanquet**, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

*Doc.* — N° 48. Amendement : Proposition de loi relative aux archives.

N° 245. Rapport : Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

*Ann.* — Réélu secrétaire, p. 5 (11 novembre 1952).

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 88 et 89 (20 novembre 1952).

Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Demande le renvoi en commission pour l'examen de son amendement, pp. 122 et 123 (26 novembre 1952). — Discussion de l'article 1<sup>er</sup>. — Retire son amendement, p. 126 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Demande si l'on ne peut considérer la constitutionnalité des subsides comme une chose acquise. — Reprend quelques arguments relatifs à la doctrine et à la jurisprudence, souligne les dissentiments quant à l'interprétation à donner au Fonds Vanderpoorten, demande l'établissement d'un fonds de construction auquel les établissements d'enseignement moyen pourraient emprunter l'argent nécessaire à un taux réduit, examine l'organisation et le rôle des commissions mixtes, pp. 192 à 195 (9 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Appuie les observations présentées par M. Ancot, demande certains éclaircissements au sujet du retour définitif au droit commun et du relèvement du plafond des loyers, pp. 298 à 299 (17 décembre 1952).

Demands de naturalisation. — Scrutin : appuie la demande de M. Vermeylen, p. 518 (3 février 1953).

Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 105, p. 673 (18 février 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, des représentants nationaux et du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant la tutelle exercée par le comité supérieur du Conseil supérieur de l'enseignement

**Hanquet (suite)**

technique, p. 911 à 912. — Souligne l'aspect social du projet, fait des observations au sujet du programme des cours et de l'enseignement de la seconde langue nationale, demande la simplification de la pratique administrative, pp. 912 à 914 (18 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Demande si les modifications envisagées intéressent uniquement les victimes civiles de la guerre 1914-1918, p. 968. — Concernant la notion de soutien, la compétence de l'Office médico-légal, p. 973 (25 mars 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les vacances scolaires, la prolongation de la scolarité, l'enseignement primaire et les fournitures classiques, le remboursement des frais de chauffage, la pension des professeurs religieux de l'enseignement primaire, l'Unesco, pp. 1033 à 1035 (21 avril 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la déconcentration, le choix de professeurs, la hiérarchie existant dans le corps professoral, la tâche comptable confiée au conseil du patrimoine universitaire, les bibliothèques universitaires, pp. 1044 à 1045. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 63, p. 1061 (22 avril 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion générale. — Discours : souligne l'importance du cinéma, fait des observations au sujet des bandes de lancement, de la commission de contrôle, de l'action des parquets, pp. 1169 à 1170 (5 mai 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de légiférer en matière de probation avant et après le jugement; l'ampleur démesurée donnée à la législation professionnelle et réglementaire; les transactions en matière de contravention de roulage, pp. 1305 à 1306.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'électrification du réseau de Louvain-Liège, la gare de Liège-Guillemins, p. 1659 (25 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (Crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la suppression de la limite de patrimoine pour les personnes âgées de 65 ans et plus, la situation du monument interallié de Cointe, p. 1679 (30 juin 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : constate que la défense des prévenus sur le plan civil a été mal assurée, que certains ont été condamnés à des dommages-intérêts énormes et que des pénalisations effectives ont été accumulées; estime que la loi est saine, malgré les risques qu'elle comporte; demande que des mesures plus larges soient prises en faveur des victimes de la guerre et que des instructions soient données aux commissions de victimes de la guerre, pp. 1789 à 1791 (7 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les recensements linguistiques, la création d'une frontière linguistique immuable, le régime du bilinguisme, la politique d'apaisement, pp. 1897 à 1898 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1932 à 1933 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1976 (16 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Critique le système des abattements tel qu'il est présenté, appuie le point de vue de M. Godin, pp. 2013 à 2014 (17 juillet 1953).

**Harmegnies**, sénateur des arrondissements de Mons et de Soignies.

*Doc.* — N° 286. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

N° 367. Amendements : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953.

N° 388. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953.

N° 430. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales.

*Ann.* — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion. — Discours : Répond au comte d'Aspremont Lynden, p. 45 (13 novembre 1952).

## Harmegnies (suite)

- Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Demande à M. le ministre des finances si réellement il a déclaré qu'il fallait la contrepartie des 600 millions de francs qu'exigerait le rajustement des pensions, p. 133 (26 novembre 1952).
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions, pp. 148 (27 novembre 1952).
- Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les invalides de l'armée du temps de paix, p. 243 (11 décembre 1952).
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les contributions frappant les femmes mariées qui ont une occupation salariée ou autre, les conséquences néfastes qui résulteront du projet de loi en matière de revenu fiscal, déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre; la solution urgente que nécessite le problème des finances communales, pp. 269 à 271 (16 décembre 1952). — Estime que le premier ministre répond de manière insatisfaisante aux questions concernant : le montant du revenu national, l'injustice qui existe en matière fiscale pour les femmes mariées, le budget pour ordre, les finances communales, p. 341 (18 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 367 (23 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la crise du logement existe dans toutes les régions peuplées et que le moyen le plus simple d'y mettre fin consiste dans la construction de maisons modestes, demande la reconduction pure et simple de la loi existante, pp. 289 à 290 (17 décembre 1952). — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 355 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le reclassement des communes, la nomination des bourgmestres, les indemnités de milice, l'encouragement à l'art musical populaire, la cité administrative du Hainaut, les finances communales, le Fonds d'assistance, le Fonds des communes, l'union des villes, la revision cadastrale, les intercommunales et les travaux communaux, pp. 401 à 404 (21 janvier 1953).
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour la travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 574 (5 février 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le subside du gouvernement est insuffisant et que les sinistrés de l'intérieur du pays doivent être admis à la répartition des secours du Fonds national, p. 633 (12 février 1953).
- Projet de loi abolissant en faveur des certains créanciers de l'Etat, les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1<sup>er</sup> janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 642 (12 février 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la distribution d'eau, les maisons destinées aux vieux ménages, l'amélioration des logements et la lutte contre les taudis, l'assistance publique, pp. 647 à 648 (12 février 1953).
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la revision du revenu industriel, le régime fiscal des femmes mariées appointées ou salariées, les retenues faites à la source en ce qui concerne les chômeurs et les malades, la perception des arriérés, les additionnels communaux et provinciaux sur l'impôt foncier, les bureaux de l'enregistrement, pp. 664 à 665. — Fait des observations, pp. 665 à 666 (17 février 1953).
- Interpellation à M. le ministre des travaux publics et M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière. Demande, p. 744 (24 février 1953). — Incident : insiste sur le fait que l'urgence a été demandée pour cette interpellation et demande qu'elle ait lieu avant qu'il ne soit pris d'arrêté en la matière, p. 824 (4 mars 1953). — Discussion. — Discours : développe son interpellation, pp. 849 à 851. — Fait des observations con-

## Harmegnies (suite)

- cernant l'Office de la circulation routière et la sécurité routière, pp. 858 à 859 (10 mars 1953). — Vote sur les ordres du jour proposés en conclusion de l'interpellation. — Fait des observations, p. 870 (11 mars 1953).
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1953 et budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la création de nouveaux impôts et les économies à réaliser, pp. 829 à 830 (4 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).
- Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1174 (6 mai 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 sur les finances provinciales et communales. — Dépose la proposition, p. 1216 (19 mai 1953). — Demande l'urgence par motion d'ordre, pour la discussion de la proposition de loi, p. 1546 (18 juin 1953). — Ajournement. — Discours : Demande l'ajournement de la discussion, p. 1716 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Ajournement. — Discours : Demande l'ajournement de la discussion, pp. 1731 à 1732 (2 juillet 1953). — Incident. — M. le président ayant proposé un ordre du jour, demande que la proposition de loi soit discutée en premier lieu et demande le vote par appel nominal, p. 1745 (2 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité d'apporter une solution urgente aux difficultés financières des communes, les charges découlant de la revalorisation des barèmes des fonctionnaires provinciaux et communaux, la majoration du Fonds des communes et du Fonds d'assistance, la fiscalité communale, pp. 1764 à 1766. — Reproche au ministre d'avoir éludé la plupart des questions posées, p. 1774 (7 juillet 1953).
- Demande l'urgence, par motion d'ordre, pour la discussion de la proposition de loi relative aux finances provinciales et communales, p. 1546 (18 juin 1953). — Ajournement. — Discours : Demande l'ajournement de la discussion, p. 1716 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : les économies et réductions en matière d'indemnités de chômage, les économies prévues au budget de la santé publique et les indemnités aux séquestrés à domicile, les difficultés des communes, la résorption du chômage, la majoration de la taxe sur l'essence, pp. 1336 à 1337 (28 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Projet de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéficiaires affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 24, pp. 1543 à 1544 (18 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : le canal de Nimv-Blaton, la traverse de Villerot; la création d'un Fonds des grands travaux, les écluses-bouchons d'Antoing et de Gand, les bâtiments du gouvernement provincial du Hainaut, l'athénée de Binche, les inondations de Quaregnon, le problème routier et l'éclairage des routes, les distributions d'eau, pp. 1577 à 1579 (23 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement à l'article 484, p. 1628. — Dépose un amendement à l'article 499, p. 1628. — Dépose un amendement à l'article 506, p. 1628 (24 juin 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Ses amendements aux articles 484, 499 et 506 du tableau sont rejetés, p. 1651 à 1653. — Discussion des articles du projet de loi. — Fait des observations, p. 1653 (25 juin 1953). — Proteste, par motion d'ordre, contre l'examen précipité des budgets déposés à la Chambre depuis plusieurs mois. Déclare que le gouvernement n'ait pas fait le nécessaire pour faire avancer les travaux, p. 1650 (25 juin 1953).



## Harmegnies (suite)

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Discours : Appuie la demande d'ajournement de M. Cornez, p. 1715 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi relatif aux taxes communales sur « les maisons de logement » ou « taxes de séjour ». — Fait des observations, p. 1716 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil. — Dépôt et prise en considération : Fait des observations, p. 1731 (2 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Ajournement. — Discours : Demande l'ajournement de la discussion, p. 1774 (7 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'incidence de la majoration des barèmes sur les budgets communaux, les crédits alloués aux grandes villes, le fonds spécial, la réforme de l'assistance publique, la majoration du Fonds des communes et la répartition entre les communes ayant fourni un effort fiscal suffisant, pp. 1801 à 1802 (8 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> et dépose un amendement, dont le vote est réservé, p. 1803 (8 juillet 1953). — Son amendement est rejeté, p. 1866 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. Discours : Critique le projet de loi, pp. 1905 à 1906 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1937 et 1939 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 2, § 2, pp. 1977 à 1978 (16 juillet 1953).

## Harmel, ministre de l'instruction publique.

Ann. — Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 124 à 125 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Marque son accord, p. 170. — Discussion générale. — Discours : Expose les buts de la loi sur les commissions mixtes : la conciliation des points de vue, l'entente des représentants de l'enseignement public et de l'enseignement libre sur les problèmes de structure de l'enseignement, la neutralité politique de l'enseignement, souligne l'organisation des différentes commissions et les écueils à éviter en ce qui concerne leur composition, la démission de sa responsabilité par le ministre et les chances égales à accorder à chaque enseignement, expose également les buts sociaux de la loi sur l'enseignement moyen, la possibilité d'une option entièrement libre, indépendante des impératifs économiques, l'octroi aux professeurs laïcs de l'enseignement moyen libre d'un standing décent, la garantie de la qualité de l'enseignement moyen libre subventionné, pp. 170 à 173 (3 décembre 1952). — Motion d'ordre de M. Crommen. — Déclare que la réponse n'a pu être fournie étant donné les statistiques détaillées qu'elle exige, dit que les questions posées n'ont rien de commun avec le projet de loi sur l'enseignement moyen, p. 191 (9 décembre 1952). — Reprise de la discussion générale. — Discours : Répond aux réflexions faites par MM. Gillon et Hoste, pp. 213 à 214 (10 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 215 à 217. — Dans la discussion de l'amendement tendant à l'insertion d'un article 4bis (nouveau), p. 218. — De l'article 12, p. 222 (10 décembre 1952).

Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 224 ; de l'article 3, p. 225 ; de l'article 5, p. 226 (10 décembre 1952).

Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions posées, p. 227 (10 décembre 1952).

Sur motion d'ordre de M. Baur, déclare qu'il ne reste plus que le parachèvement à faire et que l'hôpital universitaire pourra fonctionner au cours de l'année 1953, déclare que plusieurs problèmes ont surgi en ce qui concerne l'utilisation de l'hôpital et sa gestion autonome avec le concours d'un certain nombre d'organismes, pp. 262 à 263 (16 décembre 1952).

SENAT. — TABLE DES ORATEURS ET AUTEURS. — 1952-1953.

## Harmel (suite)

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Dépose le projet, p. 349 (18 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Fait l'historique de la loi et expose les innovations apportées par le présent projet, répond aux critiques formulées au cours du débat, pp. 936 à 938. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 939 ; de l'article 9, p. 940, et de l'article 15, p. 941. — Intervient dans la discussion relative à l'insertion d'un article 20bis nouveau, proposé par M. Rolland, pp. 942 et 943. — Intervient dans la discussion de l'article 21, p. 944 ; de l'article 28, pp. 946 à 947 ; de l'article 30, pp. 948 et 949 ; de l'article 36, p. 950, et de l'article 42, p. 951. — Intervient dans la discussion relative à l'insertion d'un article 72bis, proposé par M. Rolland, p. 955 (19 mars 1953).

Projet de loi modifiant en faveur des enfants des chefs et des membres du personnel diplomatique, des consuls de carrière étrangers et des membres étrangers du personnel non diplomatique : 1<sup>o</sup> la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, et 2<sup>o</sup> les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Discussion générale. — Expose la portée du projet, p. 866 (11 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions de la convention internationale du 26 juin 1948 pour la protection des œuvres littéraires artistiques. — Dépose le projet, p. 956 (19 mars 1953).

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement moyen à l'étranger. — Renvoi en commission. — Déclare que le retard dans la discussion de ce projet est imputable au fait que des renseignements ont dû être demandés à l'étranger, p. 956 (19 mars 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la création du conseil d'administration de l'université, la distinction entre professeurs ordinaires et extraordinaires, les nominations de professeurs, le recours contre les délibérations du conseil d'administration et du conseil académique, pp. 1047 à 1048. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 1049 et 1050 ; de l'article 12, p. 1051 ; de l'article 25, pp. 1053 à 1054 ; de l'article 36, pp. 1055 à 1056 ; de l'article 52, p. 1058, et de l'article 63, pp. 1061 à 1062. — Demande d'apporter une correction d'ordre purement matériel à l'article 17, p. 1063 (22 avril 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953 et interpellation de Mme Vandervelde à M. le ministre de l'instruction publique « sur : 1<sup>o</sup> les mesures qu'il a prises ou compte prendre à la suite des agissements d'un professeur à l'école ménagère libre de Gosselies, soumise à l'inspection de l'Etat, qui, en violation des lois réglementant la matière, a procédé à des expériences de vivisection ; 2<sup>o</sup> les mesures que compte prendre M. le ministre de l'instruction publique pour empêcher que de pareils faits ne se reproduisent ». — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1041 (21 avril 1953). — Examine le problème de la promotion culturelle et fait part de la reconstitution des conseils culturels, soulève la question de l'enseignement des langues et des langues de l'enseignement dans les régions de la frontière linguistique, répond aux questions qui ont été soulevées par les orateurs, pp. 1077 à 1081, 1087 et 1090 à 1093 (23 avril 1953). — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 22 (chap. II, sect. I), p. 1155 ; de l'article 7 (chap. II, sect. II), p. 1156 ; de l'article 22 (chap. II, sect. VIII), p. 1157 (5 mai 1953).

Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant les formules techniques et financières les plus adéquates aux besoins actuels et les avantages que présente la création d'un Fonds de construction englobant tous les secteurs de l'enseignement ; répond aux remarques formulées au cours du débat, pp. 1272 à 1273. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1274 (21 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le but du présent projet est d'étendre aux instituteurs le bénéfice des avantages accordés déjà aux autres agents de l'Etat, p. 1440 (9 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1445 et 1446 (9 juin 1953), et pp. 1453 à 1454 (10 juin 1953).

Projet de loi sur l'enseignement artistique. — Dépose le projet, p. 1676 (25 juin 1953).

Proposition de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, pp. 1738 à 1739 (2 juillet 1953).

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant. — Dépose le projet, p. 1877 (9 juillet 1953).

**Héger, ministre de l'agriculture.**

**Ann.** — Projet de loi sur la pêche fluviale. — Dépose le projet, p. 397 (20 janvier 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : les arrêtés d'exécution donnant les modalités d'application, le problème de l'affermage et celui des licences, p. 1278 (21 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 5, 8, 10, 15, 18, 24, 29, 32, 38, 40 et 41, pp. 1422 à 1436 (9 juin 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 et interpellation de M. Sledsens à M. le ministre de l'agriculture « sur la situation de la culture des fleurs à couper et sur les mesures qui s'imposent afin de sauver cette culture de la ruine. — Discussion générale. — Discours : Examine le problème des fleurs à couper, souligne sa complexité et les difficultés d'arriver à une solution, fait état des efforts entrepris, pp. 433 à 434 (22 janvier 1953). — Répond aux observations formulées par MM. Sobry et Sledsens, déclare que les inondations posent de graves problèmes en ce qui concerne les waterings, les dégâts causés par l'eau salée et les pertes de bétail, déclare que des mesures ont été prises immédiatement d'accord avec les autres départements ministériels, examine les questions soulevées à l'occasion de la discussion du budget et qui concernent la politique agricole dans le cadre européen, l'accroissement de la production agricole étudié par la commission de l'agriculture et du ravitaillement de l'O. E. C. E., l'assainissement et le défrichement des terres, l'amélioration de l'outillage agricole, l'utilisation des engrais, la lutte contre les maladies, la recherche scientifique et la vulgarisation agricole, les fermes démonstratives, les cours postsecondaires, l'élevage chevalin, la production laitière, la politique laitière tendant à augmenter la consommation du lait et la propagande faite dans ce domaine, les prix de direction, la répression de la fraude, l'élevage porcin, les installations d'eau potable, la production de la betterave sucrière et les problèmes qui se posent dans ce domaine, l'horticulture, la culture fruitière, le rendement de l'agriculture, les prix agricoles, le problème Benelux, le Plan vert, pp. 521 à 528 (3 février 1953). — Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 543 à 544 (4 février 1953). — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 26, p. 549 (4 février 1953). — Discussion des articles du projet de loi. — Intervient dans la discussion de l'article 5 (nouveau), p. 550 (4 février 1953).

Interpellation de M. De Stobbeir à M. le ministre de l'agriculture « sur l'intoxication des porcs ou la peste porcine dans la région de Wetteren et de Lokeren ». — Discussion. Discours : Répond aux arguments avancés, déclare que ses services sont intervenus avec toute la diligence voulue et que les mesures appliquées actuellement en matière de circulation des animaux seront levées dès que les examens en cours prouveront qu'il ne s'agit pas de peste porcine, pp. 1280 à 1281 (21 mai 1953).

**Holvoet, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.**

**Ann.** — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 et interpellation de M. Sledsens au ministre de l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant la diminution des crédits inscrits au budget, la concurrence étrangère, la mécanisation de nos entreprises agricoles et leur organisation commerciale, les taxes qui frappent l'élevage, p. 437 (22 janvier 1953).

**Hoste, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 76 (19 novembre 1952); de l'article 7, pp. 85, 87 (20 novembre 1952).

Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Concernant les locaux et la destruction des archives, p. 123 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Analyse les dispositions des projets de loi, insiste sur la liberté dans le choix du régime scolaire et sur l'insuffisance des crédits pour la construction d'établissements scolaires, pp. 211 à 212 (10 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de MM. Roland et Mazereel tendant à l'insertion d'un article 4bis (nouveau), pp. 218 (10 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 357. — S'abstient au vote de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4quinquies, p. 366 (23 décembre 1952).

**Hoste (suite)**

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 371 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation financière de la ville de Bruxelles, la crise du logement, l'autonomie communale et la décentralisation, pp. 399 à 401 (21 janvier 1953).

Proposition de résolution concernant l'institution d'un Conseil interparlementaire consultatif. — Dépose la proposition, p. 519 (3 février 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 844 (10 mars 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Observations concernant l'organisation de l'enseignement technique et l'enseignement de la seconde langue nationale, pp. 901 à 902 (17 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 28, p. 947 (19 mars 1953).

Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 989 (26 mars 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les subsides à l'enseignement primaire, les bâtiments de l'Université de Gand, les échanges culturels internationaux, l'U. N. E. S. C. O. et le Collège de l'Europe, p. 1033 (21 avril 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les difficultés sur le plan Benelux, l'institution d'un organisme en vue de la coordination de la politique économique, sociale et financière des Pays-Bas et de l'Union belgo-luxembourgeoise et d'un Conseil interparlementaire consultatif pour les trois pays, l'influence des petits pays et la sauvegarde de leur culture et de leur personnalité, la Communauté charbon-acier, la Communauté de défense, le problème de la constitutionnalité des institutions politiques internationales et la révision de la Constitution, pp. 1133 à 1135 (30 avril 1953).

Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la responsabilité partagée par le ministre de l'instruction publique et le ministre des travaux publics en matière de bâtiments scolaires, le recrutement d'employés temporaires, pp. 1271 et 1273 (21 mai 1953).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. Incident créé par M. Harmegnies. — S'abstient au vote de la proposition faite par M. le président, p. 1745 (2 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la portée générale du projet, auquel il déclare se rallier, les recensements linguistiques, l'esprit d'objectivité nécessaire à la discussion du projet de loi et à l'application pratique de la loi, pp. 1872 à 1873 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1980, et du § 4 de l'article 6, p. 1983 (16 juillet 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le caractère pratique à donner aux examens, p. 2010 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Houben, sénateur provincial du Brabant.**

**Doc.** — N° 413. Rapport. Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 9 mars 1951.

**Ann.** — Validation de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 101 (25 novembre 1952).

Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Dépose le rapport, p. 1727 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1743 et 1750; de l'article 6, pp. 1751 à 1753; de l'article 7, p. 1753 (2 juillet 1953).

**Houben (suite)**

Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Concernant le respect des normes juridiques dans la législation sociale, la personnalité juridique des fonds de sécurité d'existence, les arrêtés royaux portant modification aux Fonds de sécurité d'existence, p. 1756 (2 juillet 1953). — Discussion des articles, intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1757, et de l'article 2, p. 1761 (2 juillet 1953).

**Huart**, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

**Ann.** — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Dépose un ordre du jour exprimant la confiance au gouvernement, p. 27 (12 novembre 1952).

Proposition de loi relative aux archives. — S'abstient au vote, p. 146 (27 novembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — S'abstient au vote, p. 377 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Interpellation de MM. Coutonvax, Chot et Meunier à M. le ministre de l'intérieur. — Discussion. — Discours : Approuve la nomination faite par le ministre de l'intérieur, p. 927 (18 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**J**

**Jadot**, sénateur provincial du Luxembourg.

**Ann.** — Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la liquidation des dommages de guerre et le projet de loi prévoyant le paiement des sinistrés au moyen d'obligations, la réparation des dommages de guerre dans la province de Luxembourg, pp. 1680 à 1681 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Janssen**, ministre des finances.

**Ann.** — Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de retraite à mettre à la disposition de l'État une somme de 100 millions de francs au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Répond à M. Harmegnies que l'observation qu'il a faite au sujet des 600 millions nécessaires au rajustement des pensions a été faite au sujet des pensions civiles et militaires, p. 133 (26 novembre 1952).

Motion d'ordre de M. Dautrepoint. — Regrette son retard, p. 140 (27 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Est d'accord avec le mode d'interprétation de M. Ronse, p. 141 (27 novembre 1952).

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions posées et examine, tant au point de vue politique et financier que du point de vue administratif, les arguments favorables ou défavorables à la méthode de comptabilité inaugurée l'année dernière, demande d'approuver la nouvelle méthode, pp. 146 à 148. — Dit que la loi De Gryse n'a rien de commun avec le présent budget, p. 148 (27 novembre 1952).

Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 244 à 245 (11 décembre 1952).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 367 (23 décembre 1952).

**Janssen (suite)**

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'État. — Discussion générale. — Discours : Précise la portée du projet, pp. 582 à 583 (5 février 1953).

Proposition de loi abolissant, en faveur de certains créanciers de l'État, les prescriptions ou déchéances accomplies, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'État. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement se rallie au texte proposé par la commission, p. 585 (5 février 1953).

Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles. — Discussion générale. — Discours : Se rallie aux considérations développées par M. Sobry, p. 645 (12 février 1953).

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Répond aux questions qui ont été soulevées, pp. 665 à 666 (17 février 1953).

Motion d'ordre de M. Gillon, qui demande les précisions quant au mode de financement de la remise en état des régions sinistrées et l'utilisation éventuelle des crédits destinés à la réparation des dommages de guerre, p. 758 (25 février 1953), et de M. Adam, qui insiste pour qu'on hâte la liquidation des indemnités de dommages de guerre. — Discours : Déclare qu'il n'est pas question de modifier la législation sur les dommages de guerre ni de réduire les indemnités auxquelles les sinistrés de la guerre 1940-1945 ont légitimement droit, p. 759 (25 février 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Discussion générale. — Discours : Répond à la question qui lui a été posée par le rapporteur, p. 818 (4 mars 1953).

Budget de la dette publique pour l'exercice 1953 et budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Répond aux remarques formulées au cours de la discussion, examine les conditions d'une politique financière saine, pp. 825 à 829 (4 mars 1953).

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 876 (11 mars 1953).

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président à la mémoire de S. M. la reine Mary de Grande-Bretagne, p. 963 (25 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement est d'accord sur le texte adopté à l'unanimité par la commission, mais qu'il ne peut suivre les auteurs d'amendements, pp. 974 à 975 (25 mars 1953).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : les abus des crédits supplémentaires, le recours à l'emprunt, les dépenses résultant du raz de marée, le déblocage de l'emprunt d'assainissement monétaire et l'intervention des parastataux, la question des chemins de fer, la stabilité financière et monétaire, pp. 1337 à 1339 (28 mai 1953).

Projet de loi relatif à l'abandon par l'État de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre. — Dépose le projet, p. 1595 (23 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'exécution du programme militaire établi en 1949, l'équilibre entre tous les secteurs économique, social et militaire, la stabilité financière et l'étalement des dépenses militaires, pp. 1620 à 1623 (24 juin 1953).

Projet de loi modifiant le code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le renforcement du contrôle et l'amélioration des méthodes de contrôle, la remise des amendes infligées à ceux qui déclareront spontanément les irrégularités commises, pp. 1883 à 1884. — Répond aux critiques formulées aux cours du débat, pp. 1889 à 1900 (14 juillet 1953). — Discussion des articles, intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1890 (14 juillet 1953).

Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'importance de l'arriéré fiscal, le renforcement du contrôle et l'augmentation du rendement, pp. 1917 à 1918 (15 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1920 (15 juillet 1953).

**Janssen (suite)**

- Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes, et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1959 (16 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1964 à 1965 (16 juillet 1953).
- Projet de loi relatif à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations formulées par M. Cornez, p. 1967 (16 juillet 1953).
- Projet de loi fixant la limite assignée à l'émission de monnaies divisionnaires. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1970 (16 juillet 1953).

**Jespers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.**

- Doc.** — N° 51. Rapport : Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges.
- N° 194. Rapport + annexes : Projet de loi organique de l'enseignement technique.
- N° 499. Rapport : Projet de loi sur l'enseignement artistique.
- Ann.** — Réélu secrétaire, p. 5 (11 novembre 1952).
- Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 17, p. 94 (20 novembre 1952).
- Validation des pouvoirs de M. Houben. — Donne lecture, dans les deux langues nationales, du rapport concluant à l'admission de M. Houben comme membre du Sénat, p. 101 (25 novembre 1952).
- Rapport de la commission des finances concernant le projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs au plus payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse d'Épargne. — Dépôt : Fait des observations, p. 128 (26 novembre 1952).
- Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Dépose le rapport, p. 140 (27 novembre 1952).
- Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet a trait à la législation sociale et que comme tel il aurait dû être examiné par la commission du travail et de la prévoyance sociale et non pas par la commission de la justice, p. 371 (23 décembre 1952).
- Admission de M. Somers comme membre du Sénat. — Donne lecture de son rapport en langue flamande, p. 684 (19 février 1953).
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le chômage, la création d'industries en pays flamand, la réglementation de l'apprentissage, le problème des classes moyennes et l'industrie diamantaire, l'aide à l'industrie belge du film, pp. 717 à 719 (24 février 1953).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Dépose le rapport, p. 831 (4 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Commente le projet, p. 887 (17 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 939; de l'article 9, p. 940; de l'article 20bis nouveau, p. 943; de l'article 28, pp. 947 à 948, et de l'article 42, p. 951 (19 mars 1953).
- Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Ajournement. — S'oppose à l'ajournement de la discussion, p. 997 (26 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 9, pp. 1178 à 1179 (6 mai 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Ajournement. — Demande la parole par motion d'ordre et propose d'ajourner la discussion à une séance ultérieure, pp. 1003 à 1004 (26 mars 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'emploi des langues dans l'enseignement, la situation linguistique dans les services du département, le Conseil supérieur de l'éducation populaire, le répertoire de lecture, la création des deux opéras nationaux, les monographies d'art belge, les écoles froebeliennes et l'enseignement normal froebelien, le problème des instituteurs en surnombre, l'Unesco, p. 1084 (23 avril 1953).
- Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Fischer, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — Discussion générale. — Discours : Approuve, au nom de son groupe, la mesure de gratitude que constitue l'octroi de ces pensions, p. 1262 (21 mai 1953).
- Validation des pouvoirs de M. le sénateur Philips. — Donne lecture de son rapport, p. 1386 (3 juin 1953).

**Jespers (suite)**

- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi sur l'enseignement artistique. — Dépose le rapport, p. 2041 (17 juillet 1953).

**K****Kluyskens, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

- Doc.** — N° 204. Rapport : Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.
- N° 344. Amendement subsidiaire : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.
- N° 403. Amendement : Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre I<sup>er</sup> titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal.
- N° 432. Amendement : Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux.
- N° 440. Amendement : Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949.
- Ann.** — Projet de loi modifiant la compétence d'attribution et la compétence territoriale en matière alimentaire. — Discussion générale. — Discours : Souligne les modifications apportées par le projet aux dispositions légales en vigueur, p. 114 à 115 (25 novembre 1952).
- Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Discours : S'étonne que l'on n'ait par remarqué plus tôt l'erreur de procédure et que le gouvernement n'ait pas pris l'initiative de la réparer, critique la rédaction du texte et les pouvoirs trop étendus accordés au directeur général et au directeur général adjoint, souligne les lacunes que présente le projet de loi, p. 369 à 371 (23 décembre 1952).
- Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Dépose le rapport, p. 851 (10 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Analyse les améliorations apportées à la législation en vigueur par le texte de la commission, qui est plus large que la proposition de M. Jespers, déclare que le projet constitue une mesure de protection de la jeunesse et non pas une mesure de censure, pp. 995 à 996 (26 mars 1953). — Expose la portée des modifications apportées à la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, pp. 1164 à 1165 (5 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1174 à 1175; de l'article 4, pp. 1175 et 1176. — Dépose un amendement à l'article 9, amendement qui tombe, p. 1178. — Intervient dans la discussion de l'article 10, pp. 1180 et 1181 (6 mai 1953).
- Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen. — Estime que le principe de l'immunité parlementaire, basé sur une double considération, doit être maintenu intégralement quelle que soit la nature du fait imputé au membre du parlement, pp. 1027 à 1028 (21 avril 1953).
- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la décentralisation, la distinction entre professeurs ordinaires et extraordinaires, p. 1048. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, pp. 1050 à 1051 (22 avril 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 1225 à 1227 (19 mai 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 97) concernant les travailleurs migrants, et des annexes, révisées à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1255 (20 mai 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion des

**Kluyskens (suite)**

articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5 et dépose un sous-amendement à l'amendement de MM. Cornez et Lacroix, pp. 1488 à 1490 (11 juin 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 5; son amendement est adopté, pp. 1503 à 1505 (16 juin 1953). — Demande de renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1862 (9 juillet 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 5 et dépose un amendement, qui est rejeté, pp. 1864 à 1866 (9 juillet 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Se déclare d'accord avec le principe du projet de loi, mais est d'avis qu'il faut insérer dans la loi des critères d'ordre social et d'équité garantissant une juste application du projet; estime qu'il faut fixer, en matière de dommages-intérêts, un montant forfaitaire; demande que des mesures soient prises au profit des victimes de la guerre, p. 1788 (7 juillet 1953). — Ajournement. — S'abstient au vote, p. 1861 (9 juillet 1953).

Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux. — Discussion des articles. — Dépose des amendements aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 7, 9 et 10, dont le vote est réservé, pp. 1838 à 1845 (9 juillet 1953). — Ces amendements sont adoptés, pp. 1942 à 1947 (15 juillet 1953).

**Knops, sénateur coopté.**

*Ann.* — Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

## L

**Lacroix, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.**

*Doc.* — N° 149. Amendement : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

N° 257. — Amendements : Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

*Ann.* — Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et retire son amendement, p. 573. — Dépose un amendement à l'article 12 et intervient dans la discussion, p. 574 (5 février 1953). — Retire son amendement à l'article 12, p. 593 (10 février 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 3, p. 976 (25 mars 1953). — Dépose un amendement à l'article 7, p. 1002 (26 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1249 (20 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, pp. 1426 à 1427 (9 juin 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 2, qui est rejeté, p. 1488. — Dépose un amendement à l'article 5, p. 1490. — Dépose un amendement à l'article 17, p. 1494 (11 juin 1953). — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 20bis (nouveau), qui est rejeté, p. 1497. — Dépose un amendement à l'article 23, qui est rejeté, p. 1499. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 27bis nouveau, qui est rejeté, p. 1501. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 27ter, qui est rejeté, p. 1502. — Son amendement à l'article 5 est rejeté, p. 1504. — Son amendement à l'article 17 est rejeté, p. 1507 (46 juin 1953).

**Lacroix (suite)**

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'avancement de la liquidation des dommages de guerre, le montant des dépenses qui seront affectées en 1953 pour la réparation des dommages de guerre pp. 1681 à 1683 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'examen de substitut-auditeur du Conseil d'Etat, les instituteurs et les diplômés délivrés aux élèves ayant suivi un enseignement du soir et du dimanche, p. 2010 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952, relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950, relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Déclare la modification apportée au mode de paiement en vigueur, demande qu'on mette fin aux révisions continuelles et déclare que le projet est imparfaitement étudié, p. 2014 (17 juillet 1953). — Demande d'ajournement. — Vote. S'abstient au vote, p. 2025 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Lagae, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant la compétence d'attribution et la compétence territoriale en matière alimentaire. — Discussion générale. — Discours : Se déclare d'accord avec la commission, p. 115 (25 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Success le 6 avril 1950. — Discussion générale. — Discours : Marque son accord à l'amendement de M. Rolin, p. 117 (25 novembre 1952).

Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre 1<sup>er</sup>). — Discussion et vote des articles. — Renvoi en commission. — Demande que le vote sur l'ensemble du projet de loi ait lieu en même temps que celui sur le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire. — Renvoyé en commission, p. 874 (11 mars 1953). — S'abstient au vote, p. 896 (17 mars 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la distribution tardive du rapport, le projet de loi relatif à la probation, les modifications à apporter à notre droit pénal en matière d'incendie criminel, d'escroquerie, d'avortement, de logements et terrains de camping, pp. 1307 à 1308 (27 mai 1953).

**Lambotte (Mme), sénateur provincial d'Anvers.**

*Doc.* — N°s 121, 184 et 363. Rapport : Demandes de naturalisation. N° 385. Rapport : Projet de loi relatif à la taxe de résidence applicable à certains étrangers.

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Prend la parole au sujet d'un fait personnel relatif à l'ouverture d'une école moyenne à Merksem, p. 197 (9 décembre 1952).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 349 (18 décembre 1952). — Scrutin : Fait des observations, pp. 517 à 518 (3 février 1953).

Validation des pouvoirs de M. le sénateur Gilson. — Donne lecture de son rapport, p. 756 (25 février 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant la formation familiale et ménagère des jeunes filles, pp. 915 à 916 (18 mars 1953).

Projet de loi relatif à la taxe de résidence applicable à certains étrangers. — Dépose le rapport, p. 1596 (23 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet tend à donner satisfaction aux gouvernements étrangers ayant demandé l'abaissement, à titre de réciprocité, de la taxe de résidence, à modifier les critères à l'égard de certains étrangers et à coordonner la législation relative aux étrangers, p. 1701 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Lapaille, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.**

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**Lapaille (suite)**

- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation lamentable dans l'industrie de la pierre, pp. 738 à 739 (24 février 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'amélioration du réseau routier et l'aménagement des accotements, la reconstruction du pont d'Esneux, l'utilisation de la pierre belge, pp. 1598 à 1600 (24 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Laurens, sénateur provincial d'Anvers.**

- Ann.* — Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Ledoux, sénateur provincial de Namur.**

- Ann.* — Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Leemans, sénateur provincial d'Anvers.**

- Doc.* — N° 73. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier et compléter le § 2 de l'article 3 de la loi du 2 décembre 1950, modifiant les articles 4, 17 et 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.
- N° 222. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
- N° 261. Rapport : Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales.
- N° 292. Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953.
- N° 362. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière.
- N° 463. Proposition de loi portant modification de la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière.
- Ann.* — Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 31, p. 104 (25 novembre 1952).
- Proposition de loi tendant à modifier et compléter le § 2 de l'article 3 de la loi du 2 décembre 1950 modifiant les articles 4, 17 et 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Dépose le rapport, p. 188 (3 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Dépose le rapport, p. 956 (19 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications à apporter à la législation relative aux conseils d'entreprises, p. 980 (25 mars 1953). — Répond aux observations formulées par M. Troclet, pp. 1186 à 1187 (6 mai 1953).
- Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Dépose le rapport, p. 1094 (23 avril 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1232. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1236 (19 mai 1953).
- Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1257 (20 mai 1953).

**Leemans (suite)**

- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant notre situation économique et financière et la politique d'économies du gouvernement, pp. 1327 à 1328. — Répond aux observations de M. Doutrepont, pp. 1339 à 1340 (28 mai 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière. — Dépose le rapport, p. 1534 (17 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, pp. 1714 à 1715 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Proposition de loi portant modification de la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière. — Dépose la proposition, p. 1956 (15 juillet 1953).

**Lehouck (Mme), sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.**

- Ann.* — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les distributions d'eau, les associations sans but lucratif, les dommages aux personnes, les subsides aux œuvres, les jetons de présence, les pensions aux victimes civiles de la guerre, les camps douteux, l'Œuvre nationale des anciens combattants, pp. 646 à 647 (12 février 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des veuves de victimes civiles de la guerre et l'insuffisance des allocations qui leur sont octroyées, p. 973 (25 mars 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — S'oppose au renvoi en commission du projet proposé par M. Coulonvaux, pp. 1221 à 1222 (19 mai 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant les modifications et les améliorations apportées au statut des prisonniers politiques, pp. 1484 à 1485 (11 juin 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1865 (9 juillet 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente au détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Leynen, sénateur provincial du Limbourg.**

- Doc.* — N° 236. Rapport : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953.
- N° 441. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.
- Ann.* — Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 24, p. 95 (20 novembre 1952).
- Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Examine la portée du projet, son interprétation et les dépenses qu'il entraîne; souligne le mauvais état des routes menant à la base, la nécessité de créer une autostrade reliant Anvers et Liège aux autostrades allemandes et d'assurer de meilleures communications ferroviaires avec l'Allemagne; demande d'accorder une indemnisation aux habitants lésés par la création de la base militaire, pp. 842 à 843 (10 mars 1953). — Demande, par motion d'ordre, que le résultat des votes soit repris au *Compte rendu analytique*, p. 908 (18 mars 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique. — Dépôt du rapport, p. 1019 (26 mars 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la répartition des cadres et effectifs de la police judiciaire dans la partie flamande et française du pays et à Bruxelles, pp. 1294 à 1295 (26 mai 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les lacunes que présentent les différentes lois linguistiques actuelles et les principes qu'il convient d'établir en la matière; l'article 3, § 4, du projet de loi; l'application du régime linguistique de l'agglomération bruxelloise à d'autres communes; le régime linguistique de la région des Fourons, pp. 1831 à 1833 (8 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de

**Leynen (suite)**

l'article 3, pp. 1932 à 1935 et 1940, et dépose un amendement tendant à la suppression des noms des six communes des Fourons, qui est adopté, p. 1940 (15 juillet 1953). — Dépose un amendement au § 1<sup>er</sup> de l'article 2 tendant à ajouter au second alinéa les communes des Fourons, qui est adopté, p. 1977. — Fait des observations au sujet du texte néerlandais, p. 1992 (16 juillet 1953).

**Leysen**, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.

*Doc.* — N° 315. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

N° 495. Rapport : Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponibilité du personnel enseignant.

*Ann.* — Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réforme des pensions civiles et militaires, p. 241 (11 décembre 1952).

Budget du ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'apiculture, l'abandon de la terre, l'établissement d'une base militaire en Campine, le défrichement des terres en Campine et les crédits nécessaires, les crédits octroyés à la Société nationale de la Petite Propriété terrienne, pp. 528 à 530 (3 février 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Souligne le but économique du présent projet et commente ses dispositions, pp. 900 à 901 (17 mars 1953).

Budget du ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Examine le problème des instituteurs en surnombre nommés à titre définitif et celui de la population scolaire; fait des observations au sujet des examens cantonaux, de la tenue d'une fiche personnelle, de l'épreuve psychologique, de l'octroi d'un crédit aux instituteurs supérieurs d'éducation, de la pension du personnel enseignant, des traitements des instituteurs et de la loi de cadre réglementant la matière, pp. 1084 à 1087 (23 avril 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Dépose le rapport, p. 1367 (28 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1438 (9 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Lilar**, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

*Doc.* — Nos 121 et 134. Rapports : Demandes de naturalisation. N° 233. Proposition de loi concernant l'organisation des conseils de guerre permanents.

N° 363. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 458. Rapport : Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif aux titres belges et étrangers, et proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres.

*Ann.* — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion. — Discours : Concernant : la nécessité pour le gouvernement de représenter la majorité de la population, la démission du ministre de la justice, pp. 43 à 45 (13 novembre 1952).

Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 349 (18 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : Concernant : la révision des dossiers, les exécutions capitales, l'exercice du droit de grâce par réduction de peine, le cas Van Coppenolle, pp. 473 à 475 (28 janvier 1953). — Fait des observations au sujet de la recevabilité de l'amendement de MM. Gillon et Rolin, p. 501 (29 janvier 1953).

Proposition de loi concernant l'organisation des conseils de guerre permanents. — Dépose la proposition, p. 1019 (26 mars 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la police judiciaire, la délégation des pouvoirs par les juges d'instruction et la formation des officiers de police, la nécessité de légiférer en matière de probation avant et après jugement, le régime pénitentiaire et le problème de l'entretien de la famille du condamné, le rétablissement de l'auditorat militaire d'Anvers, le mode de nomination des juges, le vote négatif du groupe libéral, pp. 1302 à 1304 (27 mai 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Appuie la demande d'ajournement formulée par M. Vermeylen, pp. 1825 à 1826 (8 juillet 1953).

**Lilar (suite)**

Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers et proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres. — Dépose le rapport, p. 1909 (14 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**M**

**Machtens**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Doc.* — N° 435. Rapport : 1<sup>er</sup> Projet de loi modifiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière; 2<sup>o</sup> Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

*Ann.* — Proposition de loi tendant à révoquer à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Attire l'attention sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les communes qui assument des charges qui incombent à l'Etat, p. 134 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi contenant le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les difficultés dues à la coexistence d'une proposition et d'un projet de loi se rapportant tous deux au statut de la gendarmerie, le traitement des gendarmes et l'indemnité de logement, la réorganisation en fonction de la motorisation, avec comme objectif une diminution des cadres, les tâches de la gendarmerie, les fraternelles de gendarmes, la mission préventive de la gendarmerie, le « rallye automobile », l'affiliation à une caisse d'entraide et l'abonnement à la *Chronique* de la gendarmerie, pp. 878 à 879 (11 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

Projet de loi modifiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière et proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. — Dépose le rapport, p. 1793 (7 juillet 1953). — Discussions générales jointes. — Discours : Expose la portée du projet de loi, fait des observations en ce qui concerne les officiers et sous-officiers victimes d'accident dans le service, pp. 1924 à 1925 (15 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des militaires punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952 les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des militaires mariés condamnés et le paiement des indemnités de milice aux militaires astreints par mesures disciplinaires à rester à l'armée au-delà du terme légal, p. 1807 (8 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — S'abstient au vote et justifie son abstention, p. 1994 (16 juillet 1953).

**Marien**, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

*Doc.* — N° 437. Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

N° 438. Amendement : Projet de loi créant un institut des revendeurs d'entreprises.

N° 460. — Amendement : Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

## Marien (suite)

- Ann.** — **Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.** — Discussion générale. — Discours : Concernant : les principes à la base du projet, les divergences au sujet de la mission à confier aux réviseurs et des conditions d'admission, la limitation de l'accès à la profession, la situation matérielle des réviseurs, le problème du réviseur unique, pp. 53 à 54 (18 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 73 et 74 (19 novembre 1952), p. 90 (20 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'esprit de la loi a été assez profondément modifié et demande de revenir à l'appellation primitive, p. 1809 (8 juillet 1953). — Discussion des articles : Dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, dont le vote est réservé, p. 1810 (8 juillet 1953). Cet amendement est rejeté p. 1866 (9 juillet 1953).
- Projet de loi relevant de la déchéance des subsides les fabriques d'église qui ont encouru cette sanction.** — Discussion générale. — Demande des précisions quant à la portée du projet, p. 867 (11 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.** — Discussion générale. — Discours : Espère que les modifications envisagées permettront aux conseils d'entreprises de faire œuvre constructive, p. 980 et 981 (25 mars 1953).
- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.** — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).
- Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.** — Discussion générale. — Discours : Admet le principe de la proposition de loi, mais dit qu'elle est présentée de façon telle qu'elle pourrait être inapplicable dans la pratique, p. 1169 (5 mai 1953). — Discussion des articles : Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1176 et 1177 (6 mai 1953).
- Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales.** — Discussion générale. — Discours : Demande que des mesures plus efficaces soient prises à bref délai; observations relatives au mémoire soumis au gouvernement par la F. I. B., pp. 1233 à 1234 (19 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1237 (19 mai 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail.** — Discussion générale. — Discours : Souligne le caractère économique et social du problème, p. 1548 (18 juin 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord portant création d'un conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire et de l'annexe, signés à Genève, le 15 février 1952.** — Discussion générale. — Discours : Concernant le montant de la contribution belge, les travaux de recherche et leur mise en application, le statut du personnel, la publicité donnée aux travaux, pp. 1703 et 1704 (30 juin 1953). — Demande des précisions quant à la part d'intervention de la Belgique, p. 1718 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> pp. 1799 à 1800 (8 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.** — Discussion générale. — Discours : Approuve le principe de la loi, déclare que les nouvelles dispositions bouleversent complètement le statut des commissaires de sociétés, propose que les dispositions de la loi ne s'appliquent qu'aux commissaires-réviseurs dont la présence est reconnue souhaitable dans les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne, pp. 1850 à 1851. — Fait des observations, pp. 1852 et 1854 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 2 dont le vote est réservé, p. 1855 (9 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Son amendement à l'article 2 est rejeté, p. 1948. — Fait des observations au sujet de l'article 3, 4<sup>e</sup> alinéa, p. 1949 (15 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> et dépose un amendement dont le vote est réservé, p. 1890 (14 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Son amendement est adopté, p. 1903 (14 juillet 1953).
- Projet de loi instantant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1920 (15 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière et proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.** — Discussion des articles du projet. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1926 (15 juillet 1953).

## Marien (suite)

- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.** — Discussion des articles. — Fait des observations concernant le texte néerlandais, p. 1992 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.** — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).
- Massonnet, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton, secrétaire du Sénat.**
- Ann.** — Réélu secrétaire, p. 5 (11 novembre 1952).
- Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs.** — S'abstient au vote, p. 378 (23 décembre 1952). — Donne sa démission en qualité de sénateur, p. 717 (24 février 1953).
- Mazereel, sénateur provincial du Brabant.**
- Doc.** — N° 59. Amendements : **Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées, ar l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.**
- N° 246. Amendements : **Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.**
- N° 247. Amendements : **Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953.**
- N° 316. Amendements : **Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.**
- Ann.** — **Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges.** — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet est inopportun et contraire à la lettre et l'esprit de l'article 17 de la Constitution, p. 173 (3 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 215. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 4bis nouveau qui est rejeté, p. 218. — Intervient dans la discussion de l'article 12, p. 222 (10 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.** — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique.** — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote de l'article 28, p. 1005 (26 mars 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements des instituteurs de l'enseignement primaire, la réforme de l'enseignement moyen et la perception des droits d'auteur, pp. 1040 à 1041 (21 avril 1953). — Discussion des articles du tableau. — Retire son amendement à l'article 22 (chap. II, sect. 1<sup>re</sup>), p. 1155, et à l'article 22 (chap. II, sect. VIII), p. 1157 (5 mai 1953).
- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 36, p. 1055, et dépose un amendement à cet article, qui est rejeté, p. 1056. — Dépose un amendement à l'article 37 qui est retiré, p. 1056. — Dépose un amendement à l'article 70, qui est retiré, p. 1063 (22 avril 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1446 (9 juin 1953). — Dépose un amendement au § 4 de cet article qui est rejeté, p. 1452. — Dépose un amendement au § 6 de cet article qui est rejeté, p. 1454. — Retire son amendement tendant à introduire un § 9 à cet article, p. 1454. — Retire son amendement à l'article 5, p. 1455 (10 juin 1953). — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Meunier, sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.**
- Doc.** — N° 116. Rapport complémentaire : **Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.**
- Ann.** — **Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.** — Dépose le rapport, p. 253 (11 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, pp. 564 à 565 (5 février 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 572, et de l'article 12, p. 575 (5 février 1953).



## Meunier (suite)

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : S'insurge contre la mesure de clémence dont a bénéficié De Bodt, pp. 467 à 468 (27 janvier 1953).

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation en qualité de bourgmestre de la commune de Senzeille d'un membre de la minorité du conseil communal, malgré la volonté écrite de la majorité ». Demande, p. 810 (3 mars 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les avantages prévus par le projet sont insuffisants et demande des précisions au sujet de certaines dispositions du projet, pp. 968 à 969 (25 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient, suite à la demande de l'appel nominal de M. Cornez, sur l'amendement qu'il a déposé à l'article 3, p. 1000 (26 mars 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 7, p. 1245 (20 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation à M. le ministre des communications « au sujet de la situation administrative qui est faite au personnel de la régie des voies aériennes, et notamment de : 1° l'absence du statut du personnel, qui rend illégales toutes les mesures prises à l'égard de celui-ci; 2° l'illégalité des nominations du 1<sup>er</sup> juillet 1952; 3° l'illégalité de la réorganisation prévue. ». — Demande d'interpellation, p. 208 (9 décembre 1952). — Discussion jointe. — Discours : Concernant : le déficit budgétaire de la S. N. C. F. B., la gestion de la Sabena, les prévisions de la régie des télégraphes et téléphones pour 1953 et la quote-part de la régie dans les redevances I. N. R., les mesures prises à l'égard du personnel, les subsides accordés à la ville d'Anvers pour assurer la gratuité du passage sous l'Escaut. — Développe son interpellation, pp. 1636 à 1640 (25 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la mise en application des statuts de reconnaissance nationale, la dislocation des services chargés de la réparation des dommages aux personnes et la procédure des commissions, pp. 1679 à 1680 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Meurice**, ministre du commerce extérieur, sénateur provincial de Liège.

*Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention signée à Bruxelles le 1<sup>er</sup> août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles, le 30 avril 1948. — Dépose le projet, p. 349 (18 décembre 1952).

Projet de loi portant approbation et réglementation de l'exécution de la convention entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Washington le 28 octobre 1948, et de la convention complémentaire, signée à Washington le 9 septembre 1952. — Dépose le projet, p. 928 (18 mars 1953).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1° convention internationale (n° 82) concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session; 2° convention internationale (n° 84) concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session; 3° convention internationale (n° 85) concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session. — Dépose le projet, p. 956 (19 mars 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que pour maintenir notre politique de salaires et de progrès social nous devons veiller à ce que nos prix restent compétitifs sur le marché mondial, qu'il est nécessaire d'abandonner les conceptions protectionnistes et les solutions visant à résoudre les difficultés dans le cadre national afin de réaliser l'intégration européenne. — Expose la politique de son département en ce qui concerne l'activité de l'O. B. C. E., les missions commerciales, le comité de finan-

## Meurice (suite)

cement des exportations, la constitution d'un fonds du commerce extérieur, la suppression de la taxe à l'exportation. — Souligne les difficultés qui s'opposent à ou retardent la constitution d'une union économique européenne : les tarifs douaniers, les contingents, le mode de délivrance des licences, les mesures de détaxations sociales et fiscales, la politique des subsides et les méthodes de compensation, la politique pratiquée en matière de crédits à l'exportation, le contrôle des changes, pp. 1096 à 1099 (28 avril 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952. — Dépose le projet, p. 1192 (6 mai 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord portant création d'un conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopérations dans la recherche nucléaire, et de l'annexe, signés à Genève, le 15 février 1952. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il transmettra au ministre des affaires étrangères les questions posées par M. Marien, p. 1703 (30 juin 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'une part, et la République tchécoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchécoslovaquie, et le protocole annexe, signés à Bruxelles, le 30 septembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'en ce qui concerne la Roumanie, les fonds bloqués restent en gage. — Fait état des efforts faits en vue de la conclusion d'une convention la plus favorable possible, sur la base fournie par les intéressés, p. 1704 (30 juin 1953).

**Missiaen**, sénateur provincial de la Flandre occidentale, questeur du Sénat.

*Doc.* — N° 168. — Amendement : Budget des dotations pour l'exercice 1953.

N° 304. Amendement : Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat.

*Ann.* — Réélu questeur, p. 5 (11 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Déclare qu'il s'agit de deux projets bien différents, p. 170. — Discussion générale. — Discours : Concernant le fait que l'enseignement libre ne tolère pas d'immixtion de la part de l'enseignement officiel et ne peut donc exercer un droit de regard sur l'enseignement officiel, le but de la loi qui tend uniquement à accorder des subsides à l'enseignement moyen libre, le fait que la loi liera également les futurs ministres, la paix scolaire, les conseils scolaires, le nombre de nouvelles écoles, le Fonds des bâtiments scolaires, de l'enseignement moyen de l'Etat, le développement non justifié des écoles moyennes, les critères prévus pour l'ouverture de nouvelles écoles, l'examen des conditions préalables à l'octroi de subsides, la composition des commissions, pp. 180 à 188 (3 décembre 1952). — Fait personnel de M. Bouwe-rarts relatif à l'existence de certains abus dans l'enseignement. — Intervient, p. 200 (9 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 215 et 216 (10 décembre 1952).

Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 224 (10 décembre 1952).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 20, p. 546 à 547 (4 février 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la révision de la loi sur les commissions d'assistance publique, les maternités, les établissements pour vieillards, les orphelinats, la fixation du prix de la journée d'entretien, pp. 648 à 650 (12 février 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau : Dépose un amendement à l'article 105 qui est rejeté, pp. 672 et 673 (18 février 1953).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion. — Discours : Déclare que le projet consacre une situation existante et entrave la paix scolaire, souligne les lacunes que présente le projet, pp. 908 à 911 (18 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 21, p. 944. — De l'article 28, p. 947 (19 mars 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote de l'article 28, p. 1005 (26 mars 1953).

## Missiaen (suite)

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale : Discours : Examine l'utilisation des crédits, la tendance politique donnée à l'exécution du budget et le problème de la paix scolaire. — Observations concernant le Fonds des mieux dotés, la composition des conseils scolaires de l'enseignement moyen, l'insuffisance des locaux scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat, la création d'écoles communales, pp. 1028 à 1032 (21 avril 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements, en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion sur la procédure. — Fait des observations, pp. 1240 à 1241 (20 mai 1953).

Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Examine l'activité du Fonds et la répartition des crédits consentis, pp. 1266 à 1267. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et dépose un amendement qui est rejeté, p. 1274 (21 mai 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'envoi annuel d'une délégation de parlementaires au Congo, les problèmes que pose la mise en valeur des richesses du Congo, l'éducation des indigènes, l'organisation du service de santé pour indigènes, l'organisation de l'enseignement officiel et le problème de la population scolaire sans cesse croissante, l'enseignement technique pour blancs et l'enseignement technique pour indigènes, pp. 1379 à 1384 (2 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

## Molter, sénateur coopté.

Doc. — N° 305. Amendement : Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 100 (25 novembre 1952).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la crise dans l'industrie diamantaire, le transit, la politique portuaire, l'encouragement à l'exportation, le problème Benelux, la justice sociale, pp. 736 à 738 (24 février 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Dépose un ordre du jour disant que le Sénat, après avoir entendu l'interpellation, souhaite que le gouvernement ne désorganise pas l'administration des routes et de la navigation intérieure en transférant au département des communications les services de l'Office de la navigation intérieure, ainsi que l'Office de la circulation routière et de la pêche maritime, p. 861 (10 mars 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème Benelux et les mesures que le gouvernement compte prendre dans ce domaine, pp. 1111 à 1112 (28 avril 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion générale. — Discours : Remarque que l'éducation des enfants est une tâche qui est confiée aux parents et que la proposition leur enlève leur responsabilité, déclare que la proposition actuelle introduit une censure qui n'est pas clairement définie, estime que comparativement le cinéma ne constitue qu'un danger mineur, p. 1168 à 1169 (5 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 1176 à 1177 (6 mai 1953).

## Molter (suite)

Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3 et dépose un amendement, pp. 1235 et 1236 (19 mai 1953). — Amendement adopté, p. 1240 (20 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant le tourisme social, le projet de loi relatif au camping, le Conseil supérieur du tourisme populaire, l'étalement de la période des vacances, les centres de vacances, les associations de tourisme, les films de propagande, le paiement du pécule de vacances, p. 1667 (25 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème social que constitue la fraude fiscale, le contrôle préventif et le contrôle répressif, p. 1889 (14 juillet 1953).

Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Discussion générale. — Discours : Approuve le projet, demande d'augmenter le personnel afin de traiter plus rapidement les dossiers, p. 1918 (15 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1965 (16 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

## Mondelaers, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maastricht.

Ann. — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 et interpellation de M. Sledsens au ministre de l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la fraude, la répartition des crédits inscrits au budget, le laboratoire pour la préparation des vaccins antiaphteux, le contrôle du lait, les fédérations provinciales des associations d'éleveurs et les fédérations provinciales des syndicats d'éleveurs, le défrichement des terres incultes, la crise dans l'élevage porcin et la crise dans la culture fruitière, l'assèchement des terres du Groot-Broek, pp. 434 à 436 (22 janvier 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les conséquences économiques et financières du reclassement des routes et l'institution d'un fonds des routes pour le réseau de la voirie d'Etat secondaire, le manque de coordination entre les services du département et la complexité de la procédure, pp. 1587 à 1591 (23 juin 1953).

## Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 190. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une vase militaire britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952.

N° 332. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention générale entre la Belgique et le Canada, relative au passage et au séjour en Belgique de forces canadiennes, signée à Bruxelles, le 30 mars 1953.

N° 510. Rapport : Projet de loi instituant une commission mixte chargée de donner un avis sur les modifications à apporter à la législation en vue de permettre à la Belgique de remplir ses obligations internationales tout en fixant au minimum la durée du service militaire.

Ann. — Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : concernant la capacité des locaux et le fait de rendre le dépôt facultatif, p. 123 (26 novembre 1952).

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 378 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion et vote sur les ordres du jour. — Fait des observations, p. 499 à 500 (29 janvier 1953).

**Moreau de Melen (suite)**

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base militaire britannique en Belgique, signée à Bruxelles, le 12 novembre 1952. — Dépose le rapport, p. 810 (3 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : analyse les dispositions de la convention, les dépenses qu'elle entraîne et la durée d'application, pp. 841 à 842. — Répond aux remarques du baron de Dorlodot, parle du sort des expropriés, p. 845 (10 mars 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Dépose un ordre du jour disant : « Le Sénat, ayant entendu les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour », p. 861 (10 mars 1953). — L'ordre du jour pur et simple est adopté, p. 870 (11 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Canada relative au passage et au séjour en Belgique de forces canadiennes, signée à Bruxelles le 30 mars 1953. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1438 (9 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1940 (15 juillet 1953). — Justifie son vote négatif, p. 1993 (16 juillet 1953).

**Motz, sénateur provincial du Brabant.**

*Doc.* — N° 91. Amendement : Projet de loi complétant l'article 1<sup>er</sup> des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

*Ann.* — Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le marché commun du charbon, de l'acier et de la mitraille, pp. 721 à 722 (24 février 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'efficacité du contrôle parlementaire au sein du plan Schuman, le maintien de l'égalité entre les petites et les grandes puissances, l'intégration économique de l'Europe et le déficit permanent en dollars, le commerce entre l'est et l'ouest, pp. 1150 à 1151 (30 avril 1953).

Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'actif de l'ancienne société des tramways bruxellois, le choix des membres du conseil de gestion, les charges et l'avenir de la société, la formule d'économie mixte, pp. 1461 à 1462 (10 juin 1953).

Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Est désigné comme représentant à cette Assemblée, p. 1902 (14 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

*Ann.* — Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Demande que la proposition Troclet soit discutée sans tarder, pp. 129 à 130 (26 novembre 1952).

Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de cent millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Discussion générale. — Discours : Souligne les modifications qui devraient être apportées au présent projet, pp. 161, 162 et 163 (2 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 165 (2 décembre 1952).

**Moulin (suite)**

Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les invalides militaires du temps de paix, le nombre élevé des pensionnés, les pensions des ouvriers mineurs, les lenteurs apportées par l'administration dans l'établissement des dossiers de pensions des agents de l'Etat, pp. 243 à 244 (11 décembre 1952).

Demande par motion au ministre des communications des précisions au sujet de la suppression de la ligne de chemin de fer entre Renaix et Lessines, p. 316 (18 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet actuel n'est qu'un nouvel expédient et constitue simplement une adaptation des pensions au coût de la vie; regrette que le projet vise la seule catégorie des pensionnés assurés obligatoires et déclare qu'il est nécessaire d'assurer une pension décente aux assurés libres, pp. 317 et 318 à 319 (18 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2bis, p. 357; de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4bis, p. 358; de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4ter, pp. 359 et 360; de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4quater, pp. 364 et 365 (23 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 377 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les déficits des commissions d'assistance publique, l'élaboration des budgets communaux, l'abus du recrutement effectué parmi le personnel pensionné de l'armée pour les cadres de la sécurité civile, p. 426 (22 janvier 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 20 et retire son amendement, pp. 545 et 547 (4 février 1953). — Justifie son vote et s'abstient au vote, p. 645 (12 février 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la distribution d'eau, la protection des eaux contre la pollution, la politique du logement et l'existence de taudis, l'inspection médicale scolaire, l'équipement hospitalier, pp. 596 à 599 (10 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réforme de l'assurance maladie-invalidité, les pensions de vieillesse, le sort des assurés libres et des travailleurs indépendants, les frontaliers, les pensionnés mineurs assujettis au régime de la convention franco-belge, les différentes catégories de pensionnés, les estropiés et mutilés, le régime des allocations familiales aux non-salariés, le contrôle des caisses libres, la fixation du taux des cotisations, les lenteurs dans la liquidation des allocations aux orphelins ou aux enfants de concubins, le fonctionnement du fonds de prévoyance en faveur des victimes de maladies professionnelles, pp. 759 à 763 (25 février 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière ». — Demande, p. 744 (24 février 1953). — Discussion. — Discours : Examine la coordination des transports et le transfert de l'Office de la circulation routière et de l'administration de la navigation intérieure, pp. 851 à 853 (10 mars 1953).

Interpellation de M. Flamme à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes. — Discussion. — Appuie les considérations émises par M. Flamme; déclare que l'initiative privée sera impuissante à sauver cette région, pp. 1016 à 1017 (26 mars 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 2, qui est rejeté, p. 1189 (6 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours. — Concernant : la charge des dépenses militaires, le blocage des travaux communaux faute de subsides et la réduction des subsides accordés aux communes, le problème du chômage, la mise en service du canal Nimy-Blaton-Escaut, les délais de paiement des entrepreneurs pour les travaux complémentaires réalisés en cours d'exécution, la reprise par l'Etat des chemins de grande communication, la reconstruction du pont Notre-Dame à Tournai, pp. 1582 à 1583 (23 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique suivie par la S. N. C. F. B. en ce qui

**Moulin (suite)**

- concerne l'exploitation du réseau, la demande, formulée par les groupements de pensionnés de vieillesse, d'exonération ou de réduction du montant de la redevance annuelle à l'N. R., la ligne 94, pp. 1642 à 1643 (25 juin 1953).
- Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion des articles du budget. — Fait personnel de M. Cornez. — Fait des observations, pp. 1695 à 1696 (30 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1752. (2 juillet 1953).
- Projet de loi concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1757 (2 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de majorer la dotation du Fonds des communes au fur et à mesure de l'augmentation du coût de la vie, le relèvement de la dotation du Fonds d'assistance publique et la mobilité de ce Fonds, la situation financière des communes et le blocage des travaux, la perception des taxes communales, l'organisation et le fonctionnement de la police locale, pp. 1771 à 1772 (7 juillet 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Demande le renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1862 (9 juillet 1953).
- Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite », en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date, en dehors du cadre de cette loi. — Discussion générale. — Discours : Estime que les conditions de recevabilité imposées par la loi existante sont trop rigides, p. 1882 (14 juillet 1953).

**Moyersoen, ministre de l'Intérieur.**

- Ann.** — Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Donne un exposé de sa politique en matière de sécurité civile, de finances provinciales et communales, de réforme administrative; répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 406 à 412. — Fait des observations, pp. 416 à 417 (21 janvier 1953). — Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 427 à 428 (22 janvier 1953).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice « sur la faiblesse et l'arbitraire dont le gouvernement a fait preuve dans la répression de l'incivisme et sur la politique qu'il compte suivre en la matière. — Discussion. — Discours : Répond aux remarques formulées par M. Rolin et qui le mettent personnellement en cause, pp. 482 à 484 (28 janvier 1953).
- S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président aux victimes de la tempête du 1<sup>er</sup> février 1953, p. 513 (3 février 1953).
- Projet de loi relevant de la déchéance des subsides les fabriques d'église qui ont encouru cette sanction. — Discussion générale. — Répond aux questions posées par M. Marien, p. 868 (11 mars 1953).
- Projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices. — Discussions générales jointes. — Discours : propose le renvoi en commission, p. 870 (11 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs, et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre 1<sup>er</sup>). — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de l'article 2, pp. 872 à 873. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 873 à 874 (11 mars 1953).
- Interpellation de MM. Coulonvax, Chot et Meunier à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation, en qualité de bourgmestre de Senzeille, d'un membre de la minorité du conseil communal, malgré la volonté écrite de la majorité ». — Discussion. — Discours : Remarque qu'il est de règle de nommer le bourgmestre dans la majorité mais qu'aucune disposition légale n'empêche la nomination dans la minorité. Fait état de la politique sage et active du bourgmestre actuel, de ses qualités personnelles et déclare que le gouvernement lui fait confiance, pp. 924 à 926 (18 mars 1953).

**Moyersoen (suite)**

- Projet de loi prorogeant l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques des diverses régions du pays. — Dépose le projet, p. 928 (18 mars 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant : Le problème de politique financière que pose la situation obérée des communes et les moyens de remédier à cette situation : l'adaptation de la politique communale à la situation existante, la modification des critères de répartition du Fonds des communes, la recherche de nouvelles ressources pour alimenter le fonds spécial, la création de services intercommunaux, la diminution de certaines charges qui à l'avenir seront supportées par l'Etat, la majoration des fonds, la mobilité du Fonds d'assistance, la création du Fonds des grandes villes, la majoration du Fonds des provinces, l'extension du champ fiscal des communes leur permettant de faire face à des situations particulières, pp. 1766 à 1768 (7 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Ajournement. — Fait des observations, p. 1774 (7 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Souligne l'amélioration apportée en faveur des communes par le présent projet, déclare que la majoration accordée est un maximum eu égard à la situation financière de l'Etat, fait des observations au sujet de la mobilité du Fonds d'assistance publique, p. 1802 (8 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1803 (8 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Précise la portée du projet, fait des observations au sujet du régime des administrations dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi en dehors de Bruxelles et au sujet des communes de la région plat-thioise, pp. 1899 à 1902 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1932 et 1938 à 1939 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2, p. 1977; de l'article 4, §§ 2 et 3, pp. 1979 et 1981; de l'article 6, § 4, pp. 1983 à 1985; de l'article 13, p. 1991; de l'article 15 au sujet d'une correction à apporter au texte néerlandais, p. 1992 (16 juillet 1953).
- Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende. — Discussion générale. — Observations, p. 1996 (16 juillet 1953).
- Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire par la société anonyme Crédit communal de Belgique aux communes à situation obérée. — Discussion générale. — Observations, p. 1996 (16 juillet 1953).
- Mulier, sénateur coopté.**
- Doc.** — N° 392. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord portant création d'un conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, et de l'annexe, signés à Genève, le 15 février 1952.
- Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 85 et 87 (20 novembre 1952).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance de la politique commerciale et de nos exportations étant donné qu'elles constituent le seul remède en vue de résorber le chômage que connaissent les industries produisant des biens de consommation, localisées surtout dans les régions flamandes; déclare que les efforts de l'O. B. C. E. ont donné de bons résultats, mais qu'ils n'ont pas réussi à améliorer la situation des industries actuellement en crise; estime que la prospection de nouveaux débouchés ne peut aboutir que moyennant des contacts personnels, déclare que les difficultés que nous connaissons actuellement sont dues au nationalisme économique, au caractère artificiel du niveau des prix de revient et d'exportation; déclare qu'il est nécessaire d'investir, en vue de la nationalisation de notre industrie, de l'adaptation aux nouveaux marchés et du maintien du niveau des salaires; remarque que les entreprises moyennes et familiales de la région flamande ne peuvent songer à pareille mesure; déclare qu'il est nécessaire de prévoir un programme de partage des risques; souligne les mesures tendant à favoriser le commerce international et l'intégration européenne, pp. 1099 à 1102 (28 avril 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, et de l'annexe, signés à Genève le 15 février 1952; — Dépose le rapport, p. 1630 (24 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que la contribution belge est payée par l'Institut interuniversitaire pour la recherche nucléaire, dit que la Convention porte sur la constitution d'une commission chargée de désigner les matériaux nécessaires à la construction du laboratoire et qu'un nouvel accord sera nécessaire pour l'établissement du laboratoire, p. 1703 (30 juin 1953).

**Mullie**, sénateur des arrondissements de Courtrai et d'Ypres, deuxième vice-président du Sénat.

- Doc.* — N° 153. Rapport : Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles.  
 N° 506. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 19 mars 1953 relatif au tarif des droits d'entrée.  
 N° 507. Rapport : Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.  
 N° 508. Rapport : Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.  
*Ann.* — Réélu deuxième vice-président, p. 5 (11 novembre 1952).  
 Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement à l'article 20, p. 548 (4 février 1953).  
 Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles. — Dépose le rapport, p. 551 (4 février 1953).

## N

**Neels**, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

- Doc.* — n° 157. Rapport : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953.  
 N° 262. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.  
 N° 412. Rapport : Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence.  
*Ann.* — Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 585 (5 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la législation sociale, le réajustement des salaires, les allocations familiales, les pensions, l'indemnisation des victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'allocation à la veuve d'un accidenté du travail, l'allocation complémentaire de vieillesse, le chômage, le travail de la femme mariée, l'éloignement du lieu du travail, la notion « offre de travail acceptable », pp. 756 à 758 (25 février 1953).  
 Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).  
 Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-roi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Examine les dispositions du projet de loi et insiste pour que celui-ci soit adopté sans retard, pp. 984 à 985 (26 mars 1953).  
 Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles. — Dépose le rapport, p. 1094 (23 avril 1953).  
 Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant le tourisme, la place du tourisme dans les négociations économiques entre les différents pays, la propagande touristique, le système du pourboire, la durée de la saison et les vacances scolaires, les rémunérations des pilotes de Zeebrugge, p. 1666 (25 juin 1953).  
 Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence. — Dépose le rapport, p. 1727 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1755 (2 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1757 à 1758, et de l'article 2, p. 1760 (2 juillet 1953).  
 Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Nihoul**, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Doc.* — N° 136. Rapport : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953 (chapitres I<sup>er</sup> et II de section III, titre I<sup>er</sup> et section III du titre II).  
 N° 177. Rapport : Projet de loi relevant de la déchéance des subsides des fabriques d'église qui ont encouru cette sanction.  
 N° 418. Rapport : Proposition de loi accordant des avances et prêts aux sinistrés.  
 N° 449. Rapport : Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende.  
*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — S'abstient au vote, p. 377 (23 décembre 1952).  
 Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).  
 Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953, chapitres I<sup>er</sup> et II de la section III; titre I<sup>er</sup> et section III du titre II. — Dépose le rapport, p. 489 (28 janvier 1953).  
 Discussion générale. — Discours : Concernant les dépenses relatives aux services repris à la reconstruction, l'Œuvre nationale des invalides de guerre, l'Œuvre nationale des anciens combattants, pp. 619 à 620 (11 février 1953).

**Nihoul** (suite)

- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'index des prix agricoles et des prix de revient, la suppression des droits de douane sur l'importation des machines agricoles, l'exportation de machines belges, le taux normal des prix agricoles, la politique d'exportation, le Plan vert, p. 508 (29 janvier 1953).  
 Projet de loi relevant de la déchéance des subsides des fabriques d'église qui ont encouru cette sanction. — Dépose le rapport, p. 702 (19 février 1953). — Discussion générale. — Commente le projet, pp. 867 à 868 (11 mars 1953).  
 Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York, le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).  
 Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (Crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion générale. — Discours : Concernant les réalisations dans le domaine de la réparation des dommages de guerre depuis 1947, p. 1681 (30 juin 1953).  
 Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).  
 Proposition de loi accordant des avances et prêts aux sinistrés. — Dépose le rapport, p. 1727 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition ne tient compte ni de la loi, ni de réalités, ni des possibilités financières, p. 1808 (8 juillet 1953).  
 Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947. — Discussion générale. — Discours : Déclare que pour diminuer ou exonérer les droits de succession en ligne directe, on majore tous les autres droits de succession, sans aucune considération d'ordre social ou familial, pp. 1734 à 1735 (2 juillet 1953).  
 Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la majoration du Fonds commun d'assistance et la réforme de l'assistance publique, la majoration du Fonds des communes et la situation financière générale, les projets relatifs à la garantie d'ouverture de crédits et à l'élargissement de la matière imposable, pp. 1770 à 1771 (7 juillet 1953).  
 Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Demande au Sénat de suivre les propositions de la commission de l'intérieur et de rejeter les amendements qui ont été déposés, sauf celui relatif aux communes d'Aubel, p. 1877 (9 juillet 1953).  
 Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende. — Dépose le rapport, p. 1878 (9 juillet 1953).
- Nothomb** (baron), sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et de Neufchâteau-Virton.
- Doc.* — N° 98. Rapport : Projet de loi fixant pour l'année 1953 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.  
 N° 170. Amendement : Budget des dotations pour l'exercice 1953.  
 N° 181. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951.  
 N° 182. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, au cours de sa deuxième session.  
 N° 229. Revision du règlement : Proposition de modification des articles 17, 32 et 34.  
 N° 269. Rapport : Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres.  
 N° 293. Amendement : Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres.  
 N° 325. Rapport : Projet de loi relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions de la convention internationale du 26 juin 1948 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.  
 N° 331. Rapport : Projet de loi portant approbation du protocole additionnel à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Strasbourg le 6 novembre 1952.  
*Ann.* — Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'intérêt administratif et historique de la proposition, l'organisation, la concentration et la protection des archives, le problème du personnel, pp. 120 à 121 et 122 (26 novembre 1952).

**Nothomb (baron) (suite)**

**Projet de loi autorisant la Caisse générale de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite.** — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est fait face aux besoins les plus urgents mais que la mesure proposée est insuffisante, p. 157.

**Projet de loi fixant pour l'année 1953 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.** — Dépose le rapport, p. 274 (16 décembre 1952). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 308. — Discours : Concernant : la durée du temps de service et la réduction provisoire, les dispenses et les sursis, pp. 310 à 312 (18 décembre 1952).

**Budget des dotations pour l'exercice 1953.** — Examen des articles du tableau. — Retire son amendement à l'article 105, p. 673 (18 février 1953).

**Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session, et projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951.** — Dépose les rapports, p. 773 (25 février 1953). — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : les immunités fiscales, pp. 847 à 848. — Fait des observations, p. 849 (10 mars 1953). — S'abstient au vote des deux projets, pp. 894 et 895 (17 mars 1953).

**Proposition de modification du règlement du Sénat.** — Dépose la proposition, p. 982 (25 mars 1953).

**Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Expose l'activité de l'intergroupe des intérêts intellectuels en ce qui concerne l'association des membres du parlement aux travaux de l'Unesco, l'extension aux auteurs belges de la convention de Bruxelles, le statut des académies, le Fonds national de la littérature, la politique tendant à favoriser l'édition, la librairie et les bibliothèques, la construction de la Bibliothèque Albertine et la reconstruction du palais du Cinquantenaire, le service éducatif, la publication d'un livre important sur la Belgique, les théâtres lyriques et le ballet, l'utilisation des œuvres d'art dans les bâtiments publics, pp. 1082 à 1084 (23 avril 1953).

**Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la communauté européenne de défense, la nécessité d'adopter la solution proposée, les imperfections de ce traité, le droit de sécession, le siège de la C. E. D., pp. 1144 à 1147 (30 avril 1953).

**Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manoeuvres.** — Dépose le rapport, p. 1152 (30 avril 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait l'examen de la proposition, pp. 1229 à 1230. — Discussion des articles : Dépose un amendement à l'article 5, qui est adopté, p. 1231 (19 mai 1953).

**Projet de loi relatif à l'application aux Belges de certaines dispositions de la convention internationale du 26 juin 1948 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.** — Dépose le rapport, p. 1398 (3 juin 1953).

**Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'interdépendance de notre politique militaire et de notre politique étrangère, la communauté européenne de défense et l'armée nationale, l'intégration de l'Allemagne dans l'armée européenne, la main-d'œuvre civile allemande, pp. 1521 à 1523 (17 juin 1953).

**Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953.** — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : la préparation d'un programme de valorisation du Luxembourg et parties ardennaises des provinces avoisinantes, le problème routier, le problème des barrages et des canaux, la création d'une vaste liaison entre la Meuse et le Rhin, pp. 1579 à 1580 (23 juin 1953).

## O

**Orban, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

**Ann.** — **Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises.** — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 67 (19 novembre 1952); de l'article 7, p. 86 (20 novembre 1952).

**Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.** — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 7, p. 1248 (20 mai 1953).

## P

**Petit, sénateur coopté.**

**Ann.** — **Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Concernant la recherche scientifique, la lutte contre les maladies et l'équipement moderne des laboratoires, l'élevage du cheval de trait, l'importation de chevaux de boucherie, la production laitière et les sous-produits laitiers, la fraude à la frontière hollandaise, l'élevage porcin et bovin, la culture du froment et des betteraves sucrières, la voirie communale, les pensions et les allocations familiales, les gardes forestiers, la rentabilité de l'agriculture, pp. 541 à 542 (4 février 1953).

**Philips, sénateur coopté.**

**Ann.** — Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 1386 (3 juin 1953).

**Pholien, sénateur coopté.**

**Ann.** — Fait personnel relatif à la sanction disciplinaire appliquée à un haut magistrat, p. 27 (12 novembre 1952).

**Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement.** — Discussion. — Discours : Affirme que la déclaration qu'il a faite au sujet de la mesure disciplinaire prise à l'égard d'un haut magistrat correspond exactement à la réalité, p. 46 (13 novembre 1952).

**Pincé, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.**

**Ann.** — **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.** — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées.** — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

**Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail.** — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952.** — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Pontus, sénateur provincial de Liège.**

**Doc.** — N° 158. Amendement : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953.

N° 381. Amendement : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.

**Ann.** — **Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.** — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**Projet de loi autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées.** — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

**Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953.** — Discussion générale. — Discours : Examine le problème de la sécurité sociale de la population de la région de l'est et déclare que ces problèmes doivent trouver une solution dans le cadre d'une convention internationale avec l'Allemagne, pp. 789 à 790 (26 février 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 25 et dépose un amendement qui est rejeté, pp. 814 et 815 (4 mars 1953).

**Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est.** — Discussion générale. — Discours : Regrette que sa proposition ne soit pas agréée ni par le gouvernement, ni par la commission des finances, p. 875 (11 mars 1953).

**Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.** — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

**Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications.** — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique de régression sociale à l'égard du personnel des différents services, le remplacement des trains par des autobus, le pont-route n° 3 à Henri-Chapelle, la liquidation de l'indemnité aux agents qui ont quitté les territoires annexés par l'Allemagne, les mesures disciplinaires qui frappent les agents restés sur place et les retenues faites sur les salaires par la « Deutsche Reichsbahn », pp. 1645 à 1646 (25 juin 1953). — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 24 et dépose un amendement dont le vote est réservé, p. 1674 (25 juin 1953). — Votes sur les amendements et articles réservés. — Demande la parole pour un fait personnel relatif au redressement de certaines injustices dont furent victimes les fonctionnaires des régions rédimées, p. 1697. — Son amendement à l'article 24 est rejeté, p. 1698 (30 juin 1953).

**Pontus (suite)**

- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1751 (2 juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations au sujet des communes de la Voer, p. 1905 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion du § 5 de l'article 6, p. 1986 (16 juillet 1953). — Vote. — Justifie son vote négatif, p. 1993 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2024 (17 juillet 1953).

**R****Rassart, sénateur provincial de Liège.**

- Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : notre déficit à l'égard de la zone dollar, notre commerce avec la zone de l'Union européenne des Paiements, Benelux, le marché congolais, les possibilités de commerce avec les régions contrôlées par l'Union soviétique, l'établissement d'une liste des produits dont l'exportation vers la zone soviétique est interdite, p. 1106 (28 avril 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'uniformisation de la durée du temps de service militaire, les exemptions, le personnel féminin, la nécessité de réduire et de répartir les dépenses militaires, le contrôle parlementaire, les adjudications publiques et les propositions de loi relatives à l'équipement des armées, l'organisation des forces intérieures et les rappels, le traité de la communauté européenne de défense et les problèmes internationaux, pp. 1519 à 1521 (17 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Remson, sénateur des arrondissements de Charleroi et de Thuin.**

- Ann.* — Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la délivrance des attestations d'assurabilité, la rééducation professionnelle, les dépenses du secteur « mineurs », l'assurance maladie, pp. 806 à 807 (3 mars 1953).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Critique l'importance des subsides accordés à l'enseignement libre, l'enseignement obligatoire de la religion et de la seconde langue nationale, la création de laboratoires communs, analyse la position de l'Etat, des provinces et des communes en ce qui concerne l'enseignement technique, pp. 916 à 918 (18 mars 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les traitements du personnel enseignant, le statut des écoles de musique, les conditions de reprise en service des instituteurs pensionnés, l'uniformisation des vacances, la situation des inspecteurs cantonnaux, pp. 1089 à 1090 (23 avril 1953).

**Remson (suite)**

- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Roelands, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**
- Ann.* — Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les travaux d'assainissement de la commune de Kessel-Lo, p. 1604 (24 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Rolin, sénateur coopté.**

- Doc.* — N° 30. Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Succes le 6 avril 1950.
- N° 46. Amendement : Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Succes le 6 avril 1950.
- N° 72. Sous-amendement : Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'accès des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.
- N° 150. Proposition de résolution tendant à constituer un conseil interparlementaire consultatif belgo-néerlandais-luxembourgeois.
- N° 333. Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Succes le 6 avril 1950.
- N° 387. Rapport : Projet de loi déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940.
- N° 391. Amendements : Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal.
- N° 442. Amendement : Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal.
- N° 501. Rapport : Proposition de loi complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.
- N° 502. Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950 et du protocole additionnel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952.
- Ann.* — Nomination du bureau définitif : Déclare que le groupe socialiste est d'accord sur la proposition de M. Edg. De Bruyne tendant à la réélection des secrétaires, p. 5. — Déclare que le groupe socialiste se rallie à la proposition de M. Edg. De Bruyne tendant à la réélection des questeurs, p. 5 (11 novembre 1952).
- Interpellation au gouvernement « sur sa décision de demeurer au pouvoir au mépris de la volonté clairement manifestée par le corps électoral à l'occasion des élections communales ». Demande, p. 11 (11 novembre 1952). — Développe son interpellation qui est jointe à celle de M. Buisseret et analyse les résultats des élections communales, pp. 18 à 20 (12 novembre 1952). — Discussion : Dépose un ordre du jour désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952).
- Reproche à M. Pholien d'avoir commis de graves inexactitudes, p. 46 (13 novembre 1952).

## Rolin (suite)

Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 70 (19 novembre 1952); de l'article 7, pp. 87 et 88; de l'article 16, p. 93; de l'article 17, p. 94; de l'article 24, p. 95; de l'article 27, p. 96 (20 novembre 1952). — Intervient dans la discussion de l'article 32, p. 106 (25 novembre 1952).

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice « sur la faiblesse et l'arbitraire dont le gouvernement a fait preuve dans la répression de l'incivisme et sur la politique qu'il compte suivre en la matière ». Demande, p. 96 (20 novembre 1952). — Discussion. — Discours : Dit qu'en égard à la façon dont la répression fut conduite à l'échelon exécutif, en 1951 et en 1952, il est important de savoir quelle attitude le ministre de la justice actuel a l'intention de prendre et quelles sont les garanties qu'il peut donner au pays pour que les erreurs et les abus qui se sont commis ne se reproduisent plus; se déclare en principe adversaire de la peine de mort, dit qu'il existe toutefois des « cas hors limite » et examine le cas De Bodt; commente le procédé des mesures de grâces successives et déclare qu'il avait été dit que les arrêtés motivés seraient un signe pour les gouvernements ultérieurs qu'il y avait lieu d'écarter l'application de la loi Lejeune et analyse entre autres cas celui de Van Coppenolle; soulève la question de la libération conditionnelle, de la libération provisoire, de la condamnation par contumace et de l'extradition, de la consultation du comité consultatif; fait état des promesses faites au comité d'appel au pays et des difficultés qui ont surgi à cet égard; commente l'affaire Van Hille; déclare que la justice s'oppose à ce qu'à la notion de clémence, le gouvernement substitue la pratique de la complaisance et de l'arbitraire, pp. 449 à 458 (27 janvier 1953). — Analyse les réponses données par M. Van Houtte, p. m., et le vicomte du Bus de Warnaffe, n. j.; déclare qu'il est impossible au gouvernement de rétablir la confiance indispensable pour poursuivre l'œuvre difficile de la liquidation de la répression de l'incivisme, pp. 479 à 481. — Fait des observations à MM. Moyersoen, m. i., et Pholien et au vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., pp. 486 à 487. — Dépose un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953). — Demande d'amender l'ordre du jour de M. Edg. De Bruyne et consorts, p. 497. — Demande de se prononcer sur la recevabilité de l'amendement; dit que la division est applicable en vertu de l'article 26 du règlement, pp. 498 et 500. — Déclare qu'étant donné que l'ordre du jour de confiance n'est pas un ordre du jour pur et simple, l'amendement est recevable et qu'en vertu de l'article 26 du règlement, il a la priorité, pp. 502 à 503 (29 janvier 1953). — Fait un rappel au règlement au sujet des ordres du jour amendés, p. 515 (3 février 1953).

Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Discussion des articles. — Demande le vote de l'article 1<sup>er</sup> par appel nominal, p. 113 (25 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Success le 6 avril 1950. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la convention répond à un besoin incontestable et formule les observations soulevées par le projet, pp. 116 à 117. — Discussion des articles. — Propose d'ajouter un article 2, p. 117 (25 novembre 1952).

Rapport de la commission des finances concernant le projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'État une somme de cent millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse d'Épargne. — Dépôt : fait des observations, p. 128 (26 novembre 1952).

Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Demande au ministre si le projet déposé à la Chambre sera rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1953, p. 134 (26 novembre 1952).

Interpellation à M. le ministre des affaires étrangères « sur la nécessité d'intervenir au sein de l'Assemblée générale pour assurer un meilleur respect des privilèges et immunités garantis aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies ainsi que des droits de la défense ». Demande, p. 190 (9 décembre 1952). Demande, par motion d'ordre, s'il conviendrait au Sénat d'entendre son interpellation au ministre des affaires étrangères, le 20 janvier 1953, p. 375 (23 décembre 1952). — Discussion. — Discours : Souligne le caractère exclusivement international des fonctions du secrétaire général et du personnel des Nations unies, les privilèges et immunités dont jouissent les fonctionnaires internationaux

## Rolin (suite)

pour exercer en toute indépendance leurs fonctions déclare que les principes fondamentaux de l'indépendance du secrétaire général et de ses fonctionnaires, de l'inviolabilité des bâtiments et des archives, de l'immunité de juridiction, ne font l'objet d'aucune contestation et sont inscrits dans la charte ou précisés par la convention relative aux privilèges et immunités de 1946 et par le statut du personnel entré en vigueur au début de l'année 1952, dit que les États-Unis ne ratifièrent pas la convention de 1946, que depuis la guerre de Corée les Américains ont cherché à se garantir contre les agissements des agents étrangers par l'« International Security Act » de 1950 et examine les répercussions de l'application de ces dispositions aux fonctionnaires américains des Nations unies, analyse l'avis donné par la commission de juristes convoquée par le secrétaire général des Nations unies et regrette qu'aucun des trois membres ne soit un spécialiste du droit international, déclare qu'il est temps de revenir à l'observation de nos principes de liberté et forme le vœu que les délégués belges à l'Assemblée des Nations unies défendent avec indépendance et fermeté, au cours du débat qui s'ouvrira à ce sujet, non seulement les principes sur lesquels l'organisation avait été basée, mais leur application loyale et complète, pp. 385 à 389. — Déclare qu'il est indispensable que la délégation belge apporte sa contribution à la solution des difficultés autrement que par la répétition de principes incontestés et qu'elle prenne position sur les diverses questions pratiques qui se posent, pp. 392 à 393 (20 janvier 1953).

Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament. Prise en considération : Observations, p. 191 (9 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations concernant la sécurité civile et le corps national de secours, p. 406 (21 janvier 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 301; de l'article 6, p. 302 (17 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Souligne deux difficultés qui pourraient surgir lors de l'application de la loi et présente un amendement qui pallierait ces inconvénients, pp. 360, 361 et 362. — Déclare que le système qu'il propose, malgré sa complexité apparente, est le mieux à même de sauvegarder les intérêts de chacune des parties, p. 363 (23 décembre 1952). — Renvoi en commission. Marque son accord, p. 363 (23 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices. — Renvoi en commission : Fait des observations, p. 354 (23 décembre 1952).

Proposition de résolution concernant l'institution d'un conseil interparlementaire consultatif belgo-néerlandais-luxembourgeois. — Dépose la proposition, p. 519 (3 février 1953).

Discussion générale. — Appuie la proposition d'ajournement faite par M. van Zeeland, p. 1419 (4 juin 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations concernant le nombre d'officiers supérieurs, le volume des commissionnements, la question linguistique, p. 576 (5 février 1953). — Justifie son vote. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 105, pp. 672 et 673 (18 février 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la coopération avec les pays alliés, l'indemnisation des populations campinoises, p. 845 (10 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session et projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — Discussions générales jointes. — Discours : Demande la révision de la question de l'immunité fiscale, p. 849 (10 mars 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre 1<sup>er</sup>). — Renvoi en commission. — Observations, pp. 874 et 875 (11 mars 1953).



## Rolin (suite)

- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1050 (22 avril 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le commencement de détente qui se manifeste dans les relations internationales, les causes du revirement constaté en U. R. S. S., la réponse du président Eisenhower, le principe de la coopération internationale dans le domaine militaire, la Communauté européenne de défense et l'objectif russe tendant à y substituer une formule d'unité allemande, le problème de l'Asie, l'aide aux populations économiquement non développées et l'exemple donné par la Norvège à l'égard de l'Inde. — Dépose une motion contresignée par M. Flamme, disant : « Le Sénat, convaincu de la nécessité d'intensifier l'aide aux pays économiquement sous-développés, inaugurée par les Nations unies, exprime le vœu de voir le gouvernement belge examiner, de concert avec les organes compétents des Nations unies, la possibilité d'organiser, à l'instar du gouvernement norvégien, une action belge particulière et de soumettre au parlement un projet de loi instituant un Fonds d'action populaire belge en faveur des pays économiquement sous-développés », pp. 1113 à 1118 (29 avril 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1225; de l'article 8, p. 1228 (19 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Projet de loi contenant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1237 (19 mai 1953).
- Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1231 (19 mai 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 7, p. 1248 (20 mai 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Appuie les observations formulées par M. Doutrepont, p. 1285 (26 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : le renforcement des conditions de nomination des magistrats, la justice répressive et les menées néo-nazies, l'élaboration des lois et les projets pendants dont le vote est attendu depuis des années, pp. 1308 à 1309. — Discussion des articles du tableau. — Article 1<sup>er</sup>. — Emet des observations, p. 1318 (27 mai 1953). — Justifie le vote du groupe socialiste, p. 1376 (27 juin 1953).
- Interpellation de M. Cornez à M. le ministre de la défense nationale. — Discussion. — Emet des considérations d'ordre juridique, p. 1300 (26 mai 1953).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs. — Justifie le vote du groupe socialiste, p. 1376 (2 juin 1953).
- Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Justifie le vote du groupe socialiste, p. 1376 (2 juin 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 8, p. 1574 (23 juin 1953).
- Projet de loi déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne en mai 1940. — Dépose le rapport, p. 1596 (23 juin 1953).
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1721. — Discours : Confirme la déclaration du rapporteur, pp. 1724 à 1725. — Fait des observations, p. 1726 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II du Code pénal. — Discussion des articles. — Demande de reporter la discussion des articles à la prochaine séance, fait des observations, p. 1830 (8 juillet 1953).

## Rolin (suite)

- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Déclare se rallier au principe général et à l'esprit du projet, fait des réserves en ce qui concerne le caractère rétroactif que l'on veut accorder à la loi, p. 1874 (9 juillet 1953).
- Rolland, sénateur coopté.**
- Doc.** — N° 52. Rapport : Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.
- N° 70. Amendement : Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.
- N° 195. Amendements : Projet de loi organique de l'enseignement technique.
- N° 205. Amendements : Projet de loi organique de l'enseignement technique.
- N° 272. Rapport : Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat.
- N° 357. Proposition de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales.
- Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 90. — Dépose un sous-amendement à l'amendement de M. Van Hemelryck, p. 91. — Intervient dans la discussion de l'article 17, pp. 93 et 94 (20 novembre 1952).
- Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Marque son accord avec l'interprétation donnée par le rapporteur, pp. 122 et 124. — Estime que le renvoi en commission ne se justifie pas, p. 123 (26 novembre 1952).
- Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Dépose le rapport, p. 140 (27 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet qui modifie en plusieurs points les lois coordonnées sur la collation des grades académiques, p. 227 (10 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 mars 1949 et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la liberté des parents en matière scolaire, les résultats de la politique menée par les commissions temporaires, le rôle et la composition des commissions mixtes, les dispositions pénales reprises à la loi organique de l'enseignement primaire, le critère auquel est soumise la création des établissements officiels, les principes à la base des différents projets relatifs à l'enseignement, pp. 203 à 206 (9 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 215. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 4bis (nouveau) et intervient dans la discussion, pp. 217 et 218 (10 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Expose le problème de la formation et de la spécialisation professionnelle, de l'organisation de l'enseignement technique et du rôle de l'Etat en la matière, critique les dispositions visant l'inspection de l'enseignement technique libre, le Conseil supérieur, les méthodes tendant à la normalisation de cet enseignement technique, fait des observations au sujet de la paix scolaire, pp. 889 à 892 et 897 à 898 (17 mars 1953). — Fait des observations, p. 912 (18 mars 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 7, p. 939. — Intervient dans la discussion de l'article 9, p. 940. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 15, p. 941. — Propose l'insertion d'un article 20bis nouveau et intervient dans la discussion, pp. 942 à 943. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 30, pp. 948 et 949. — Intervient dans la discussion de l'article 36, p. 950. — Dépose un amendement à et intervient dans la discussion de l'article 42, p. 951. — Propose l'insertion d'un article 72bis et intervient dans la discussion, p. 955 (19 mars 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Intervient dans le vote de l'article 42, pp. 1005 à 1006 (26 mars 1953).
- Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'autonomie de gestion, l'équilibre entre les deux universités, les attributions du conseil d'administration, les écoles et les instituts annexés aux facultés, le

## Rolland (suite)

- secrétaire du conseil académique, le secrétaire d'administration, le patrimoine des universités, le plafond des avances de fonds, pp. 1045 à 1046. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 52, p. 1058 (22 avril 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la rationalisation de l'enseignement technique féminin, l'inspection spéciale de l'enseignement gardien, les constructions scolaires, le cinéma scolaire, l'enseignement normal technique, les bourses d'études, l'orientation scolaire et professionnelle, la réforme de l'enseignement normal moyen, la suppression des compositions dans l'enseignement moyen et les examens de passage, les écoles commerciales, les écoles d'infirmières, la pénurie d'infirmières diplômées, les gardes-malades, pp. 1064 à 1067 (22 avril 1953).
- Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 1171 (5 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et fait des observations au sujet du recrutement du personnel technique temporaire et du logement des chefs d'établissement, pp. 1265 à 1266 et 1273. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 5, p. 1274 (21 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Proposition de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Dépose la proposition, p. 1534 (17 juin 1953).
- Projet de loi portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Ronse, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Doc.** — N° 36. Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament.
- N° 74. Rapport : Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953.
- N° 103. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices.
- N° 106. Rapport : Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et de la falsification des billets émis par le Trésor public ou par un Etat étranger.
- N° 120. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices.
- N° 146. Rapport complémentaire : Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices.
- N° 163. Rapport : Budget du ministère des finances pour l'exercice 1953.
- N° 164. Rapport : a) Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (articles disjoints); b) Projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.
- N° 183. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices.
- N° 215. Rapport complémentaire : a) Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (articles disjoints); b) Projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.
- N° 235. Proposition de loi étendant l'immunité partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéficiaires affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise.
- N° 258. Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation des condamnés.
- N° 360. Rapport : Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1°, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947.
- N° 361. Rapport : Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (article 6 disjoint).
- N° 409. Rapport : Projet de loi relatif aux recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation en matière d'impôts directs.

## Ronse (suite)

- N° 410. Rapport : Projet de loi instaurant temporairement une procédure de conciliation en matière d'impôts directs pour certains impôts et exercices.
- N° 431. Rapport : Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur.
- N° 443. Rapport : Projet de loi relatif à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.
- N° 475. Rapport : Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat.
- N° 478. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.
- N° 498. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.
- Ann.** — Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Fait certaines observations quant à l'interprétation du texte, p. 141 (27 novembre 1952).
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 188 (3 décembre 1952). — Discussion générale. Discours : Concernant la suppression des jetons de présence des magistrats, l'avance de fonds aux comptables extraordinaires des services du premier ministre, la révision de la loi sur la comptabilité de l'Etat et de la loi sur la Cour des comptes, afin de rendre inutiles les dérogations annuelles, les sous-secrétaires d'Etat, la simplification de l'administration, la stabilité de l'emploi, p. 249 à 250 (11 décembre 1952).
- Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament. — Prise en considération. — Observations : Se déclare d'accord avec les observations de M. Rolin, p. 191 (9 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et de la falsification des billets émis par le Trésor public ou par un Etat étranger. — Dépose le rapport, p. 306 (17 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices. — Dépose le rapport, p. 274 (16 décembre 1952). — Renvoi en commission. — Fait des observations, p. 354 (23 décembre 1952).
- Proposition de résolution concernant l'institution d'un conseil interparlementaire consultatif belgo-néerlandais-luxembourgeois. — Dépose la proposition, p. 519 (3 février 1953). — Discussion générale. — Expose la portée de la résolution, appuie la proposition d'ajournement faite par M. van Zeeland, p. 1419 (4 juin 1953).
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 626 (11 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'activité des commissions, la discussion globale des budgets à caractère essentiellement financier, la déclaration tardive des titres, le contrôle des dépenses de l'Etat, les améliorations nécessaires, notamment en ce qui concerne le contrôle des dépenses faites par les institutions paraétatiques, pp. 660 à 661 (17 février 1953).
- Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Dépose un ordre du jour disant : « Le Sénat, ayant entendu les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour », p. 861 (10 mars 1953).
- Discussions générales jointes du projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices et du projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs. — Discours : Souligne l'importance du projet ayant pour but d'apurer l'arriéré en matière de recours fiscal, p. 869 (11 mars 1953). — Renvoi en commission. — Discours : Demande de continuer la discussion générale des deux projets, p. 871 (11 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre 1<sup>er</sup>). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 871 à 872; de l'article 5, p. 873 et 874 (11 mars 1953). — Proposition de renvoi en commission. — Discours : Demande de ne pas renvoyer le projet en commission, p. 874 (11 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre II, articles disjoints). — Discussion générale.

## Ronse (suite)

— Discours : Expose les modifications apportées au projet gouvernemental et les problèmes qui ont surgi à l'occasion de l'examen du projet en commission, pp. 964 à 965 (25 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 966 à 967, et de l'article 2, p. 967 (25 mars 1953).

Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéficiaires affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — Dépose la proposition, p. 1019 (26 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est question d'habitation unique construite ou achetée dans le but de l'habiter, p. 1418 (4 juin 1953).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation des condamnés. — Dépose la proposition, p. 1069 (22 avril 1953).

Proposition de loi relative aux ventes forcées pendant l'occupation. — Retire la proposition, p. 1238 (19 mai 1953).

Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947. — Dépose le rapport, p. 1534 (17 juin 1953). — Ajournement. — Discours : Déclare que le gouvernement a déposé des amendements au projet, demande l'ajournement de la discussion, p. 1717 (1<sup>er</sup> juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition : diminuer les droits de succession en ligne directe et augmenter les droits en ligne collatérale, souligne le caractère social de la proposition, p. 1732 (2 juillet 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation. — Dépose le rapport, p. 1534 (17 juin 1953). — Art. 6 disjoint. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et déclare qu'il tend à permettre aux personnes qui, en vertu d'une décision judiciaire, se sont vu restitué l'entière de leurs droits civils de profiter de leurs droits acquis à la pension, p. 1724 (1 juillet 1953).

Projet de loi relatif aux recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation en matière d'impôts directs. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953).

Projet de loi instaurant temporairement une procédure de conciliation en matière d'impôts directs pour certains impôts et certains exercices. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953).

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur. — Dépose le rapport, p. 1762 (2 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Demande au Sénat d'adopter les modifications apportées au projet par la Chambre, notamment en ce qui concerne les garanties attachées à la lettre de change, p. 2003 (17 juillet 1953).

Projet de loi relatif à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre. — Dépose le rapport, p. 1833 (8 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient lors du vote définitif des articles amendés. — Fait des observations concernant le texte néerlandais, p. 1992 (16 juillet 1953).

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes. — Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Vote sur les articles et les amendements réservés. — Intervient à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1992 (16 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Dépose le rapport, p. 1997 (16 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Donne un aperçu de la nouvelle législation en ce qui concerne l'abattement sur les réparations et le financement de celles-ci, souligne le caractère rétroactif de la loi, pp. 2011 à 2012. — Fait des observations, p. 2015 (17 juillet 1953).

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance du projet, qui tend à régler la situation des agents temporaires dans son ensemble, p. 2008 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 2018 à 2019 (17 juillet 1953). — Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2041 (17 juillet 1953).

## S

**Santens**, sénateur des arrondissements d'Audenarde et d'Alost.

*Doc.* — N<sup>o</sup> 234. Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel.

*Ann.* — Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les classes moyennes, le programme social du gouvernement, la sécurité sociale pour les classes moyennes, la loi d'établissement, la situation concurrentielle avec les grands magasins, la création d'un ministère des classes moyennes, p. 722 à 723.

Proposition de loi augmentant la limite des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel. — Dépôt de la proposition, p. 1019 (26 mars 1953).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à régler le commerce de détail. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1570 à 1571 (23 juin 1953). — S'abstient au vote de la proposition, p. 1699 (30 juin 1953).

**Schot**, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

*Doc.* — N<sup>o</sup> 31. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N<sup>o</sup> 94. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord relatif au régime douanier et fiscal du gasoil consommé comme ravitaillement de bord dans la navigation rhénane, adopté à Strasbourg le 16 mai 1952 par la commission centrale pour la navigation du Rhin.

N<sup>o</sup> 95. Rapport : Projet de loi portant approbation du second protocole à la convention, signée à La Haye le 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signé à La Haye le 27 mai 1952.

N<sup>o</sup> 176. Rapport : Budget de la dette publique pour l'exercice 1953.

N<sup>o</sup> 243. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas relative à la coopération en matière de douanes et d'accises, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952; b) convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrements de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952.

N<sup>o</sup> 308. Rapport : Projet de loi portant approbation et réglementation de l'exécution de la convention entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Washington le 28 octobre 1948, et de la convention complémentaire, signée à Washington le 9 septembre 1952.

N<sup>o</sup> 393. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'une part, et la République tchécoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchécoslovaquie et le protocole annexe, signés à Bruxelles le 30 septembre 1952.

N<sup>o</sup> 454. Rapport : Proposition de loi relative à la taxation des assurances vie.

N<sup>o</sup> 455. Amendement : Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

N<sup>o</sup> 460. Amendements : Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

N<sup>o</sup> 461. Amendement : 1<sup>o</sup> Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes; 2<sup>o</sup> Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes.

N<sup>o</sup> 512. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur les revenus, signée à Londres le 27 mars 1953.

N<sup>o</sup> 513. — Rapport. Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Stockholm le 1<sup>er</sup> avril 1953.

*Ann.* — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le but et l'utilité de la loi et les modifications nécessaires, la possibilité pour les réviseurs d'entreprises d'être commissaires de société, les honoraires du réviseur d'entreprises, le diplôme requis, le caractère de la profession et la portée des restrictions, pp. 57 à 59 (18 novembre 1952). — Demande des précisions au sujet du secret professionnel, p. 64. — Estime que la question de la force probante des constatations ou des travaux des réviseurs est étrangère au projet de loi et qu'il y a lieu, en cette matière, de compléter la loi de 1948 sur les conseils d'entreprise, p. 66. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>,

## Schot (suite)

- p. 68; de l'article 3, pp. 70 et 71; de l'article 4, pp. 75 et 76 (19 novembre 1952), pp. 80, 81, 82, 83 et 90; de l'article 7, pp. 83, 84, 85 et 87; de l'article 9, dépose un amendement à cet article, p. 91 (20 novembre 1952); de l'article 31, p. 104; de l'article 32, p. 107 (25 novembre 1952).
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Discute les arguments avancés par M. Doutrepont et par M. Dierckx, pp. 149 à 150 (27 novembre 1952).
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Remarque qu'aucun crédit n'est prévu pour l'exécution du plan Schuman, demande qu'on ne fasse plus la distinction entre budget ordinaire et budget extraordinaire, condamne la fiscalité excessive et examine les moyens d'y remédier, soulève la question des sous-secrétaires d'Etat, des modifications à apporter à l'administration et au statut des fonctionnaires, pp. 282 à 285 (17 décembre 1952).
- Projet de loi portant approbation du second protocole à la convention signée à La Haye le 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signé à La Haye le 27 mai 1952. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 317 (18 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 317 et 318. — Discours : Demande si les ouvriers et les patrons acceptent de payer cette contribution supplémentaire, pp. 346 à 347 (18 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 377 (23 décembre 1952).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion et vote sur les ordres du jour. — Fait des observations au sujet de la priorité du vote, pp. 501 et 502 (29 janvier 1953).
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 702 (19 février 1953).
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1953 et budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la situation de la dette publique et la présentation de ce budget, le recours aux emprunts et leur placement, le volume des charges et leur répartition, pp. 823 à 824 (4 mars 1953).
- Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Regrette que la discussion du projet ait lieu le lendemain de la distribution du rapport, appuie les observations formulées au cours du débat, fait des observations au sujet de l'amélioration et de la coordination des textes et du calcul de la prime à payer, p. 986. — Fait des observations, p. 989 (26 mars 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : notre situation actuelle dans l'U. E. P., les difficultés d'application du plan Schuman et le siège définitif de la communauté charbon-acier, le plan Marshall; examine le problème Benelux, la politique d'union douanière et d'intégration économique; remarque que Benelux, loin d'être en voie de réalisation, est devenu une cause de friction; souligne les mesures qui peuvent être prises malgré l'existence d'un accord de préunion en vue de défendre notre industrie contre les mesures discriminatoires et protectionnistes; déclare que la réalisation de l'union économique est souhaitable, estime toutefois qu'elle est subordonnée à l'existence d'une union politique et que si l'on considère celle-ci comme irréalisable, il faut renoncer à l'union économique, pp. 1102 à 1106 (28 avril 1953).
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas relative à la coopération en matière de douanes et d'accises, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952; b) convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952. — Vote : S'abstient au vote, p. 1202 (7 mai 1953).
- Projet de loi portant approbation et réglementation de l'exécution de la convention entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Washington, le 28 octobre 1948, et de la convention complémentaire, signée à Washington, le 9 septembre 1952. — Dépose le rapport, p. 1319 (27 mai 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1419 à 1420 (4 juin 1953).
- Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — S'abstient au vote, p. 1482 (11 juin 1953).
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le maintien de notre politique économique, sociale et

## Schot (suite)

- financière et les possibilités d'exécuter tout le programme militaire, les dépenses et les programmes militaires comparés à ceux des pays voisins, pp. 1513 à 1514 (6 juin 1953).
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'une part, et la République tchécoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchécoslovaquie, et le protocole-annexe, signés à Bruxelles le 30 septembre 1952. — Dépose le rapport, p. 1630 (24 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Examine les causes du malaise financier, désapprouve la distinction établie entre les budgets ordinaires et extraordinaires, admet la nécessité des dépenses militaires, déclare qu'il est nécessaire de prévoir un programme équilibré et de s'y tenir, pp. 1593 à 1594 (23 juin 1953).
- Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947. — Discussion générale. — Discours : Approuve la réduction des droits de succession en ligne directe, n'admet pas la majoration des droits en ligne collatérale et entre étrangers, déclare que ces dispositions rompent l'équilibre existant, examine l'incidence des droits de succession sur les investissements, p. 1733 (2 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les arriérés de certaines rémunérations. — Discussion générale. — Discours : Critique le projet et déclare que l'exception établie doit être strictement limitée aux rémunérations, pp. 1737 à 1738 (2 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Incident relatif à l'élaboration de l'ordre du jour. — Fait des observations, pp. 1745 (2 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la notion d'appel public à l'épargne, les commissaires-reviseurs, pp. 1849 à 1850. — Fait des observations, pp. 1852 et 1854 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des articles 2, p. 1855; 3, pp. 1855 à 1857; 10 et 14, p. 1858 (9 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Son amendement à l'article 2 est rejeté, p. 1948 (15 juillet 1953).
- Proposition de loi relative à la taxation des assurances vie. — Dépose le rapport, p. 1878 (9 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations formulées par M. Troolet, p. 1974 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la complexité des lois fiscales, l'insuffisance du contrôle, l'extension de la matière imposable, pp. 1884 à 1888 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4 et dépose un amendement, dont le vote est réservé, p. 1891. — Demande la disjonction de l'article 7, p. 1892. — Dépose un sous-amendement à l'amendement de M. Slegten à l'article 11, dont le vote est réservé, p. 1893. — Dépose des amendements à l'article 12, dont le vote est réservé, p. 1893 (14 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Son amendement à l'article 4 est adopté, p. 1903. — Intervient au sujet du vote de l'article 7, p. 1903. — Fait des observations au sujet du vote de son sous-amendement à l'article 11, qui est rejeté, p. 1904 (14 juillet 1953). — Demande la parole pour un rappel au règlement concernant le droit de justifier son vote, p. 1903 (14 juillet 1953). — Justifie son vote, p. 1950 (15 juillet 1953).
- Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Discussion générale. — Discours : Contesté l'utilité du projet, fait des observations au sujet des retards dans l'examen et le contrôle des rectifications à faire dans le paiement des impôts et dans l'examen des recours, pp. 1912 à 1914 (15 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1920 (15 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes. — Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition, fait des observations au sujet du critère auquel doit répondre l'habitation moyenne, pp. 1959 à 1960 et 1961 à 1962 (16 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1962 à 1963; de l'article 4, p. 1966 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, § 2, p. 1978 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion des articles. — Intervient à la discussion de l'article 2, p. 2027 (17 juillet 1953).

**Segers, ministre des communications, sénateur coopté.**

**Ann.** — Sur motion de M. Moulin, répond qu'il examinera le problème de la suppression de la ligne de chemin de fer entre Renaix et Lessines, en tenant compte de ses incidences financières sur le plan de l'économie générale de la S. N. C. F. B. et en mettant en parallèle les intérêts tant des usagers que du personnel, p. 316 (18 décembre 1952).

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président à la mémoire de M. le sénateur Van Eynendonck, p. 536 (4 février 1953).

Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations formulées et précise la portée du projet, demande au Sénat d'approuver le projet sans retard, pp. 986 à 988 et 989. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, pp. 992 à 993 (26 mars 1953).

Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations et aux critiques formulées au cours du débat, pp. 1463 à 1466 (10 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 1468 (10 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions et observations des différents orateurs, pp. 1659 à 1666. — Répond aux questions et observations de MM. Neels, Van Peteghem, Molter, Briot et De Stobbeleir, pp. 1672 à 1673 (25 juin 1953). — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 22, p. 1673, et de l'article 24, p. 1674 (25 juin 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Répond aux observations de M. Pontus, p. 1697 (30 juin 1953).

Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1743 à 1744 et 1750 (2 juillet 1953).

**Servais (Léon), sénateur coopté.**

**Doc.** — N° 104. Rapport : Projet de loi relatif à la pension de vieillesse.

N° 167. — Rapport : Budget des dotations pour l'exercice 1953.

N° 192. — Rapport : Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est.

N° 193. — Rapport : Projet de loi relatif aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat.

N° 279. Rapport : Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Fischer, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre.

N° 466. Rapport : Projet de loi relatif à la constitution de sociétés commerciales créées pour reprendre l'activité des sièges d'opérations en Belgique de banques de droit étranger ou de banques appartenant à des particuliers et à la transformation des banques constituées sous la forme de sociétés en nom collectif en sociétés commerciales de droit belge de forme juridique différente.

N° 467. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 90; de l'article 7, p. 87 (20 novembre 1952); dépose des amendements à l'article 32 qui sont retirés et intervient dans la discussion de cet article, p. 106 et 107 (25 novembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Dépose le rapport, p. 285 (17 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la portée transitoire du projet et les améliorations qu'il apporte, les moyens de financement, la majoration de la retenue à titre de cotisation sociale sur le salaire non plafonné, pp. 317 à 318 (18 décembre 1952).

Admission de M. Somers comme membre du Sénat. — Donne lecture de son rapport, en langue française, p. 684 (19 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la famille, les conséquences économiques, sociales et financières de la dénatalité, les allocations familiales d'orphelins, l'amélioration des allocations familiales, l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et le contrôle, les dépenses du secteur « mineurs », la compensation, la gestion des organismes assureurs, la répartition des cotisations, pp. 780 à 786 (26 février 1953).

**Servais (Léon) (suite)**

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est. — Dépose le rapport, p. 831 (4 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Précise la portée de la proposition, pp. 875 à 876. — Renvoi en commission. — Déclare que rien ne justifie le renvoi de cette proposition de loi en commission, p. 876. — Discussion de l'article unique. — Fait des observations, p. 876 (11 mars 1953).

Projet de loi relatif aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 831 (4 mars 1953).

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Fischer, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — Dépose le rapport, p. 1192 (6 mai 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951. — Dépose le rapport, p. 1955 (15 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée, projet et demande que l'article 1<sup>er</sup> du projet soit disjoint et renvoyé à la commission, p. 1958 (16 juillet 1953).

Projet de loi relatif à la constitution de sociétés commerciales créées pour reprendre l'activité des sièges d'opérations en Belgique de banques de droit étranger ou de banques appartenant à des particuliers et à la transformation des banques constituées sous la forme de sociétés en nom collectif en sociétés commerciales de droit belge de forme juridique différente. — Dépose le rapport, p. 1955 (15 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Justifie son vote négatif, p. 1993 (16 juillet 1953).

**Servais (Maurice), sénateur provincial de Namur.**

**Doc.** — N° 16. Rapport : Proposition de loi tendant à relever, à titre transitoire, la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951).

N° 323. — Rapport : Projet de loi portant modification du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872).

N° 324. Rapport : Projet de loi portant modification du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

N° 339. Amendements : Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail.

N° 479. Amendement : Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes.

N° 503. Rapport. Projet de loi sur le registre de commerce.

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'accès à la profession, l'âge, la formation théorique, le contrôle des connaissances pratiques, des aptitudes et de l'expérience professionnelle, p. 56 (18 novembre 1952). — Demande l'ajournement de la discussion des articles et le renvoi de tous les amendements aux commissions réunies, p. 61 (18 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 68; de l'article 3, p. 71; de l'article 4, pp. 71, 73 et 74 (19 novembre 1952). — Dépose un amendement à l'article 31, qui est rejeté, p. 104. — Intervient dans la discussion de l'article 32, dépose des amendements, pp. 105 à 108. — Intervient dans la discussion de l'article 34, p. 109 (25 novembre 1952).

Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Appuie la motion de M. Van den Daele, insiste sur les répercussions financières de la proposition, p. 128. — Déclare que, de 1946 à 1949, M. Troclet n'a rien fait pour les classes moyennes, demande qu'en 1953 des mesures soient prises au profit des assurés libres, p. 132 (26 novembre 1952). — S'abstient au vote sur l'ajournement, p. 136 (26 novembre 1952).

**Servais (Maurice) (suite)**

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles : justifie son vote, p. 364. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article *Aquater*, p. 365 (23 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 377 (23 décembre 1952).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1249, et de l'article 13, p. 1252 (20 mai 1953).

Validation des pouvoirs de M. le sénateur Philips. — Donne lecture de son rapport, p. 1386 (3 juin 1953).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Demande d'ajournement. — Fait des observations, p. 1546 (18 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que le commerce et l'artisanat privés désirent une protection plus efficace que celle que préconise le texte de la commission, p. 1550 (18 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> et dépose un amendement, dont le premier alinéa est rejeté, tandis que le deuxième alinéa tombe, pp. 1570 à 1572. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article *1bis*, p. 1572. — Retire son amendement à l'article 5, p. 1572. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et dépose un amendement, qui est adopté, p. 1573. — Intervient dans la discussion de l'article 7 et dépose un amendement, qui est rejeté, p. 1574. — Intervient dans la discussion de l'article 8 et retire son amendement, p. 1574 (23 juin 1953). — Justifie son vote et s'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes. — Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>, dont le vote est réservé, p. 1965 (16 juillet 1953). — Vote sur les articles et amendements réservés. — Son amendement à l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> est rejeté, p. 1993 (16 juillet 1953).

**Sledsens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

**Doc.** — N° 370. Rapport : Projet de loi modifiant certains articles du Code électoral.

N° 371. Rapport : Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

**Ann.** — Interpellation à M. le ministre de l'agriculture « sur la situation de la culture des fleurs à couper et sur les mesures qui s'imposent afin de sauver cette culture de la ruine », Demande, p. 228 (10 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la sécurité civile, la radio-distribution, la situation des receveurs régionaux, le Fonds des communes, les traitements des bourgmestres et des échevins, les barèmes du personnel communal, les impôts sur les réjouissances publiques, le reclassement des communes, l'aide aux grands villes, les centimes additionnels, pp. 393 à 395 (20 janvier 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 et interpellation au ministre de l'agriculture « sur la situation de la culture des fleurs à couper et sur les mesures qui s'imposent afin de sauver cette culture de la ruine ». — Discussion générale. — Discours : Déclare que les difficultés que connaît la culture des fleurs à couper dans le cadre de Benelux ne date pas de 1952, mais d'avant 1947, souligne l'importance sociale et économique de cette culture, remarque que les prix de revient de la production hollandaise sont inférieurs de 35 p. c. aux prix belges et excluent toute concurrence, remarque que ni la taxe de 12 p. c. à l'importation ni le contingentement temporaire n'ont pu remédier à cet état de choses, estime qu'il n'existe plus qu'une solution à ce problème, notamment l'inscription des fleurs à couper sur la liste A du protocole, demande que la taxe de luxe perçue sur la vente des fleurs soit appliquée avec moins de rigueur, demande que des mesures soient prises afin d'assurer l'exécution des règlements existants ou à prendre en matière d'importation, pp. 429 à 431 (22 janvier 1953). — Appuie la demande de M. Sobry, p. 521 (3 février 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique familiale, les allocations familiales, la sécurité sociale, le logement, la représentation des associations familiales au sein du Conseil national de l'enseignement, les vacances et le tourisme, pp. 603 à 605 (10 février 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).

Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins. — Discussion générale. — Discours : Concernant les conseils d'appel et le manque de coordination dans ce domaine, pp. 997 à 998 (26 mars 1953).

**Sledsens (suite)**

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953.

— Discussion générale. — Discours : Concernant : la cession de terrains militaires dans l'agglomération anversoise, l'application des mesures d'épuration, la cote d'appréciation morale pour le candidat officier de réserve, la constitution d'une commission chargée de donner son avis sur l'examen et dans laquelle siègent des membres du parlement, le régime linguistique et l'atmosphère générale à l'armée, les aumôniers militaires et l'organisation de pèlerinages pour militaires, pp. 1516 à 1519 (17 juin 1953).

Proposition de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

Projet de loi modifiant certains articles du Code électoral. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, pp. 1575 à 1576 (23 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : les ponts sur le canal Albert, la cession des terrains militaires dans l'agglomération anversoise et les rectifications à exécuter à la route Anvers-Turnhout, la liaison Anvers-Rhin-Ruhr, les communications entre Anvers et le nord du pays, le problème du canal de la Nèthe, l'autostrade Anvers-Bruxelles, l'aménagement de la région du canal Albert en vue de l'établissement de nouvelles industries, pp. 1585 à 1587 (23 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion des articles du budget. — Fait personnel de M. Cornez : fait des observations, pp. 1695 à 1696 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ». — Fait des observations, p. 1716 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1722 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les amendements qu'il a déposés, les onze communes de la région plat-thioise, p. 1875 à 1877 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 3, qui vient à tomber, p. 1041 (15 juillet 1953). — Ses amendements au § 1<sup>er</sup> de l'article 2 viennent à tomber, p. 1977. — Son amendement tendant à supprimer à l'alinéa 2 de l'article 2, § 2, le nom de la commune de « Helchin » est rejeté, p. 1978. — Son amendement au § 4 de l'article 6 relatif aux communes de Biévene et de Marcq vient à tomber, celui relatif aux communes de la Voer est adopté, p. 1984 (16 juillet 1953).

**Slegten, sénateur provincial du Limbourg.**

**Doc.** — N° 121 et 184. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 339. Amendement : Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale. — Proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail.

N° 363. Rapport : Demandes de naturalisation.

N° 460. Amendement : Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 496. Rapport : Proposition de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

N° 497. Rapport : Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

**Ann.** — Projets de loi accordant la naturalisation. — Dépose le rapport, p. 349 (18 décembre 1952).

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, qui est adopté, p. 1572 (23 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif aux taxes communales sur « les maisons de logement » ou « taxes de séjour ». — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1716 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 11, dont le vote est réservé, p. 1893 (14 juillet 1953).

— Vote sur les amendements et articles réservés. — Son amendement est adopté et devient l'article 11, p. 1904 (14 juillet 1953).

Demandes de naturalisation. — Scrutin. — Fait des observations, p. 1902 (14 juillet 1953).

**Sobry**, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

*Doc.* — N° 88. Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles.

*Ann.* — Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles. — Dépose la proposition, p. 228 (10 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Demande qu'il soit fait une application très souple des dispositions relatives à l'autorisation accordant le libre transport sur une distance supérieure aux 10 kilomètres prévus, p. 645 (12 février 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 et interpellation de M. Sledsens au ministre de l'agriculture — Discussion générale. — Discours : Examine la politique agricole et la situation de notre économie agricole, traite du prix du froment, de la culture des betteraves, du lait, de la production de la viande, la production des œufs, l'élevage des moutons, l'index des prix de vente, la rentabilité de l'agriculture, l'élaboration d'un plan quinquennal en vue de la réforme structurelle de notre agriculture, la lutte contre les maladies, le développement des installations électriques dans les fermes, l'assèchement des terres, les plants sélectionnés, tant indigènes qu'importés, pp. 431 à 433 (22 janvier 1953). — Appelle, par motion d'ordre, l'attention du ministre de l'agriculture sur les dégâts causés par l'eau de mer aux terres cultivées lors des récentes inondations et sur les mesures de secours qui doivent être envisagées, p. 521 (3 février 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rappel sous les armes des fils d'agriculteurs pendant la moisson, la révision de la loi sur la milice en matière de demandes d'exemptions de service au cas où trois fils ont accompli leur service militaire, la procédure d'appel en matière de décision du conseil de milice, pp. 1512 à 1513 (16 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : la construction de nouvelles digues, les travaux de désensablement, les routes, les chemins de halage le long de l'Yser et du canal de Lo, les ponts sur l'Yser et le canal de Lo, les chemins ruraux, l'octroi de subsides aux communes et la mise au travail des chômeurs, l'industrie des plants de pommes de terre et la construction de bâtiments à Kaaskerke, pp. 1583 à 1584 (23 juin 1953).

**Somers**, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

*Ann.* — Vérification de ses pouvoirs, p. 684 (19 février 1953). — Prête serment, p. 719 (24 février 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Spaak (Mme)**, sénateur coopté.

*Ann.* — Doyenne d'âge, déclare ouverte la session ordinaire 1952-1953, p. 4 (11 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi autorisant, à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Spreutel**, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — N° 340. Amendement : Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise.

*Ann.* — Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

**Spreutel** (suite)

Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion des articles : dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, tendant à l'insertion d'un nouvel alinéa entre le premier et le second alinéa, dont le vote est réservé, p. 1466 (10 juin 1953). — Son amendement est rejeté, p. 1477 (11 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement à l'article 22, dont le vote est réservé, p. 1673 (25 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Streef**, sénateur provincial de Liège.

*Doc.* — N° 271. Rapport : Projet de loi sur la pêche fluviale.

*Ann.* — Projet de loi sur la pêche fluviale. — Dépose le rapport, p. 1152 (30 avril 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : les buts du projet; la répression des délits relatifs à la pollution des eaux; le Fonds piscicole, la compétence du comité central et des commissions provinciales, p. 1275 (21 mai 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Struye**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, président du Sénat.

*Ann.* — Réélu président, p. 5 (11 novembre 1952).

Rapport de la commission des finances concernant le projet de loi autorisant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'État une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Dépôt : Fait des observations, p. 128 (26 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Propose de joindre la discussion générale de ces deux projets de loi, p. 170 (3 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Renvoi en commission. — Propose d'interrompre la discussion afin de permettre aux membres de la commission de la justice d'examiner les modifications proposées, p. 363 (23 décembre 1952).

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 378 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : Dit qu'il faut écarter du débat tout ce qui pourrait être interprété comme découvrant la Couronne et que seule la responsabilité du ministre de la justice peut être mise en cause, ou éventuellement celle du gouvernement, p. 458 (27 janvier 1953).

— Déclare que deux ordres du jour ont été déposés et que M. Coulonvaux lui a transmis une motion d'ordre invitant le gouvernement à répondre clairement aux questions posées avant qu'il soit passé à la discussion et au vote sur les ordres du jour déposés; déclare que, en vertu de l'article 25 du règlement, cette communication écrite ne constitue pas une motion d'ordre et que sa mise en discussion reviendrait à rouvrir un débat pratiquement clos; invite M. Coulonvaux à déposer éventuellement un troisième ordre du jour, pp. 481, 482 et 487 (28 janvier 1953). — Rappel au règlement de M. Gillon. — Est d'accord pour dire que la motion de M. Coulonvaux constitue une demande d'ajournement d'un vote, p. 482 (28 janvier 1953). — Demande d'ajournement du vote des ordres du jour. — Déclare que, sous réserve du vote, l'incident est clos, p. 489 (28 janvier 1953). — Déclare que l'ordre du jour primitif subsiste comme tel si les auteurs n'acceptent pas d'adjonction et que l'amendement présenté par MM. Gillon, Rolin et consorts peut être considéré comme étant un troisième ordre du jour, pp. 497 à 498. — Déclare qu'en matière d'amendement, il existe une différence essentielle entre le domaine législatif et celui d'une interpellation donnant lieu au dépôt d'ordres du jour et propose de saisir la commission du règlement de la question, pp. 499 et 500. — Déclare que se pose la question de priorité, p. 501 (29 janvier 1953). — Rappel au règlement par M. Rolin. — Déclare qu'en vertu de l'article 96 du règlement, une commission spéciale étudiera la question, p. 515 (3 février 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du projet. — Intervient au sujet de la recevabilité d'un amendement relatif à l'annexe d'un acte international qui n'a pas encore été soumis au parlement, pp. 550 à 551 (4 février 1953).

## Struye (suite)

- Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que dix membres ont demandé que la Haute Assemblée se constitue en comité secret pour discuter ce budget, p. 666 (17 février 1953). — Discussion des articles du tableau. — Déclare qu'une commission sera constituée dans le but de suggérer les modalités de modification de l'article 57 de la Constitution, lors d'une prochaine révision constitutionnelle, p. 673 (18 février 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre 1<sup>er</sup>). — Renvoi en commission. — Déclare que la demande de renvoi d'un vote est de droit, mais fait remarquer que tous les articles du projet de loi ayant été adoptés, l'ajournement du vote par appel nominal ne paraît pas fondé, p. 874 (11 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — S'abstient au vote, p. 895 (17 mars 1953).
- Répond à M. Leynen, qui demande par motion d'ordre que le résultat des votes soit repris au *Compte rendu analytique*, que les résultats des votes sont toujours publiés aux *Annales parlementaires* et qu'ils sont toujours repris au *Compte rendu analytique* s'il y a un motif déterminé, p. 908 (18 mars 1953).
- Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement moyen à l'étranger. — Renvoi en commission. — Rappelle que ce projet a été soumis à l'examen du Sénat en séance publique, il y a un an, et que le ministre en avait demandé l'ajournement afin de pouvoir y présenter des amendements, pp. 955 à 956 (19 mars 1953).
- Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Déclare que, dorénavant, lors de la prise en considération d'une proposition de loi, une indication sera donnée au Sénat quant à la commission à laquelle la proposition sera renvoyée, p. 986 (26 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Ajournement. — Déclare que M. Trochet lui a fait part de son intention de déposer des amendements et qu'il propose en conséquence d'ajourner le projet, p. 998 (26 mars 1953).
- Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen. — Annonce que le Sénat doit se prononcer sur les conclusions de la commission de la justice tendant à la levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen, en vue d'intenter les poursuites judiciaires du chef d'infraction du règlement de police en matière de roulage, p. 1026 (21 avril 1953).
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1093 à 1094 (23 avril 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Propose de renvoyer à la commission des affaires étrangères la motion déposée par M. Rolin au sujet des pays économiquement sous-développés. — Fait des réserves quant à sa recevabilité, étant donné qu'elle demande au gouvernement de déposer un projet de loi, pp. 1118 à 1119 (29 avril 1953).
- Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion des articles. — Demande d'apporter une modification d'ordre purement matériel à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1171 (5 mai 1953). — Intervient dans la discussion de cet article, pp. 1174 à 1175 (6 mai 1953). — Fait des observations à l'article 2, p. 1175 (6 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Proposition de renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1183 (6 mai 1953).
- Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvre. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 6, p. 1231 (19 mai 1953).

## Struye (suite)

- Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — Demande au Sénat de se prononcer sur le nouveau titre : Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales, p. 1240 (20 mai 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion sur la procédure. — Discours : Déclare que le problème est de savoir si la commission devait examiner l'ensemble du projet ou seulement les articles 7 et suivants, p. 1240 (20 mai 1953). — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la rédaction de l'article 7, p. 1248 (20 mai 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Fait état des efforts faits en vue d'une meilleure synchronisation des travaux des Chambres législatives, déclare que, dès l'instant où l'une des deux Chambres a voté un projet de loi, l'autre doit se prononcer sur ce texte et sur les amendements, p. 1309 (27 mai 1953). — Discussion des articles du tableau. — Fait des observations lors de la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1318 (27 mai 1953).
- Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 13, p. 1468 (10 juin 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 14, p. 1492 (11 juin 1953). — Ajournement du vote en seconde lecture. — Propose d'ajourner le vote, un nouvel amendement ayant été déposé, p. 1785 (7 juillet 1953). — Demande de renvoi en commission. — Fait des observations, p. 1863 (9 juillet 1953). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient dans la discussion de l'article 5, pp. 1864 et 1865 (9 juillet 1953).
- Sur motion d'ordre de M. Harmegnies, qui demande l'urgence pour la discussion de la proposition de loi relative aux finances provinciales et communales, déclare que la proposition sera discutée avant les vacances, p. 1546 (18 juin 1953).
- Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale et proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. — Demande d'ajournement. — Propose d'entamer tout de suite le débat, p. 1546 (18 juin 1953).
- Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Fait des observations, pp. 1629 à 1630 (24 juin 1953). — (Crédits relatifs à la reconstruction). — Discussion des articles du budget. — Fait personnel de M. Cornez. — Fait des observations, pp. 1695 à 1696 (30 juin 1953).
- Motion d'ordre de M. Harmegnies. — Déplore la transmission tardive des budgets, p. 1650 (25 juin 1953).
- Motion d'ordre de M. Doutrepoint. — Déclare que, à titre exceptionnel, on votera d'abord sur l'article 7 de la loi budgétaire, p. 1651 (25 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du projet de loi. — Fait des observations, p. 1653 (25 juin 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Propose l'ajournement, p. 1710 (30 juin 1953). — Déclare que, le ministre de l'intérieur étant retenu à la Chambre, la discussion est ajournée, p. 1716 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Discours : Estime que l'erratum n'apporte pas d'élément nouveau, p. 1715. — Demande de rappel à l'ordre par M. De Boodt. — Fait des observations, pp. 1720 et 1723 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil. — Dépôt et prise en considération. — Fait des observations, p. 1731 (2 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Ajournement. — Fait des observations, p. 1774 (7 juillet 1953).
- Projet de loi relatif à certains contrats à long terme. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1797 (8 juillet 1953).
- Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 1799 à 1800, et de l'article 4, pp. 1800 à 1801 (8 juillet 1953).



## Struye (suite)

- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la demande de M. Rolin, tendant à reporter la discussion des articles à la prochaine séance, p. 1830 (8 juillet 1953).
- Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1840; de l'article 8, p. 1843; de l'article 13, p. 1847, et de l'article 16, p. 1847 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1852 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1855; de l'article 3, pp. 1855 à 1857 (9 juillet 1953). — Vote sur les amendements et articles réservés. — Fait des observations au sujet de l'article 3, alinéa 3, p. 1948, et alinéa 4, p. 1949 (15 juillet 1953).
- Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite », en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date, en dehors du cadre de cette loi. — Discussion générale. — Discours, fait des observations au sujet de l'intitulé de la proposition, pp. 1879 à 1880 (14 juillet 1953). — Discussion de l'article unique. — Fait des observations au sujet de la demande de M. Troclet tendant au vote par appel nominal, p. 1883 (14 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Intervient au sujet du vote de l'article 7, p. 1903 (14 juillet 1953). — Rappel au règlement de M. Schot concernant le droit de justifier sont vote. — Fait des observations, p. 1903 (14 juillet 1953).
- Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Est désigné comme représentant à cette assemblée, p. 1902 (14 juillet 1953).
- Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1920 (15 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1965 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet du § 7 de l'article 9, p. 1990. — Intervient lors du vote définitif des articles amendés, p. 1992 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Motion d'ordre de M. Gillon, qui propose d'ajourner le débat à la prochaine séance. — Répond aux observations de M. Gillon, p. 2011 (17 juillet 1953).
- Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2042 (17 juillet 1953).

T

## Taillard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Estime que la création d'une profession nouvelle est inopportune, pp. 56 et 57 (18 novembre 1952).
- Budget des pensions pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la péréquation des pensions, les justes revendications des pensionnés invalides de guerre, des veuves et orphelins, les pensions de réparation, la politique du gouvernement en la matière, pp. 240 à 241 (11 décembre 1952).
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Condamne la politique de préparation à la guerre menée par le gouvernement et fait état des charges considérables qu'elle entraîne pour le pays, estime qu'il est nécessaire de diminuer les dépenses militaires pour revenir à une politique de plein emploi et de progrès social, examine la question du financement du budget extraordinaire et du montant de la dette publique, remarque que parmi les postes en diminution au budget se trouve celui du travail et de la prévoyance sociale, pp. 280 à 282 (17 décembre 1952).

SÉNAT. — TABLE DES ORATEURS ET AUTEURS. — 1952-1953.

## Taillard (suite)

- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Critique la précipitation avec laquelle se fait la discussion du projet et se déclare partisan de la prorogation pure et simple, p. 290 (17 décembre 1952).
- Projet de loi fixant pour l'année 1953 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les charges trop lourdes qui découlent des accords atlantiques et la tutelle étrangère, la suppression des fraudes et la réduction du temps de service, p. 310 (18 décembre 1952).
- Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Justifie le vote négatif du groupe communiste, p. 314 (18 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 348 et 349 (18 décembre 1952). — S'abstient au vote, p. 377 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique de préparation à la guerre poursuivie par le gouvernement, la politique financière communale, l'autonomie des communes, le statut pécuniaire du personnel communal, le paiement des indemnités de milice, la sécurité civile, la construction d'habitations à bon marché, pp. 414 à 416 (21 janvier 1953).
- Proposition de loi tendant à diminuer le prix du papier journal. — Retire la proposition, p. 448 (27 janvier 1953).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion. — Discours : Condamne la politique du gouvernement en matière de répression de l'incivisme, pp. 468 à 469 (27 janvier 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'insuffisance et la répartition des secours, pp. 633 à 634 (12 février 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 641 (12 février 1953).
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote, p. 643 (12 février 1953).
- Budget des dotations pour l'exercice 1953. — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 105, p. 672 (18 février 1953).
- Projet de loi contenant le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Critique l'organisation de la gendarmerie, pp. 881 à 882 (11 mars 1953).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Expose les raisons pour lesquelles le groupe communiste ne votera pas le projet, p. 963 (25 mars 1953).
- Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique économique, notre commerce avec la zone de l'U. E. P., les dépenses de réarmement, notre politique étrangère, les échanges de vues entre les Etats-Unis et l'I. R. S. S., la communauté européenne de défense, pp. 1147 à 1149 (30 avril 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le statut actuel permet la révision des dossiers, appuie les amendements de M. Buisseret, pp. 1216 à 1217 (19 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Ficher, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — Discussion générale. — Discours : Expose les motifs pour lesquels son groupe désapprouve ce projet, p. 1262 (21 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le traitement des secrétaires et secrétaires adjoints des parquets et l'organisation du travail des greffes, la répression de l'incivisme, le vote négatif du groupe communiste, pp. 1304 à 1305 (27 mai 1953).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Justifie le vote du groupe communiste, p. 1336 (28 mai 1953).

## Taillard (suite)

- Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1<sup>er</sup>, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dispositions nouvelles du projet, la question des récupérations, les camps douteux, la priorité en matière d'habitations à bon marché, pp. 1483 à 1484 (11 juin 1953).
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la charge excessive des dépenses militaires et la politique de préparation à la guerre, pp. 1525 à 1526 (17 juin 1953).
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant le financement du budget, la réduction des dépenses militaires, la résorption du chômage, pp. 1591 à 1592 (23 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la collaboration avec l'ennemi a été le fait d'une certaine partie de la bourgeoisie du pays agissant pour des intérêts matériels, condamne la politique de réhabilitation de l'incivisme et de la trahison, déclare que le projet de loi fait partie d'un plan d'ensemble et que le groupe communiste ne le votera pas, pp. 1791 à 1792 (7 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).
- Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende. — S'abstient au vote, p. 2038 (17 juillet 1953).
- Projet de loi augmentant le nombre des échevins de la ville de Liège. — S'abstient au vote, p. 2038 (17 juillet 1953).

## Trochet, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Doc. — N° 62. Amendement : Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Epargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite.
- N° 117. Rapport : Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs.
- N° 242. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signées à Paris le 19 janvier 1951.
- N° 244. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
- N° 278. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 1<sup>er</sup> août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles le 30 avril 1948.
- N° 285. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 97) concernant les travailleurs migrants et des annexes, revisées à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session.
- N° 417. Amendements : Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.
- N° 421. Amendements : Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence.
- N° 473. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suisse en matière d'assurances sociales et du protocole général, signés à Berne le 17 juin 1952.
- N° 479. Amendement : Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes. — Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes.
- N° 484. Amendement : Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat.
- N° 514. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 101) concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée à Genève le 26 juin 1952, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente-cinquième session.

## Trochet (suite)

- Ann. — Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Concernant les échanges d'archives, la nomination de commissions temporaires qui décideraient de l'opportunité de détruire certains documents, le problème du personnel, pp. 121 à 122 et 125 (26 novembre 1952). — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 126 (26 novembre 1952).
- Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Epargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Dépôt du rapport. — Discours : Demande que la commission des finances prenne officiellement l'avis de la commission du travail et de la prévoyance sociale en cette affaire, p. 127 (26 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Enumère les propositions socialistes ayant été formulées en la matière, examine la portée du projet et pose la question de la réévaluation, pp. 159, 161 et 163. — Déclare que les socialistes assimilent les petits rentiers aux assurés libres dans l'hypothèse où ils ne sont pas d'anciens salariés bénéficiaires de la sécurité sociale, parce que partant d'un versement identique ils veulent leur accorder des avantages identiques, p. 164 (2 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 164. — Dépose un amendement tendant à l'insertion d'un article 7 nouveau, qui est rejeté, et intervient dans la discussion, pp. 167 à 167 (2 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 174 (3 décembre 1952).
- Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et en général toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Déclare qu'une proposition transitoire doit être votée pour prendre les mesures provisoires majorant la pension, pp. 128 à 129. — Expose ce qui a été fait depuis 1946 en matière de pensions de vieillesse et le progrès réalisé du point de vue social, se déclare d'accord avec le gouvernement à condition que le ministre des finances garantisse l'entrée en vigueur du nouveau régime des pensions des assurés libres à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1953, compare le sort fait à la loi en faveur des petits rentiers de la Caisse d'Epargne et celui fait à la présente proposition de loi, s'oppose à l'ajournement de la discussion, pp. 130 à 131. — Demande que l'on se prononce sur l'ajournement au cours d'une séance ultérieure, ménageant ainsi l'opportunité d'examiner la question entre-temps, p. 135 (26 novembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 317. — Discours : Reproche au projet trois vices capitaux; la gabegie, le désordre et une politique déplorable; déclare que le régime de la sécurité sociale est commun aux ouvriers et aux employés, sauf en ce qui concerne les ouvriers mineurs, étant donné qu'il existe pour eux une base légale différente; estime que les pensions des ouvriers mineurs doivent être péréquées dans la même proportion que celle dont vont bénéficier les ouvriers du régime général; remarque que le projet ignore complètement les assurés libres; prétend qu'il est impossible de défendre la politique incohérente et contradictoire du gouvernement; remarque que le gouvernement reprend dans son projet les principes de la proposition socialiste; dit que le crédit voté au budget est inférieur à la dépense actuelle en matière de pension de vieillesse; rappelle la promesse d'augmentation des pensions faite à la suite des réunions du conseil paritaire général; examine le financement de l'augmentation de la pension, dans lequel l'Etat n'intervient pas; souligne l'injustice commise à l'égard de certains assurés libres et commente la suppression du plafonnement pour les pensions de vieillesse, pp. 319 à 322 (18 décembre 1952). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup>, qui est rejeté, p. 356. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 355 et 356. — Retire son amendement à l'article 2, p. 357. — Propose un nouvel article 2bis par amendement rejeté et intervient dans la discussion, p. 357. — Propose un nouvel article 4bis par amendement rejeté et intervient dans la discussion, p. 358. — Propose un nouvel article 4ter par amendement rejeté et intervient dans la discussion, pp. 358 et 359. — Propose un nouvel article 4quater par amendement rejeté et intervient dans la discussion, pp. 364 et 365. — Propose un nouvel article 4quinquies par amendement rejeté et intervient dans la discussion, pp. 365 et 366 (23 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 377 (23 décembre 1952).
- Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — Dépose le rapport, p. 369 (23 décembre 1952). — Discussion générale. — Répond aux observations de M. Kluykens, pp. 370 à 371 (23 décembre 1952).

## Trochet (suite)

- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'orientation générale de la politique sociale, les conditions de travail, les réformes de structure, le rôle de l'entreprise, le problème du salaire et du revenu, le revenu de remplacement, le revenu hebdomadaire garanti, le problème de l'assurance-maladie, pp. 776 à 779 (26 février 1953).
- Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1934 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il est souhaitable que la législation relative aux pêcheurs soit aussi conforme que possible à la législation générale et regrette que la commission du travail n'ait pas été consultée en la matière; demande qu'à l'avenir on mentionne, à titre indicatif, la commission à laquelle seront renvoyées les propositions, pp. 985 à 986 (26 mars 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention signée à Bruxelles le 1<sup>er</sup> août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles le 30 avril 1948. — Dépose le rapport, p. 1152 (30 avril 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signée à Paris le 19 janvier 1951. — Discussion générale. — Discours : Souligne le caractère nouveau de la convention, qui facilite la circulation des travailleurs entre les trois pays signataires, souhaite une convention unilatérale plus large englobant tous les pays d'Europe occidentale ou membres du Conseil de l'Europe, analyse les principes qui sont à la base de la convention, pp. 1183 à 1184 (6 mai 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion générale. — Discours : Souligne le caractère social du projet, fait des observations au sujet de l'examen en commission, examine le problème des conseils d'entreprise, pp. 1184 à 1186. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2 et dépose un amendement, qui est rejeté, pp. 1187, 1189 et 1190. — Dépose un second amendement à cet article (6 mai 1953); cet amendement est rejeté, p. 1194. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1194. — Intervient dans la discussion de l'article 3 et dépose des amendements aux 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> (ancien 10<sup>e</sup>) du § 3, qui sont adoptés, p. 1196. — Dépose un amendement au 10<sup>e</sup> (ancien 11<sup>e</sup>) du § 3 de l'article 3, qui est rejeté, p. 1197. — Retire ses amendements au § 4 et dépose un amendement au § 5, qui est adopté, p. 1197 (7 mai 1953).
- Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 10, p. 1250 (20 mai 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 97) concernant les travailleurs migrants et des annexes, révisées à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance de la convention, les différents aspects de la protection des travailleurs migrants et la complexité du problème des migrations, le problème de la conformité de notre législation nationale, fait des observations au sujet de l'application de la convention aux territoires non métropolitains, pp. 1252 à 1255 (20 mai 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 1<sup>er</sup> août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles le 30 avril 1948. — Discussion générale. — Expose la portée du projet, p. 1256 (20 mai 1953).
- Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Fischer, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — Discussion générale. — Discours : Approuve, au nom de son groupe, la mesure de gratitude que constitue l'octroi de ces pensions, p. 1262 (21 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 10, qui est rejeté, p. 1427 (9 juin 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion générale. — Discours : Déplore la présentation tardive du projet, souligne les lacunes qu'il présente, p. 1742 (2 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3 et dépose un amendement, qui est adopté, p. 1750. — Intervient dans la discussion de l'article 6 et dépose deux amendements, dont

## Trochet (suite)

- l'un est adopté et l'autre réservé, p. 1753. — Dépose un amendement à l'article 7, qui est adopté, p. 1753. — Fait des observations, p. 1754 (2 juillet 1953). — Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 6. — Son amendement est rejeté, p. 1784. — Justifie son vote, p. 1785 (7 juillet 1953).
- Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la scission du projet, le but du projet : remédier aux lacunes juridiques constatées, la personnalité juridique des fonds de sécurité d'existence, le fonds de sécurité d'existence élaboré pour les dockers d'Anvers, pp. 1755 à 1756 (2 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup> et retire son premier amendement; son second amendement est adopté, pp. 1757 à 1758. — Intervient dans la discussion de l'article 2 et retire son amendement; son amendement adopté à l'article 1<sup>er</sup> est transféré à l'article 2 et devient le troisième alinéa de l'article, pp. 1759 à 1761 (2 juillet 1953). — Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 2. — Intervient dans la discussion, p. 1784. — S'abstient au vote du projet, p. 1785 (7 juillet 1953).
- Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite », en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué de cette date, en dehors du cadre de cette loi. — Discussion générale. — Discours : Répond aux remarques qui ont été formulées, fait une comparaison entre les dispositions prévues à la proposition et celles du projet de loi en la matière, fait des observations au sujet de la date de référence de 1837, pp. 1880 à 1882 (14 juillet 1953). — Discussion de l'article unique. — Demande le vote par appel nominal, p. 1883 (14 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suisse en matière d'assurances sociales et du protocole général, signés à Berne le 17 juin 1952. — Dépose le rapport, p. 1955 (15 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Souhaite que les conventions multilatérales conclues entre les pays du Pacte à Cinq soient coordonnées, p. 2001 (17 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes et proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes. — Discussion générale. — Discours : Emet des critiques au sujet de la politique suivie en matière d'habitations à bon marché et déclare qu'elle manque de cohérence, pp. 1960 à 1962 (16 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, dépose un amendement à l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article, dont le vote est réservé, et retire son amendement à l'alinéa 2 de cet article, pp. 1962 à 1965. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1965 (16 juillet 1953). — Vote sur les articles et les amendements réservés. — Son amendement à l'article 1<sup>er</sup> tendant à y ajouter *in fine* « et habitations à bon marché » est adopté, p. 1993 (16 juillet 1953).
- Projet de loi fixant la limite assignée à l'émission de monnaies divisionnaires. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le présent projet camoufle une mesure inflationniste, p. 1970 (16 juillet 1953).
- Proposition de loi relative à la taxation des assurances vie. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la présente proposition constitue la solution partielle d'un problème général, critique le système instauré par la loi du 8 mars 1951, pp. 1972 à 1974 (16 juillet 1953).
- Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2 et retire son amendement, pp. 2019 à 2020 (17 juillet 1953).

J

## Uselding, sénateur provincial du Luxembourg.

- Doc. — N° 282. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale et abrogeant l'article 8, dernier alinéa, de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
- N° 309. Rapport : Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise.
- N° 368. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.
- N° 515. Rapport : Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité.
- Ann. — Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session. — S'abstient au vote, p. 894 (17 mars 1953).

**Uselding (suite)**

Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale et abrogeant l'article 8, dernier alinéa, de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Dépose le rapport, p. 1212 (7 mai 1953).  
 Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Dépose le rapport, p. 1319 (27 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, pp. 1455 à 1456 (10 juin 1953).  
 Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

**V**

**Van Belle**, sénateur de l'arrondissement de Liège, premier vice-président du Sénat.

**Ann.** — Réélu premier vice-président, p. 5 (11 novembre 1952).

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote, p. 643 (12 février 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Dépose un ordre du jour disant que « le Sénat, après avoir entendu l'interpellation, souhaite que le gouvernement ne désorganise pas l'administration des routes et de la navigation intérieure, en transférant au département des communications les services de l'Office de la navigation intérieure ainsi que l'Office de la circulation routière et de la pêche maritime », p. 861 (10 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Van Buggenhout**, sénateur provincial de la Flandre occidentale, questeur du Sénat.

**Doc.** — N° 264. Rapport : Proposition de loi portant modification à la loi du 9 août 1948 sur la voirie par terre.

N° 366. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953.

N° 373. Proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

**Ann.** — Réélu questeur, p. 5 (11 novembre 1952).

Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Concernant les archives des communes et la conservation des archives nationales; estime que la loi est prématurée et demande qu'elle ne soit pas votée, pp. 123 à 125 (26 novembre 1952). — Discussion des articles. — Demande le vote par appel nominal, p. 126 (26 novembre 1952).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Discours : Examine le problème des transports, pp. 859 à 860 (10 mars 1953).

Proposition de loi portant modification à la loi du 9 août 1948 sur la voirie par terre. — Dépose le rapport, p. 1112 (28 avril 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1190 (6 mai 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — S'abstient au vote, p. 1545 (18 juin 1953).

Proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose la proposition, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : la coopération entre le département et la commission des travaux publics, la discussion tardive du budget, le mode de répartition des crédits, l'intervention de la colonie dans l'établissement des bases militaires sur son territoire, les emprunts sur le marché intérieur, les négociations avec nos alliés en vue de la diminution et de l'ajustement de nos charges militaires, pp. 1613 à 1616 (24 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 405bis, pp. 1625 à 1627 (24 juin 1953).

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussion des articles du tableau. — Fait des observations, pp. 1629 à 1630 (24 juin 1953).

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1723 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

**Van Buggenhout (suite)**

Projet de loi portant revision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1840 (9 juillet 1953).

**Van den Daele**, ministre du travail et de la prévoyance sociale.

**Ann.** — Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Demande l'ajournement de la proposition, étant donné qu'un projet instaurant un régime définitif pour les assurés libres est en discussion à la Chambre, p. 128. — Répond aux questions posées, pp. 134 à 135 (26 novembre 1952).

Projet de loi autorisant la Caisse générale de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées, p. 162 à 163 (2 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 164 et 165, et de l'article 2, p. 165. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un article 7 nouveau, p. 167 (2 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées; déclare que le projet d'ensemble visant la réforme du système des pensions des salariés prévoit une augmentation sensible de la contribution de l'Etat, pp. 347 à 348. — Répond aux objections formulées par M. Taillard et souligne la nécessité de constituer une réserve afin de parer aux charges croissantes résultant du vieillissement de la population, pp. 348 à 349 (18 décembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 356; de l'article 2bis, p. 357; de l'article 3, p. 357; de l'article 4bis, p. 358; de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4ter, p. 359; de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4quater, p. 364; de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4quinquies, p. 366 (23 décembre 1952).

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — Discussion générale. — Répond aux observations qui ont été formulées, p. 371 (23 décembre 1952).

Interpellation de M. Glineur « sur la politique du gouvernement à l'égard des chômeurs et chômeuses, et en particulier sur l'application des instructions insérées au *Moniteur belge* du 5 décembre 1952 ». — Discussion. — Répond aux remarques de M. Glineur, pp. 669 à 670 (17 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les améliorations apportées à la législation sociale et le niveau de vie, la réforme de la sécurité sociale, les pensions de vieillesse, la simplification de l'administration par la décentralisation, le contrôle, les allocations pour orphelins, les cotisations en matière de maladies professionnelles, les pensions et la sécurité des mineurs, les pensions des veuves, les allocations familiales et la pension des travailleurs indépendants, la situation des organismes assureurs, les prestations complémentaires, pp. 802 à 805. — Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 809 à 810 (3 mars 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 21, p. 814; de l'article 25, p. 814 à 815; de l'article 28, p. 816 (4 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signée à Paris le 19 janvier 1951. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1184 (6 mai 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1196 et 1197 (7 mai 1953).

Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence. — Dépose le projet, p. 1384 (2 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité des fonds de sécurité d'existence, les arrêtés royaux ayant rendu obligatoires les décisions des comités portaires, p. 1757 (2 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1757, et de l'article 2, pp. 1759 et 1760 (2 juillet 1953). — Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 6. — Intervient dans la discussion, p. 1784 (7 juillet 1953).

**Van den Daele (suite)**

Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Dépose le projet, p. 1447 (9 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations, p. 1743 (2 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1743 à 1744; de l'article 6, pp. 1751 à 1753; de l'article 7, p. 1753 (2 juillet 1953).

Proposition de loi améliorant la situation des personnes appartenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite », en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date, en dehors du cadre de cette loi. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le subside spécial ne peut être mis à charge de l'Etat, estime qu'il est nécessaire de connaître les effets sortis par la loi du 20 décembre 1952, p. 1882 (14 juillet 1953).

**Van den Storme, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

**Doc.** — N° 110. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1948 portant modification à la législation sur la voirie par terre.

N° 368. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953.

N° 369. Rapport : Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953 (crédits relatifs aux travaux publics).

— Proposition de loi portant modification de la loi du 9 août 1948 sur la voirie par terre. — Dépose la proposition, p. 349 (18 décembre 1952).

Interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Discours : Déclare que les mesures envisagées sont nécessaires pour assurer la coordination des transports, p. 860 (10 mars 1953).

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant la politique routière et les voies d'eau, l'élaboration d'un programme en fonction des crédits disponibles, l'importance économique des travaux publics et leur incidence budgétaire, l'étude coordonnée de l'incidence économique, sociale et financière des travaux publics, le lancement d'un emprunt pour les routes, l'utilisation de la taxe sur l'essence pour l'amélioration des routes, la répartition géographique des travaux et le caractère national de certains travaux, les autostrades, l'achèvement des travaux entamés, p. 1600 à 1602 (24 juin 1953).

**Vandermeulen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**

**Doc.** — N° 247. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953.

N° 343. Amendements : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

N° 402. Rapport : Proposition de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales.

N° 521. Rapport : Projet de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales.

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, et projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges. — Discussions jointes. — Discussion générale. — Discours : Concernant la constitutionnalité du projet, l'inspection dans l'enseignement libre, les diplômes exigés dans l'enseignement libre et les dispenses accordées, la critique de l'égalité entre les deux enseignements en ce qui concerne le minerval, l'emploi des langues, les titres requis, la stabilité d'emploi des professeurs laïcs, les rapports avec les provinces et les communes, pp. 178 à 180 (3 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les buts de l'enseignement technique, la disproportion existant entre le nombre des établissements officiels et celui des établissements libres, le pouvoir d'initiative de l'Etat, le pouvoir des communes et des provinces en la matière, pp. 914 à 915 (18 mars 1953).

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la suppression de la franchise postale a interrompu le prêt entre les bibliothèques et demande au ministre d'intervenir; suggère de publier, à l'intention des bibliothécaires,

**Vandermeulen (suite)**

un bulletin périodique; fait des observations au sujet de l'organisation de l'enseignement primaire, du congé de maternité pour les institutrices de l'enseignement primaire, de l'éducation des enfants anormaux et arriérés, des revendications formulées par les instituteurs des cantons de l'est, des directrices et des directeurs préfets d'athénée et des membres du personnel des écoles et cours du soir, pp. 1067 à 1069 (22 avril 1953). — Discussion des articles du tableau. — Dépose un amendement à l'article 7 (chap. II, sect. II), qui est rejeté, et intervient dans la discussion de cet article, p. 1156 (5 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet est insuffisant et qu'il est nécessaire d'intervenir en faveur des instituteurs qui n'ont pu obtenir ou occuper leur emploi par le fait de la mobilisation antérieure à 1940, pp. 1438 à 1439 (9 juin 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1444 (9 juin 1953). — Dépose un amendement au § 4 de l'article 3, qui est rejeté, p. 1452. — Retire son amendement tendant à introduire un § 9 à cet article et intervient dans la discussion, p. 1454. — Retire son amendement à l'article 5, p. 1455 (10 juin 1953). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 1481 (11 juin 1953).

Proposition de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales. — Dépose le rapport, p. 1676 (25 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Précise la portée de la proposition, p. 1738 (2 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Vandervelde (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Ann.** — Interpellation à M. le ministre de l'instruction publique « sur : 1° les mesures qu'il a prises ou compte prendre à la suite des agissements d'un professeur à l'école ménagère libre de Gosselies, soumise à l'inspection de l'Etat, qui, en violation des lois réglementant la matière, a procédé à des expériences de vivisection sur des animaux vivants; 2° les mesures que compte prendre M. le ministre de l'instruction publique pour empêcher que de pareils faits ne se reproduisent et budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Demande d'interpellation, p. 469 (27 janvier 1953). — Discussions jointes. — Discours : Emet des observations au sujet de l'égalité entre l'enseignement public et l'enseignement libre et le contrôle des films en ce qui concerne l'enfance et l'adolescence, développe son interpellation et déclare qu'il est inadmissible que la personne en cause continue à faire partie du Conseil supérieur de l'enseignement technique, demande que des mesures de protection soient prises à l'égard des animaux, pp. 1074 à 1076 et 1087 (23 avril 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lutte contre les taudis, l'assurance maladie-invalidité, la médecine préventive, la rééducation des invalides, la mortalité infantile et la qualité insuffisante du lait, l'œuvre nationale de l'Enfance, les maternités, le contrôle sur les denrées alimentaires, les hôpitaux universitaires, l'assistance publique, la lutte contre la poliomyélite, la liquidation du problème de la répression, la question des pensions et de l'octroi de primes à la construction d'habitations, les abus des associations sans but lucratif, la lutte contre l'alcoolisme, pp. 628 à 631 (12 février 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 9 tendant au vote par division et intervient dans la discussion de cet article, p. 1178 (6 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le volontariat féminin dans l'armée, les pèlerinages, les vingt et un mois de service, la liquidation des allocations aux femmes des miliciens, pp. 1526 à 1527 (17 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

**Vandervelde (suite)**

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Van Eyndonck**, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

*Ann.* — Réélu secrétaire, p. 5 (11 novembre 1952).

**Van Gerven**, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.

*Doc.* — N° 511. Rapport : Projet de loi sur l'avancement des officiers d'active ayant combattu en territoire étranger, au service de l'Organisation des Nations unies.

*Ann.* — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions au sujet des délais de révision et des commissions de révision, p. 1206 (7 mai 1953).

**Van Hemelrijck**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Doc.* — N° 44. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N° 81. Rapport complémentaire : Projet de loi créant un Institut des réviseurs comptables.

N° 135. Rapport : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953 (chapitre I<sup>er</sup> et II de la section III, titre I<sup>er</sup> et section III du titre II excipités).

N° 174. Rapport : Projet de loi d'organisation judiciaire.

N° 226. Rapport complémentaire : Projet de loi d'organisation judiciaire.

N° 266. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 56 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

N° 290. Rapport : Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953.

N° 405. Rapport : Projet de loi créant un Institut des réviseurs d'entreprises.

N° 406. Rapport : Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux.

N° 408. Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées

N° 411. Rapport : Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952.

sur les sociétés commerciales.

N° 455. Amendements : Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

N° 504. Rapport : Projet de loi relatif au personnel de la Cour de cassation, des Cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce.

*Ann.* — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

— Discussion générale. — Discours : Concernant : la différence entre la conception de la Chambre des représentants et celle des commissions réunies du Sénat, l'évolution du projet, le titre du projet, la compétence des réviseurs d'entreprises, la vérification et la certification des comptes d'entreprises, le mandant, l'accès à la profession, les incompatibilités, la rémunération, l'administration et l'organisation de l'Institut, les mesures transitoires, pp. 50 à 53 (18 novembre 1952).

— Discours : Concernant la valeur de la certification, p. 66 (19 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 67 et 68; de l'article 3, p. 70; de l'article 4, pp. 71, 75 et 76 (19 novembre 1952). — Dépose un amendement à l'article 4, p. 80.

— Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 81, 82, 83 et 90; de l'article 7, pp. 85, 88 et 89; de l'article 9, p. 91; de l'article 16, p. 93; de l'article 17, p. 93; de l'article 24, p. 95; de l'article 27, p. 96 (20 novembre 1952); de l'article 4, p. 102; de l'article 32, pp. 105, 106, 107 et 108; de l'article 34, p. 109.

— Nouvel intitulé du projet. — Intervention, p. 109 (25 novembre 1952). — Dépose le rapport, p. 208 (9 décembre 1952). — Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. — Intervient, p. 229 (10 décembre 1952).

— Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Souligne les modifications apportées par la Chambre, notamment au titre du projet, demande à l'assemblée de se rallier à l'avis des commissions réunies et d'adopter tel quel le projet réamendé par la Chambre, p. 1809 (8 juillet 1953).

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953. Discussion générale. — Discours : concernant la récupération des jetons de présence touchés par des magistrats dans le courant de l'année 1952, p. 252 (11 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Dépose un amendement

**Van Hemelrijck (suite)**

à l'article 2, qui est adopté, p. 301. — Retire son amendement à l'article 9, p. 305 (17 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Marque son accord sur la première modification proposée par M. Rolin, mais estime que la seconde est superflue, p. 362 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 489 (28 janvier 1953).

Discussion générale. — Discours : Concernant : la lutte contre les fauclis, l'exploitation de la charité publique par l'abus dans la constitution de sociétés sans but lucratif, les jetons de présence aux magistrats siégeant dans les commissions, les suites de la répression en ce qui concerne la législation relative à la santé publique, p. 588 à 591 (10 février 1953).

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des fleurs à couper, p. 543 (4 février 1953).

Projet de loi d'organisation judiciaire. — Dépose le rapport, p. 702 (19 février 1953). — Discussion générale. — Propose le renvoi en commission, p. 812 (4 mars 1953).

Projet de loi modifiant l'article 56 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Dépose le rapport, p. 1112 (28 avril 1953).

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 1237 (19 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : les économies budgétaires, la réforme de l'organisation judiciaire et de la procédure civile, la révision de la loi sur les associations sans but lucratif, le rétablissement de la commission pour la traduction des codes, la commission chargée de l'unification des codes, la probation, la police judiciaire, l'application de la loi, la situation des secrétaires des parquets, les avoués, l'emploi des langues par la Chambre des notaires de Bruxelles, pp. 1313 à 1314 (27 mai 1953).

Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des Cours et tribunaux. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Souligne l'utilité du projet, p. 1836 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion des deux amendements de M. Kluyskens à l'article 1<sup>er</sup>, p. 1838; des articles 8, p. 1843; 13, p. 1847; 16, p. 1847 (9 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Analyse les améliorations et les nouvelles dispositions apportées à la législation existante, déclare que le législateur peut toujours intervenir au cas où l'application de la loi aurait des conséquences désastreuses pour certaines catégories, pp. 1847 à 1848 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1848 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Dépose le rapport, p. 1710 (30 juin 1953).

— Discussion générale. — Discours : Répond aux observations qui ont été formulées, fait des observations, pp. 1851 à 1852 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1855 (9 juillet 1953).

— Vote sur les amendements et articles réservés. — Son amendement à l'article 1<sup>er</sup> est adopté, p. 1948 (15 juillet 1953).

**Van Hooveld**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Doc.* — N° 179. Rapport : Projet de loi complétant l'article 9 de la loi organique du 10 mars 1925 sur l'assistance publique, modifié par la loi du 8 juin 1945.

*Ann.* — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 7, pp. 86, 87 (20 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème de l'incinération des immondices, pp. 623 à 625 (11 février 1953).

Projet de loi complétant l'article 9 de la loi organique du 10 mars 1925 sur l'assistance publique, modifié par la loi du 8 juin 1945. — Dépose le rapport, p. 702 (19 février 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 812 (4 mars 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'utilité de l'urbanisme, l'homogénéisation des règlements communaux sur les bâtisses, l'éclairage des rues, l'élargissement des chaussées le long des voies d'eau, les subventions aux travaux communaux et provinciaux, p. 1595 (23 juin 1953).

**Van Hooveld (suite)**

- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Justifie son vote négatif, p. 1993 (16 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Van Houtte, premier ministre, sénateur coopté.**

- Ann.* — S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président du Sénat à la mémoire du professeur Weizmann, président de l'Etat d'Israël, pp. 7 à 8 (11 novembre 1952).
- Interpellations jointes de M. Buisseret au gouvernement « sur les conclusions à tirer des élections du 12 octobre et la nécessité de dissoudre les Chambres législatives » et de M. Rolin au gouvernement « sur sa décision de demeurer au pouvoir au mépris de la volonté clairement manifestée par le corps électoral à l'occasion des élections communales ». — Discussion générale. — Discours : Déclare que donner une signification générale et nationale aux élections communales constitue une erreur en droit comme en fait; répond aux objections formulées par les interpellateurs, pp. 22 à 26 (12 novembre 1952).
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'annalité de la loi budgétaire, le caractère du budget des votes et moyens, pp. 151 à 152 (27 novembre 1952).
- Projet de loi portant approbation de l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, et de l'annexe, signés à Paris le 27 juillet 1950. — Discussion générale. — Discours : Est d'accord pour faire part de l'observation de M. Crommen au ministre des affaires étrangères, p. 168 (2 décembre 1952).
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'évolution de la situation administrative; la réduction du nombre de fonctionnaires des départements ministériels et le blocage du recrutement; le transfert temporaire de personnel d'exécution d'un département à un autre; les barèmes des agents de l'Etat; les services rendus par les syndicats du personnel; la suppression des jetons de présence pour les magistrats; les provisions aux experts et aux avoués; l'emploi d'aveugles, sourds et estropiés dans l'administration, pp. 250 à 252 (11 décembre 1952). — Discussion des articles. — Fait des observations, p. 368 (23 décembre 1952).
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Donne un aperçu de la situation budgétaire et de la politique financière en général et de l'évolution de notre politique dans le cadre de nos moyens financiers; expose les caractéristiques du budget pour 1953, la politique suivie et les mesures prises pour la défense de la stabilité de notre monnaie, la façon dont notre politique générale a été adaptée à la situation financière et intégrée dans le programme du gouvernement; répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 328 à 338 (18 décembre 1952). — Soulève la question du crédit à l'exportation et celle de la créance sur l'U. E. P.; répond aux questions qui lui sont posées, pp. 342 à 343 (18 décembre 1952).
- Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la recherche d'une formule permettant de réduire au minimum les inconvénients du vote traditionnel des crédits provisoires, p. 314 (18 décembre 1952).
- S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président aux victimes de la catastrophe minière de Wasmes, p. 384 (20 janvier 1953).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice « sur la faiblesse et l'arbitraire dont le gouvernement a fait preuve dans la répression de l'incivisme et sur la politique qu'il compte suivre en la matière ». — Discussion. — Discours : Analyse le cas Van Hille, pp. 459 à 462 (27 janvier 1953).
- S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président aux victimes du naufrage du bateau de pêche Z.527 *Leopold-Nera*, p. 628 (12 février 1953).
- Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les directives en matière de distribution des secours, l'octroi de crédits et le déblocage de l'argent bloqué, la prise en charge par l'Etat de la réparation intégrale des dommages au domaine public de l'Etat, des communes et de certains organismes d'intérêt public, p. 636 (12 février 1953).
- S'associe, au nom du gouvernement, aux paroles de condoléance exprimées par M. le président à la nation tchécoslovaque à l'occasion du décès du président Gottwald, p. 887 (17 mars 1953).

**Van Houtte (suite)**

- Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Répond aux remarques formulées par MM. Buisseret, Hoste et Lacroix, pp. 2010 à 2011 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 2019 à 2020. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Briot tendant à l'insertion d'un article 4, p. 2021 (17 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Discussion des articles. — Intervient à la discussion de l'article 2, p. 2028 (17 juillet 1953).

**Van In, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.**

- Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Fait des observations au sujet de la situation linguistique dans le domaine de la radio, de l'édition et de la librairie, p. 1406 (4 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi modifiant les articles 48 et 54 du Code des droits de succession ainsi que l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. — S'abstient au vote, p. 1749 (2 juillet 1953).
- Van Laerhoven, sénateur provincial du Hainaut.**
- Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi abolissant en faveur de certains créanciers de l'Etat les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1<sup>er</sup> janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 642 (12 février 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des poussières dans les mines, p. 741 (24 février 1953).
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la pension des mineurs et des veuves, les maladies professionnelles des mineurs, la création de comités de sécurité et d'hygiène, pp. 807 à 808 (3 mars 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Rectification de vote. — Fait connaître que son vote sur l'amendement à l'article 28 est affirmatif et non négatif, p. 1496 (16 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Van Laeys, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.**
- Doc.* — N° 37. Rapport : Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948.
- N° 43. Rapport : Projet de loi contenant le budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953.

**Van Laeys (suite)**

N° 105. Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953.

N° 134. Rapport : Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

N° 218. Rapport : Projet de loi postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1952.

N° 227. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953.

N° 397. Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les arriérés de certaines rémunérations.

N° 453. Rapport : Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs.

N° 505. Rapport : Projet de loi tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés.

**Ann.** — Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Souligne les lacunes que présente la loi adoptée à l'unanimité en 1951, p. 140 (27 novembre 1952).

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Souligne la modification apportée à l'établissement du budget actuellement discuté, pp. 142 à 143 (27 novembre 1952).

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 306 (17 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 7, qui est rejeté; intervient dans la discussion de l'article, p. 304 (17 décembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Pose des questions relatives au « loyer normal », p. 361 (23 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 489 (28 janvier 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 581 à 582 (5 février 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918. — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 3 déposé par M. Cornez, p. 1001 (26 mars 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les arriérés de certaines rémunérations. — Dépose le rapport, p. 1676 (25 juin 1953).

Projet de loi modifiant les chapitres 1<sup>er</sup> et III du titre V du livre 1<sup>er</sup> du Code civil. — S'abstient au vote, p. 1748 (2 juillet 1953).

Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs. — Dépose le rapport, p. 1878 (9 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1912. — Fait des observations, pp. 1915 et 1918 (15 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1920 (15 juillet 1953).

**Van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.**

**Doc.** — N° 29. Amendements : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.

N° 124. Rapport : Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées.

N° 138. Rapport complémentaire : Proposition de loi abolissant, en faveur de certains créanciers de l'Etat, les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1<sup>er</sup> janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

N° 175. Rapport : Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1953.

N° 186. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

N° 187. Rapport : Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953.

N° 217. Rapport : Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953.

N° 365. Rapport : Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des miliciens punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952 les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951, sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 452. Rapport : Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

**Van Loenhout (suite)**

**Ann.** — Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, pp. 67 et 68; de l'article 3, p. 70 (19 novembre 1952).

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réunion de la commission, p. 314 (18 décembre 1952).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. Dépose le rapport, p. 398 (20 janvier 1953). — Discussion générale. — Discours : Examine la portée du projet, déclare que le projet régularise une situation de fait, insiste sur l'équilibre linguistique dans le cadre des officiers, pp. 575 à 577 (5 février 1953).

Proposition de loi abolissant, en faveur de certains créanciers de l'Etat, les prescriptions ou déchéances accomplies; entre le 1<sup>er</sup> janvier 1943 et le 31 décembre 1948; par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 489 (28 janvier 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 585 (5 février 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la colonie de l'Etat à Geel, l'école d'infirmiers à Geel, p. 623 (11 février 1953).

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 702 (19 février 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Dépose le rapport, p. 790 (26 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et demande au ministre des précisions au sujet de l'application des dispositions prévues au projet, pp. 817 à 818 (4 mars 1953).

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953. — Dépose le rapport, p. 790 (26 février 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant le nombre des gendarmes, la tâche de la gendarmerie, le logement des gendarmes et la construction de nouvelles casernes, la police routière, le regroupement des brigades, la situation linguistique parmi les officiers de gendarmerie, le cadre des officiers, pp. 877 à 878 (11 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — S'abstient au vote, p. 893 (17 mars 1953).

Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953. — Dépose le rapport, p. 928 (18 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance de l'intervention de l'Etat et fait des observations au sujet de la répartition des secours, p. 931 (19 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 97) concernant les travailleurs migrants, et des annexes, révisées à Genève, le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session. — S'abstient au vote, p. 1268 (21 mai 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 1<sup>er</sup> août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles, le 30 avril 1948. — S'abstient au vote, p. 1268 (21 mai 1953).

Projet de loi concernant à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales. — S'abstient au vote, p. 1268 (21 mai 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale et abrogeant l'article 8, dernier alinéa, de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — S'abstient au vote, p. 1268 (21 mai 1953).

Projet de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvre. — S'abstient au vote, p. 1269 (21 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 56 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Ficher, Alix-Catherine, veuve de M. Pauwels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien ministre. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).



**Van Loenhout (suite)**

Projet de loi modifiant l'article 82-1, 17°, du Code des droits de timbre, concernant l'incorporation des plus-values de réévaluation au capital des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés de personnes à responsabilité limitée. — S'abstient au vote, p. 1271 (21 mai 1953).

Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des miliciens punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952 les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose le rapport, p. 1553 (18 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Expose le but de la proposition; déclare qu'il n'est pas possible d'accorder aux miliciens condamnés un congé exceptionnel, cette faveur n'étant accordée qu'aux miliciens de bonne conduite; déplore les répercussions sociales des peines infligées, mais estime qu'une discipline très stricte doit être maintenue, pp. 1803 à 1804 (8 juillet 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. — Dépose le rapport, p. 1878 (9 juillet 1953). — Discussion générale. — Discours : Concernant : le contrôle pour la perception de la taxe de transmission, la saisie de la comptabilité et les perquisitions, les experts comptables et les conseillers fiscaux, p. 1883 (14 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1890; de l'article 4, p. 1891 (14 juillet 1953).

**Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant.**

*Ann.* — Adresse sa démission de ses fonctions de sénateur, p. 8 (11 novembre 1952).

**Van Pettenhem, sénateur des arrondissements de Termonde et de Saint-Nicolas.**

*Ann.* — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 et interpellation de M. Sledsens à M. le ministre de l'agriculture. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'élevage porcin, la culture fruitière et les vergers, l'assèchement de la région de la Durme, p. 436 (22 janvier 1953).

Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réparation des digues, p. 634 (12 février 1953).

Projet de loi sur la pêche fluviale. — Discussion générale. — Discours : Concernant la pollution des eaux, p. 1278 (21 mai 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : le problème de la Durme et du Moervaart, les wateringues, l'entretien des digues et les travaux de dragage, la sécurité de la route, pp. 1603 à 1604 (24 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale jointe. — Discours : Concernant le tunnel sous l'Escaut, la ligne n° 57, Moerbeke-Lokeren, p. 1667 (25 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

*Doc.* — N° 293. Amendement : Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvre.

N° 386. Rapport : Projet de loi modifiant les chapitres 1<sup>er</sup> et III du titre V du livre 1<sup>er</sup> du Code civil.

N° 396. Rapport : Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infractions et modifiant certaines dispositions du titre II, du Code de procédure pénale militaire.

*Ann.* — Nomination du bureau définitif. — Propose la candidature de M. Rolin et déclare qu'une des deux présidences des assemblées législatives devrait être offerte au parti socialiste, p. 4. — Marque l'accord du groupe socialiste sur la proposition de M. Edg. De Bruyne, concernant la réélection des vice-présidents, p. 5 (11 novembre 1952).

Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Dépose un ordre du jour désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952).

Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote de l'article 28, p. 1005 (26 mars 1953).

**Van Remoortel (suite)**

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Analyse la crise que traversent nos théâtres lyriques et déclare que seul l'Etat peut fournir l'effort financier et culturel nécessaire pour insuffler une vie nouvelle à nos scènes lyriques et au ballet, suggère les mesures qui pourraient être prises à cet effet, pp. 1072 à 1073 (23 avril 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1177 (6 mai 1953). — Vote. — S'abstient au vote, p. 1204 (7 mai 1953).

Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvre. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, p. 1230 et 1231. — Dépose un amendement qui est adopté, p. 1231. — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1231 et de l'article 6, p. 1231 (19 mai 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Demande de ne plus parler de colonies, mais de territoires d'outre-mer, et de modifier le titre du ministère des colonies, fait des observations au sujet de l'administration de la justice au Ruanda-Urundi, du sort futur des habitants européens de ces territoires, des problèmes judiciaires qui se posent au Congo, souhaite que l'administration invite fréquemment des indigènes du Congo à visiter notre pays, pp. 1377 à 1379 (2 juin 1953).

Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise. — Discussion générale. — Discours : Concernant la modernisation du système des transports dans les grandes villes, pp. 1462 à 1463 (10 juin 1953).

Projet de loi modifiant les chapitres 1<sup>er</sup> et III du titre V du livre 1<sup>er</sup> du Code civil. — Dépose le rapport, p. 1596 (23 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Fait des observations en ce qui concerne les conséquences du projet en matière de contrat de mariage, p. 1705 (30 juin 1953).

Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infractions, modifiant certaines dispositions du titre II du Code de procédure pénale militaire, et donnant au gouverneur général du Congo belge le droit de réquisitionner les troupes et les moyens des bases. — Dépose le rapport, p. 1676 (25 juin 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que les dispositions du projet seront applicables non seulement à la base de Kamina, mais à toutes les bases militaires qui seront aménagées à la colonie, remarque que le titre a trait à la poursuite et à la répression des infractions, alors qu'une disposition additionnelle du projet donne au gouverneur général du Congo un droit de réquisition sur les troupes et les moyens des bases, propose de modifier l'intitulé du projet, p. 1706 (30 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Ayant omis de signer son bulletin de vote à la séance du 2 juillet 1953, demande qu'il soit tenu compte de son vote, p. 1801 (8 juillet 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Fait des observations au sujet de l'article 3, 3<sup>e</sup> alinéa, p. 1948 (15 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Justifie son vote négatif, p. 1933 (16 juillet 1953).

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur. — Discussion générale. — Discours : Appuie les observations du rapporteur et remarque que la présente loi sera en même temps une loi congolaise spéciale, pp. 2003 à 2004 (17 juillet 1953).

**Van Remoortel (suite)**

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 2019 (17 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Demande d'ajournement. — Fait des observations, p. 2025 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote du projet, p. 2040 (17 juillet 1953).

Ajournement du Sénat. — Discours, p. 2041 (17 juillet 1953).

**Van Steenberge, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**

**Ann.** — Projet de loi créant un Institut des réviseurs comptables. — S'abstient au vote, p. 238 (11 décembre 1952).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projets de loi accordant la naturalisation. — S'abstient au vote, p. 1954 (15 juillet 1953).

**van Zeeland, ministre des affaires étrangères, sénateur coopté.**

**Ann.** — Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de l'accord aérien entre la Belgique et l'Espagne, et des annexes, signés à Madrid le 10 mars 1952. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention instituant le Centre international de calcul et de l'annexe, signées à Paris le 6 décembre 1951. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation du second protocole à la convention, signée à La Haye le 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signé à La Haye, le 27 mai 1952. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à la coopération en matière de douanes et d'accises, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952; b) Convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 97), concernant les travailleurs migrants, et des annexes, revisées à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1949 par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-deuxième session. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952). — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'adaptation de la législation existante; le régime de la franchise douanière prévue à l'égard des effets personnels, outils et équipements des travailleurs migrants; l'application de conventions différentes au Congo belge et au Ruanda-Urundi, pp. 1255 à 1256 (20 mai 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans, et de l'annexe, signés à Paris le 27 juillet 1950. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de l'accord relatif au régime douanier et fiscal de gasoil consommé comme ravitaillement de bord dans la navigation rhénane, adopté à Strasbourg le 1<sup>er</sup> mai 1952 par la Commission centrale pour la navigation du Rhin. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour l'établissement de l'Organisation européenne pour la protection des plantes, et des annexes, signées à Paris le 18 avril 1951. — Dépose le projet, p. 27 (12 novembre 1952).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative au statut des réfugiés, et des annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951. — Dépose le projet, p. 208 (9 décembre 1952).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la garantie d'investissements privés américains en Belgique, conclu par échange de lettres, datées à Washington les 7 et 12 mai 1952. — Dépose le projet, p. 208 (9 décembre 1952).

Interpellation de M. Rolin à M. le ministre des affaires étrangères « sur la nécessité d'intervenir au sein de l'Assemblée générale pour assurer un meilleur respect des privilèges et immunités garantis aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies ainsi que celui du droit de la défense ». — Discussion. — Discours : Souligne le principe de l'universalité de l'Organisation des Nations unies et de l'indépendance du Secrétariat; est d'accord avec l'interpellateur pour

**van Zeeland (suite)**

dire que la première loyauté des fonctionnaires internationaux est due à l'organisation internationale, mais déclare qu'une allégeance nationale persiste, étant donné qu'il n'existe pas de nationalité supranationale; rappelle que les droits et immunités des fonctionnaires internationaux sont la contrepartie des obligations et des devoirs qu'ils assument, que les immunités ne couvrent que les actes accomplis par les agents en leur qualité officielle et relevant de leurs fonctions; remarque qu'en ce qui concerne le statut des fonctionnaires internationaux, le principe de l'indépendance à l'égard des autorités nationales prévaut, mais que les fonctionnaires ont le devoir d'observer la réserve et le tact que leur impose leur situation internationale; analyse les droits de la défense; déclare qu'il ne lui appartient pas de se prononcer sur le rapport de la commission de juristes et estime que le débat devrait être mené devant l'Assemblée générale ou la commission compétente; précise les principes qui seront à la base de l'action du gouvernement et des instructions qui seront données aux délégués belges, pp. 390 à 392 (20 janvier 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et Israël relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, et annexe, signés à Hakiryra le 30 juin 1952. — Dépose le projet de loi, p. 818 (4 mars 1953). S'associe à l'hommage rendu par M. le président à la mémoire du maréchal Staline, p. 841 (10 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base britannique en Belgique, signée à Bruxelles le 12 novembre 1952. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions soulevées au cours de la discussion, p. 846 (10 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York le 21 novembre 1947 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa deuxième session, et projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottawa le 20 septembre 1951. — Discussions générales jointes. — Discours : Examine la question des exemptions fiscales, p. 848 (10 mars 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les aspects politiques de nos relations économiques; le problème Benelux; notre position économique internationale, le commerce extérieur avec la zone dollar, le commerce entre l'est et l'ouest et les produits stratégiques; l'assistance aux pays sous-développés; le siège de Communauté charbon-acier; les problèmes politiques; la politique de l'Atlantique-Nord; la révision annuelle; l'intégration économique et financière; la contribution allemande aux frais de la défense de l'Europe; la Communauté européenne de défense, le triple but de ce projet, la possibilité d'une politique de substitution, le problème de l'unification allemande, l'aspect constitutionnel du projet; la communauté politique européenne; l'évolution de la politique russe, pp. 1138 à 1144 (30 avril 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et de l'annexe, signés à Bruxelles, le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953. — Dépose le projet, p. 1238 (19 mai 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Canada relative au passage et au séjour en Belgique des forces canadiennes, signée à Bruxelles, le 30 mars 1953. — Dépose le projet, p. 1238 (19 mai 1953). — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1438 (9 juin 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles, le 30 avril 1948. — Discussion générale. — Fait des observations, p. 1256 (20 mai 1953).

Proposition de résolution tendant à instituer un conseil interparlementaire consultatif belgo-néerlandais-luxembourgeois. — Discussion générale. — Demande d'ajournement. — Discours : Déclare que le gouvernement a déjà répondu au vœu exprimé et a pris contact avec les gouvernements des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg; demande d'ajourner le vote sur la proposition de résolution, une solution définitive étant en vue, p. 1419 (4 juin 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord portant création d'un Conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire, et de l'annexe, signés à Genève le 15 février 1952. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées, p. 1718 (1<sup>er</sup> juillet 1953).

Projet de loi portant approbation de l'accord portant révision et renouvellement de l'accord international du blé, signé à Washington, le 13 avril 1953. — Dépose le projet, p. 1762 (2 juillet 1953).

## van Zeeland (suite)

- Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 101), concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée à Genève, le 26 juin 1952, par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente-cinquième session. — Dépose le projet, p. 1762 (2 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Stockholm le 1<sup>er</sup> avril 1953. — Dépose le projet, p. 1998 (16 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur les revenus, signée à Londres, le 27 mars 1953. — Dépose le projet, p. 1998 (16 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation du protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du Traité de l'Atlantique Nord, signé à Paris, le 28 août 1952, et de la déclaration entre les gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signée à Bruxelles le 20 juin 1953. — Dépose le projet, p. 1998 (16 juillet 1953).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suisse en matière d'assurances sociales et du protocole général, signés à Berne, le 17 juin 1952. — Discussion générale. — Discours : Marque son accord avec les réflexions du rapporteur, p. 2001 (17 juillet 1953).

## Verbaet, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc.** — N° 132. Proposition de loi étendant et réglementant la saisie conservatoire.
- N° 180. Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices.
- N° 203. Proposition de loi portant modification de l'article 391bis du Code pénal relatif aux pensions alimentaires.
- Ann.** — Proposition de loi étendant et réglementant la saisie conservatoire. — Dépose la proposition, p. 470 (27 janvier 1953).
- Proposition de loi portant modification de l'article 391bis du Code pénal relatif aux pensions alimentaires. — Dépose la proposition, p. 861 (10 mars 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chap. 1<sup>er</sup>). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 5, qui est adopté, p. 874 (11 mars 1953).
- Proposition de loi concernant l'organisation des conseils de guerre permanents. — Dépose la proposition, p. 1019 (26 mars 1953).

## Verbert, sénateur des arrondissements de Malines et de Turnhout.

- Doc.** — N° 268. Rapport complémentaire : Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques.
- Ann.** — Proposition de loi relative aux archives. — Discussion générale. — Discours : Déclare que certaines archives communales se trouvent dans un état lamentable et que l'Etat est responsable de la bonne garde des documents qui lui seront confiés, p. 124 (26 novembre 1952).
- Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajournement. — Discours : Déclare que la question ne peut être résolue rapidement qu'en adoptant la proposition Troclet, pp. 133 à 134 (26 novembre 1952).
- Projet de loi autorisant la Caisse générale de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs, au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite. — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions, pp. 162 à 163 (2 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 174 (3 décembre 1952).
- Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4 bis, p. 358, de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article 4ter, p. 360 (23 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 377 (23 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet de loi est insuffisant et inopportun, examine la situation actuelle en la matière et souligne la distinction qui doit être faite entre grands et petits propriétaires, demande

## Verbert (suite)

- si la Société nationale des Habitations à bon marché a complètement réalisé le programme qui lui a été attribué en vertu de la loi Brunfaut, demande le retour au jeu normal de l'offre et de la demande, fait certaines observations au sujet des réductions de loyer, pp. 296 à 298 (17 décembre 1952). — Emet des observations concernant le « loyer normal », p. 362 (23 décembre 1952). — S'abstient au vote du projet de loi, p. 379 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le dédommagement des victimes des inondations, la politique familiale, la régression des naissances, la mortalité infantile, le logement, l'aide aux familles, les prêts aux jeunes mariés, l'Œuvre nationale de l'Enfance, l'Œuvre nationale de la lutte contre le cancer, la protection juridique de la mère et de l'enfant, la santé publique, les soins aux malades mentaux, anormaux, aveugles et sourds-muets, les écoles pour infirmières, les installations hospitalières, les cliniques et polycliniques, la politique du logement et les taudis, pp. 607 à 612 (11 février 1953). — Examen des articles du tableau. — Intervient dans la discussion de l'article 21 et retire son amendement, pp. 653 et 654; de l'article 28 et dépose un sous-amendement à l'amendement du gouvernement, pp. 655 et 656 (12 février 1953). — Discussion des articles du tableau. — Dépose un sous-amendement à l'amendement du gouvernement à l'article 28 et demande le vote par appel nominal, p. 689 (19 février 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les pensions de vieillesse et les allocations familiales, l'assurance maladie-invalidité, les assurés libres, le problème de la sécurité sociale, la répartition des cotisations, la gestion des mutuelles, les frais d'administration de la sécurité sociale, le recouvrement des cotisations dues par les patrons, les subsides de l'Etat, l'assurance obligatoire, la représentation des mutuelles, les prestations prioritaires et complémentaires, l'indemnité-invalidité et la suppression du service de rééducation, le contrôle central, les droits des médecins, pp. 795 à 802. — Fait des observations, p. 809 (3 mars 1953).
- Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques. — Dépose le rapport, p. 1152 (30 avril 1953).
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les abus commis par les associations sans but lucratif, l'abandon de famille, la répression de l'ivresse par la police des routes et les mesures préventives à prendre dans ce domaine, la mission du juge des enfants, le logement et le travail rémunéré des détenus et l'extension des avantages de la sécurité sociale aux prisonniers, les établissements de rééducation, pp. 1310 à 1311.
- Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéfices affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions au sujet de la distinction faite entre l'habitation achetée et l'habitation construite par l'intéressé, p. 1417 (4 juin 1953).
- Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1743 à 1744 (2 juillet 1953).
- Projet de loi concernant les fonds de sécurité d'existence. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, pp. 1759 à 1761 (2 juillet 1953). — Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 6. — Intervient dans la discussion, p. 1784 (7 juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

## Vergeylen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il ne peut être question de retourner au droit commun aussi longtemps que la crise du logement existe, non seulement dans les grandes agglomérations, mais également dans les petites localités, estime qu'il faudrait construire par l'entremise de la Société nationale des Habitations à bon marché un grand nombre d'habitations louées à taux normal, pp. 290 à 291 (17 décembre 1952). — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

**Vergeylen (suite)**

- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Ajournement. — Appuie la proposition d'ajournement, p. 997 (26 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition est exagérée, que l'extension de la loi de 1920 aux jeunes gens de 16 à 18 ans ne se justifie pas, que de nombreux facteurs autres que le cinéma peuvent exercer une influence néfaste sur la jeunesse, fait des observations au sujet des commissions de contrôle, des émissions de télévision, des dispositions répressives de la proposition, pp. 1161 à 1162 (5 mai 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**Vermeylen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

- Doc.** — N° 40. Amendement : Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises.
- Ann.** — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion. — Dépose un ordre du jour désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952). — Déclare que le parti majoritaire a subi une défaite généralisée, qu'il ne représente plus l'opinion de la nation, soulève la question de la sanction prise à l'égard d'un haut magistrat, pp. 40 à 43 (13 novembre 1952).
- Projet de loi créant un Ordre des réviseurs d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la valeur de la certification, l'interprétation de la vérification, les honoraires, le secret professionnel, p. 59 (18 novembre 1952). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 4, pp. 72, 74, 75 et 76 (19 novembre 1952); de l'article 4, pp. 80, 83, 90 et 91; de l'article 7, p. 88; de l'article 27, p. 96 (20 novembre 1952); de l'article 4, p. 102 (25 novembre 1952); de l'article 32, pp. 106 et 107 (25 novembre 1952).
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les chemins de fer, la conjoncture actuelle, les inexactitudes figurant à certains budgets, l'adaptation de nos prix de charbon, les pensions, la construction d'habitations et la politique du logement, pp. 326 à 328 (18 décembre 1952).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Traite des finances communales et estime que la loi en la matière est bonne, mais qu'elle nécessite des réformes, traite du problème des grandes villes, du fonds d'assistance publique, des impôts sur les réjouissances publiques, la nomination de bourgmestres, du rapport déposé par le Centre Harmel, du Conseil d'Etat et des traitements des membres du Conseil d'Etat, p. 425 à 426 (22 janvier 1953).
- Interpellation de M. Rolin à M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice. — Discussion et vote sur les ordres du jour. — Demande le renvoi de la question à la commission du règlement, pp. 498 à 500 (29 janvier 1953).
- Demande par motion d'ordre d'ajourner le scrutin sur la prise en considération des demandes de naturalisation, p. 504 (20 janvier 1953).
- Demandes de naturalisation. — Scrutin. — Demande que le cas de M. Kamp soit renvoyé à la commission, pp. 517 à 518 (3 février 1953).
- Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953. — Discussion des articles. — Intervient au sujet de la recevabilité d'un amendement relatif à l'annexe d'un acte international qui n'a pas encore été soumis au parlement, pp. 550 à 551 (14 février 1953).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).
- Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Ajournement. — Appuie la proposition d'ajournement, p. 997 (26 mars 1953). — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il vaudrait mieux examiner la possibilité de sélectionner les films qui conviennent particulièrement aux enfants, examine les dispositions de la proposition, les critères de nomination des membres de la commission de contrôle et le renouvellement de ces commissions, déclare qu'il est plus logique de fixer la limite d'âge à 18 ans, souhaite que l'on crée une série de salles spécialisées pour enfants et que de ce fait la loi de contrainte puisse se desserrer, pp. 1165 à 1168 (5 mai 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1171 (5 mai 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 4, p. 1176 et 1177; de l'article 9, p. 1178; de l'article 10, p. 1181 (6 mai 1953).

**Vermeylen (suite)**

- Projet de loi organique de l'enseignement technique. — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote de l'article 28, p. 1005 (26 mars 1953).
- Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — Proposition de renvoi en commission. — Appuie la demande de renvoi en commission formulée par M. Craeybeckx, p. 1183 (6 mai 1953). — Discussion générale. — Discours : Appuie l'argumentation de M. Buisseret, pp. 1200 à 1201 (7 mai 1953). — Appuie la demande de renvoi en commission formulée par M. Coulonvaux et demande le renvoi à la commission de la justice, p. 1221. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 1223; de l'article 4, p. 1224; de l'article 5, pp. 1225 à 1227; de l'article 8, p. 1228 (19 mai 1953). — S'abstient au vote, p. 1270 (25 mai 1953).
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. — Vote sur les amendements et articles réservés. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Buisseret à l'article 29 du tableau, p. 1698 (30 juin 1953).
- Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).
- Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint). — Discussion générale. — Fait des observations, pp. 1720 et 1724 (1<sup>er</sup> juillet 1953).
- Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1743 à 1744 (2 juillet 1953).
- Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Incident relatif à l'élaboration de l'ordre du jour. — Fait des observations, p. 1745 (2 juillet 1953).
- Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Déclare que rien ne justifie l'urgence de l'examen du projet de loi, regrette que certains considèrent le vote du projet comme une victoire d'une partie de l'opinion publique, désire que les critères selon lesquels les ministres pourront agir soient clairement indiqués dans la loi, demande la remise de la discussion et du vote du projet et déclare que seul le pouvoir judiciaire peut actuellement opérer la revision, pp. 1823 à 1825 (8 juillet 1953). — Discussion des articles. — Fait des observations au sujet de la demande de M. Rolin de reporter la discussion des articles à la prochaine séance, p. 1830 (8 juillet 1953). — Ajournement. — Demande d'ajourner le projet, p. 1861 (9 juillet 1953).
- Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion générale. — Discours : Concernant la différence entre les conclusions du Centre Harmel et celles de la commission de l'intérieur en ce qui concerne le régime linguistique d'Enghien, de la région des Fournons et de l'agglomération bruxelloise, pp. 1873 à 1874 (9 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1934 à 1935 et 1937 à 1938 (15 juillet 1953). — Intervient dans la discussion de l'article 2, § 2, p. 1977; de l'article 6, § 4, p. 1983; de l'article 6, § 5, p. 1986, et de l'article 13, p. 1991 (16 juillet 1953).
- Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Est désigné comme représentant à cette assemblée, p. 1902 (14 juillet 1953).
- Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Fait des observations concernant l'article 2, p. 2010 (17 juillet 1953). — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 2020 (17 juillet 1953).
- Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — Demande d'ajournement. — Vote. — S'abstient au vote, p. 2025 (17 juillet 1953). — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

**Versieren, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

- Ann.** — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).
- Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

## Versieren (suite)

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'intervention de l'Etat dans les pertes subies par la S. N. C. F. B. à cause des abonnements, le licenciement de personnel, la concentration du transport des marchandises et la suppression dans certaines gares des arrivées et des chargements de wagons à marchandises, pose des questions au ministre au sujet de la gare de Renaix, l'état des routes dans l'arrondissement, le passage à niveau à Ename, le déficit de certaines lignes de la S. N. C. F. B., pp. 1643 à 1644 (25 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

## Vreven, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maaseik.

Doc. — N° 89. Rapport : Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953.

Ann. — Proposition de loi relative au problème charbonnier. — Discussion générale. — Discours : Donne les motifs du vote négatif du groupe libéral et insiste sur la nécessité de rééquipement de nos mines et du recrutement de la main-d'œuvre, pp. 110 à 111 (25 novembre 1952).

Projet de loi contenant le budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la mission principale de la gendarmerie, qui est d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois, et les missions militaires, qui constituent une fonction secondaire, les indemnités de bicyclette, d'habillement et de logement, l'insuffisance des bâtiments de la gendarmerie, le régime linguistique des officiers de gendarmerie, la formation et la mission du gendarme, pp. 879 à 881 (11 mars 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs et projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : l'accroissement continu des dépenses de l'Etat et les dépassements de crédits, la commission des économies, la situation économique du pays, la concurrence de nos partenaires Benelux, la fiscalité excessive, la lourde charge des cotisations pour la sécurité sociale, la création de nouvelles industries et les investissements, le vote négatif du groupe libéral, pp. 1334 à 1336 (28 mai 1953).

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952. — Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. — Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant les organismes chargés d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois et ordonnances, pp. 1386 à 1387 (3 juin 1953).

Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéfices affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entreprise. — Discussion générale. — Fait des observations au sujet de la portée du projet, p. 1417 (4 juin 1953).

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'organisation de la défense européenne et le problème constitutionnel, le contrôle des dépenses, l'organisation militaire au Congo belge, l'établissement d'un athénée à la base de Kamina et l'équipement médical de la base, la durée du temps de service militaire, les volontaires de carrière et le volontariat féminin, pp. 1523 à 1525 (17 juin 1953).

## W

Wallays, sénateur des arrondissements de Courtrai et d'Ypres.

Ann. — Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

Warnant, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Doc. — N° 119. Proposition de loi instituant des conditions en vue de l'exercice d'une profession commerciale ou artisanale sous une dénomination déterminée.

Ann. — Proposition de loi tendant à relever à titre transitoire la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1<sup>er</sup> juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951). — Demande d'ajourner. nt. — Discours : Déclare que le groupe libéral s'oppose à la demande d'ajournement, p. 129 (26 novembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion générale. — Emet des observations, p. 345 (18 décembre 1952). — Justifie le vote du groupe libéral, pp. 366 à 367 (23 décembre 1952).

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 378 (23 décembre 1952).

Proposition de loi instituant des conditions en vue de l'exercice d'une profession commerciale ou artisanale sous une dénomination déterminée. — Dépose la proposition, p. 379 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la distribution d'eau potable, la lutte contre les taudis, la politique du logement, l'encouragement à la construction d'habitations, pp. 602 à 603 (10 février 1953).

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le maintien et l'expansion de notre position sur les marchés mondiaux, la concurrence étrangère et la liberté des échanges, le problème Benelux, l'équilibre économique, la politique de plein emploi, les adjudications, la taxe à l'exportation, les créances sur l'U. E. P., les investissements, la modification du tarif douanier et du régime fiscal, la taxe de transmission appliquée aux fournitures d'électricité, la création d'industries nouvelles, l'encouragement à la recherche scientifique, la réduction des frais d'études supérieures, les subsides à l'I. R. S. I. A., la séparation entre les institutions économiques et les institutions sociales, pp. 676 à 679 (18 février 1953).

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la complexité de notre législation sociale, la réforme de notre sécurité sociale, les frais d'administration et la politique d'économie, la décentralisation géographique et le regroupement de toutes les tâches sociales concourant au même but, la simplification, le travail de la mère de famille, la scission de la sécurité sociale en deux groupes : les assurances sociales et les allocations familiales, le régime des vacances annuelles, le principe du libre choix du médecin, l'Office national de coordination des allocations familiales, la pension des travailleurs indépendants, pp. 786 à 788 (26 février 1953).

Interpellation de MM. Harmegnies, Boumy, De Block et Moulin à MM. les ministres des travaux publics et des communications. — Discussion. — Discours : Souligne l'incohérence de la solution proposée, pp. 856 à 857 (10 mars 1953).

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1076 (23 avril 1953).

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le renforcement de notre représentation diplomatique et consulaire; le mauvais fonctionnement de Benelux; le financement des exportations; la retenue U. E. P. à l'exportation; les prix de revient trop élevés; le remboursement, pendant un temps limité, des charges patronales incorporées dans le coût des produits exportés; les commandes « off shore » de la part des Etats-Unis; le développement des ventes des produits de nos industries artisanales; le Fonds d'expansion du commerce extérieur; la demande formulée par la Banque internationale de reconstruction et de développement en ce qui concerne la conversion de certificats de trésorerie en francs belges, pp. 1109 à 1111 (28 avril 1953).

**Warnant (suite)**

Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1947 et la loi du 1<sup>er</sup> août 1952 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 2040 (17 juillet 1953).

Wijn, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

*Ann.* — Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'insuffisance des mesures prises à l'égard des sinistrés, p. 932 (19 mars 1953).

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952. — S'abstient au vote, p. 1869 (9 juillet 1953).

**V**

Vernaux, sénateur provincial du Hainaut.

*Doc.* — N° 50. Amendement : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

N° 250. Amendement : Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

N° 252. Amendement. Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

N° 343. Amendement : Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

*Ann.* — Interpellations jointes de M. Buisseret et de M. Rolin au gouvernement. — Discussion. — Discours : Déclare que les principes de la majorité varient suivant les élections et les années, p. 45 (13 novembre 1952).

Fait personnel de Mme Lambotte relatif à l'ouverture d'une école moyenne à Merksem. — Intervient, p. 197 (9 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, p. 216 (10 décembre 1952).

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un nouvel article *Aquater*, p. 365 (23 décembre 1952).

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 2, p. 367 (23 décembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 379 (23 décembre 1952).

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les finances communales et la loi Vermeylen, le produit des centimes additionnels à l'impôt foncier, le problème de la sécurité civile, pp. 395 à 397 (20 janvier 1953).

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant les subsides pour les distributions d'eau, p. 650 (12 février 1953).

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées. — S'abstient au vote, p. 644 (12 février 1953).

**Vernaux (suite)**

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. — Discussion générale. — Discours : Concernant la mission des inspecteurs cantonaux et les abus d'autorité ayant été commis, pp. 1090 et 1093 (23 avril 1953).

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le problème de la protection morale de la jeunesse doit recevoir une solution d'ensemble, que l'attaque contre le cinéma n'est pas justifiée, cite l'exemple de la législation anglaise en la matière, qui constitue la vraie solution, fait des observations au sujet des bandes de lancement, pp. 1162 à 1164 (5 mai 1953). — Discussion des articles. — Dépose un amendement à l'article 1<sup>er</sup> et intervient dans la discussion de cet article, p. 1171 (5 mai 1953). — Voit son amendement rejeté, p. 1174. — Dépose un amendement et un sous-amendement à l'article 4, qui sont adoptés, et intervient dans la discussion de cet article, pp. 1176 et 1177 (6 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établissant le statut de la résistance armée. — S'abstient au vote, p. 1270 (21 mai 1953).

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1451 à 1452. — Son amendement au § 6 de cet article est rejeté, p. 1454 (10 juin 1953). — S'abstient au vote, p. 1481 (11 juin 1953).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953 et budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953. — Discussions générales jointes. — Discours : Concernant : la modernisation du canal du Hainaut et la création d'un Fonds du canal du Hainaut, pp. 1594 à 1595 (26 juin 1953).

Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953 et interpellation jointe de M. Meunier à M. le ministre des communications. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème de la radio, le statut de l'I. N. R. et les postes régionaux, la télévision : les programmes, le financement, le problème des émissions nationales et des relais, pp. 1657 à 1659 (25 juin 1953).

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I<sup>er</sup>, livre II, du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : Demande des précisions quant à l'application du projet, déclare que le projet constitue une mesure inopportune en faveur des collaborateurs, alors que les victimes de la guerre sont méconnues, estime que toute décision favorable du ministre devrait être subordonnée à l'avis conforme de la commission spéciale, demande l'ajournement de la discussion, pp. 1786 à 1787 (7 juillet 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Intervient dans la discussion de l'article 3, pp. 1936 à 1937 (15 juillet 1953).

**Z**

Zurstrassen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

*Ann.* — Projet de loi relatif à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente en détail. — S'abstient au vote, p. 1699 (30 juin 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. — Discussion des articles. — Dépose un amendement au § 4 de l'article 6, qui vient à tomber, p. 1985 (16 juillet 1953).